

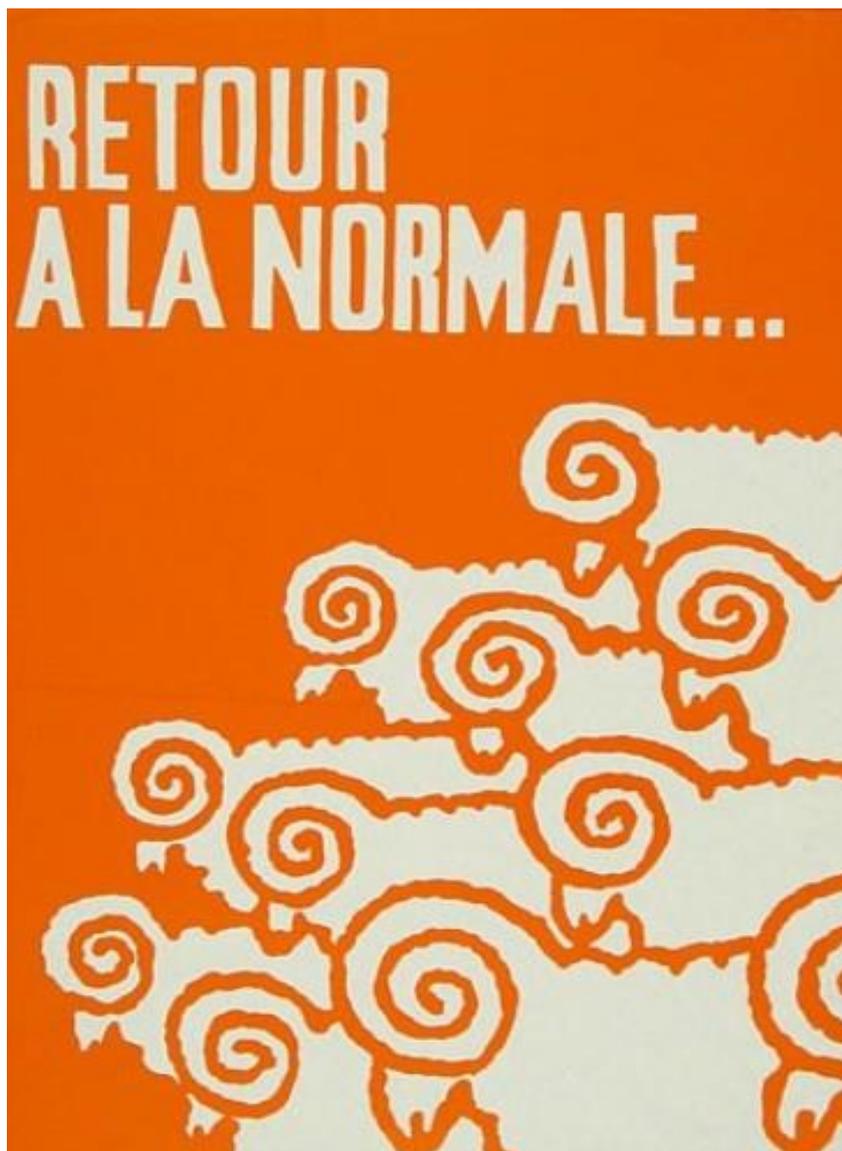
MAI-JUIN 1968 :

3

UNE OCCASION MANQUÉE POUR
L'AUTONOMIE OUVRIÈRE

MAI 2018

HORS SÉRIE



5 €

4 £

5 US\$

100 CZK

300 Rs

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRESENTATION

Ce document sort en même temps en plusieurs langues. Non parce que nous aurions été très efficaces pour la traduction, mais parce qu'il est le fruit d'un travail commun dès le début de sa conception. Travail mené conjointement par les camarades de Kpk, MC et d'autres. Ceci confirme ce que nous avons commencé il y a plusieurs années et qui tend vers l'unification et la centralisation des communistes.

CONTACTS

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Contact : kpk@kapitalu.org

Mouvement Communiste

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

Pour toute correspondance : postmaster@mouvement-communiste.com

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DE LA DEUXIÈME ÉDITION	2
PRÉSENTATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION	3
LE CONTEXTE	4
Les bases matérielles	4
Les luttes ouvrières avant mai 1968	6
LE MAI-JUIN 1968 OUVRIER	12
1er – 13 Mai Les prémisses	12
13 – 18 Mai Les frémissements	13
18 – 20 Mai Le Basculement	17
20 – 29 Mai Le Flux montant	19
30 Mai – 7 Juin La décrue	24
TÉMOIGNAGES	26
CA Montreuil	26
Alsthom Saint-Ouen	29
Le comité d'action RATP	40
CONCLUSION	42
Le pari stalinien	42
L'autonomie ouvrière	43
L'autogestion, mythe et réalité	44
Les comités centraux de grève	45
Les comités d'action	45
La question de la violence	47
Que reste-il de mai 1968 ?	48
De 1968 à... 1971	48
De 1968, il ne reste plus que le mythe. Enterrons-le	49
ABREVIATIONS	50
BIBLIOGRAPHIE	51
En français	51
En anglais	51
En italien	51
ANNEXES	52

PRÉSENTATION DE LA DEUXIÈME ÉDITION

La première édition de ce texte, publiée en décembre 2006, a connu une diffusion de près de 600 exemplaires en français et 400 en anglais. Mais au-delà de la diffusion, nous n'avons pas eu de retours. Que nos analyses n'intéressent pas est presque attendu mais que les événements décrits eux-mêmes ne suscitent aucune réflexion, voilà un révélateur. D'autant qu'en cette année du cinquantième anniversaire, les panégyriques ou les souvenirs se multiplient en ignorant ou réduisant les contradictions de la lutte ouvrière noyées sous le mythe de « *la plus grande grève générale de l'histoire.* »

Nous persistons donc sur la même lancée pour comprendre « *comment s'est mise en place cette grève générale, quels en ont été les acteurs, comment la grève était concrètement organisée, quelle était la participation des grévistes à la grève elle-même et aux actions ? Et, pour nous plus particulièrement, quelles ont été les traces d'autonomie ouvrière, les tentatives d'auto-organisation des grévistes, le rapport des forces avec les syndicats, principalement la CGT ?* »

Il n'entrait pas dans nos intentions d'écrire un document exhaustif sur Mai-juin 68, c'est pourquoi nous nous étions restreints principalement à ce qui s'était passé dans les usines et non dans l'ensemble de la société ou seulement, dans ce cas, en interaction avec la lutte ouvrière. De même, nous nous sommes limités principalement à la région parisienne tout simplement parce que les témoignages en provenaient directement ou indirectement, tandis que pour la province peu de témoignages existaient, à ce moment, ou étaient peu diffusés. Et ce sont ces témoignages qui donnent la force et le sens à ce document car ils permettent de comprendre ce qui s'est passé. Comme le disait Daniel, témoin et acteur de la grève à l'Alsthom Saint-Ouen, lors d'une réunion publique sur Mai-Juin 1968 : « *Mai 68, on critique, on en pointe les limites, c'est notre boulot mais c'était quand même bien.* »

Si mai-juin 1968 a remis au goût du jour le mot révolution, il n'en demeure pas moins qu'évidemment ce n'était pas une révolution, ni même une pré-révolution, contrairement à ceux qui pensaient la vivre ou à ceux qui la repoussaient avec horreur, tout simplement parce que la classe ouvrière dans son ensemble ne l'envisageait pas ou ne la souhaitait pas. De plus, les minorités ouvrières ne se sont pas cristallisées dans des organes autonomes et une partie de celles-ci préféra désertier l'usine et tenter d'expérimenter, de suite, d'autres façons de survivre plutôt qu'engager le pénible et patient combat quotidien. Tandis que d'autres iront se perdre dans les groupes gauchistes.

Cette deuxième édition corrige donc les coquilles, les lourdeurs de style et les quelques inexactitudes de la première édition. Sans être refondu intégralement, le texte a été enrichi dans toutes ses parties et y a été ajouté un chapitre sur les conditions (économiques, politiques et sociales) avant mai 1968.

PRÉSENTATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Il en va de ce travail comme beaucoup d'autres entrepris par notre groupe : essayer de comprendre ce qu'a réellement été un mouvement social constitutif des quarante dernières années de la lutte de classes dans ce pays, par-delà des enthousiasmes débridés et acritiques ou des rejets critiques sans fondement. Déblayer les mythes, les enthousiasmes faciles en livrant les faits à la critique, telle est notre méthode. Et le mouvement de Mai-Juin 1968 est un morceau de choix : la plus grande grève générale que le pays ait connu. Mais comment s'est mise en place cette grève générale, quels en ont été les acteurs, comment la grève était concrètement organisée, quelle était la participation des grévistes à la grève elle-même et aux actions ? Et, pour nous plus particulièrement, quelles ont été les traces d'autonomie ouvrière, les tentatives d'auto-organisation des grévistes, le rapport de forces avec les syndicats, principalement la CGT ?

Compte tenu de la faible quantité de témoignages d'acteurs d'un côté, des panégyriques¹ qui ont été publiés dans l'immédiat après mai juin et jusqu'à 10 ans après, de l'autre, force est de constater que l'analyse du rapport de forces est difficile sans un travail de bénédictins qu'il ne nous est pas possible d'entreprendre. Les témoignages de deux camarades que nous avons inclus n'en ont que plus de valeur et justifient à eux seuls la publication du texte.

Néanmoins, les grandes lignes ont pu être identifiées. Pour permettre de discuter du sujet, le texte comprend :

- Un bref aperçu de la situation avant mai 68 ;
- Un descriptif chronologique commenté de mai et juin du point de vue des luttes ouvrières ;
- Les deux témoignages ;
- Une tentative de conclusion.

Pour limiter le texte à ce qui nous paraît le plus intéressant, nous nous concentrerons sur :

- La première semaine de grève ouvrière (du 14 au 21 mai) ;
- La reprise (à partir du 4 juin) et ses tentatives d'opposition ;
- Et, surtout, les éléments d'autonomie ouvrière.

Par ailleurs, ce texte n'est pas un travail d'historien ; il ne peut inclure des témoignages ou des analyses sur tout ce qui s'est passé. Cela ne veut donc pas dire que les luttes qui ne sont pas mentionnées n'ont pas eu d'importance, ou moins d'importance, mais que nous avons fait des choix.

¹ Comme ceux sur la violence « ouvrière » qui magnifient les exemples de Renault-Flins et de Peugeot-Sochaux, ou ceux sur l'auto-organisation qui exaltent les « comités centraux de grève », etc. Mais aujourd'hui, trente-huit ans après, il ne reste rien dans les publications récentes sur les luttes ouvrières.

LE CONTEXTE

Les bases matérielles

Arrière-plan

Tout d'abord, tordons le cou au mythe des « trente glorieuses » (1945-1975), malheureusement toujours propagé, qui voudrait que le capitalisme en France ait connu une croissance continue et que la situation de la population en général et des ouvriers en particulier ce serait continuellement améliorée et que seul le maudit « choc pétrolier » aurait remis en cause ce bel enchaînement.

C'est faire peu de cas de la nature cyclique du fonctionnement du capitalisme qui s'est manifestée en 1959-60, 1967-68, et 1975. Crises qui n'ont pas frappé avec la même intensité et durée tous les secteurs industriels ni tous les pays². Ce qui ne fait pas de celle de 1967-1968 se traduisant par l'augmentation du chômage qui passe de 270 000 à 470 000³ personnes (alors que de 1960 à 1966, il avait été inférieur à 1,5 % de la population active) la cause mécanique du déclenchement de mai-juin 1968.

Conditions de survie

Mais c'est faire peu de cas de la faiblesse de l'augmentation du « niveau de vie » (si tant est que ce soit l'indicateur unique de la situation concrète) des ouvriers qui est de toute façon payée dans l'usine par des conditions de travail plus que dures (semaine de 48 heures avec pointe à 55 heures, 3^e semaine de congés payés accordées seulement en mars 1956, cadences, travail posté jusqu'en 4x8, etc.) mais aussi à l'extérieur.

Bien qu'entre 1962 et 1968, les salaires horaires aient augmenté de 22 % et le SMIG⁴ de 5 %, à fin 1967, l'éventail des salaires est toujours large⁵ :

- Pour les cadres : 35 % gagnent plus de 4 500 Francs/mois, 60 % plus de 1 800 Francs/mois et 5 % plus de 1 500 Francs/mois.
- Pour les ouvriers : 75 % gagnent de 500 à 1 300 Francs/mois, 5 % gagnent de 400 à 500 francs par mois, 10 % des ouvriers gagnent entre 360 et 400 francs et 1 % des ouvriers gagnent le SMIG, soit 355 Francs/mois⁶.

La question du logement, surtout dans les grandes villes, reste difficile ; l'offre y compris des logements HLM est toujours insuffisante malgré les 803 000 logements construits entre 1959 et 1968. Le parc des anciens logements est dans sa majorité, vétuste si bien qu'en avril 1968, restent encore : 9 % sans eau courante ; 31 % surpeuplés ; 48 % sans WC intérieurs ; 50 % sans eau chaude ; 51 % de plus de 54 ans ; 53 % sans baignoire ni douche ; 65 % sans chauffage central et 85 % sans téléphone. On comprend pourquoi des centaines de milliers de familles ouvrières ont accepté de gaité de cœur de quitter les immeubles insalubres des centres-villes ou des anciens quartiers ouvriers et les hôtels meublés pour s'établir en périphérie dans les cités HLM⁷ pour accéder au chauffage central, à l'eau courante (froide et chaude), aux WC personnels et à la lumière.

Quant aux postes de dépenses des ouvriers, l'alimentation (17,5 %) précède le logement (14,5 %), et l'habillement (7,6 %).

La tant décriée par certains « société de consommation » est loin d'être la norme pour les ouvriers. Bien peu sont ceux qui viennent travailler en auto ou en moto⁸, la norme est la mobylette, le vélo les transports publics ou les cars d'entreprises. Quant à l'habillement, il suffit de regarder les photos des piquets de grève pour constater que celui-ci n'indique ni diversité, ni qualité⁹.

² Pour plus d'explications sur la nature des crises, voir Lettre de MC n°35 « *La crise fiscale des États à l'heure grecque* », décembre 2011 in <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1135FRvF.pdf>.

³ Chômage (malheureusement en % de la population active) : de 1960 à 1966 <1,5 %, 1967 1,6 % : 270 000 et 1968 2 % : 470 000.

⁴ SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti. Mis en place du 11 février 1950 au 2 janvier 1970. Il est indexé sur l'inflation à partir de 1952. Jusqu'en mai 1968, il y avait vingt SMIG régionaux, indexés sur celui de la Région parisienne.

⁵ Voir Delale et Ragache, op. cit. Pour plus de détails, voir Serge Volkoff « *Les salaires en 1968, année de Grenelle* » Économie et Politique n°14, 1970. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_1970_num_14_1_1962

⁶ On mettra en regard ces moyennes nationales avec celles de Renault : manœuvres de 736 à 794 francs, OS entre 813 et 894 francs, OP entre 1 317 et 1 537 francs.

⁷ HLM : Habitations à loyer modéré, gérés par des Offices publics municipaux, régionaux ou d'entreprises (comme La Sablière, pour la SNCF) ou privés. Créés en 1945 pour succéder aux HBM (Habitation à bon marché), le revenu des locataires pour y prétendre était plafonné.

⁸ Même si le nombre d'ouvriers possédant une automobile est passé de 8 % en 1955, à 52,6 % en 1968, cela reste un équipement cher, utilisé principalement pour les loisirs.

⁹ Un tableau des conditions de vie des ouvriers de la région nantaise, avant mai-juin 1968, est donné par les témoignages du film de Jacques Willemont *L'Autre Mai, Nantes mai 68*.

L'État et le plan

Poursuivant le compromis passé à la libération entre le PCF (et sa courroie de transmission, la CGT) l'État et le patronat, sous la houlette de De Gaulle, et de la mise en place de nationalisations et d'un plan quinquennal, le capitalisme en France a connu un développement économique mariant le rôle de l'État (en tant qu'acteur et prescripteur) et celui du secteur privé. Outre son monopole de la violence (Armée, Police, Justice), son rôle administratif innervant le territoire du centre aux diverses collectivités territoriales, ses liens avec les corps intermédiaires (Syndicats), l'État est un capitaliste particulier agissant en tant que capitaliste individuel dans les secteurs qu'il contrôle totalement ou partiellement (Mines, Énergie, Transport ferroviaire –SNCF, RATP – et aéronautique, Postes et Télécommunications, Banque, Assurances, Arsenaux et le symbole Renault) mais aussi en tant que prescripteur dans les travaux publics et le bâtiment, l'aéronautique, l'armement et le transport. Il oriente ainsi le développement industriel.

Ceci est renforcé par le « plan » dont le V^e plan (1966-1970)¹⁰ vient d'être lancé. Il se présente comme une vaste étude de marché, révisable régulièrement, un programme de politique économique à moyen terme indiquant un certain nombre d'objectifs et de moyens d'exécution et un système de références pour la politique économique à court terme — la stratégie de réalisation du Plan devenant un des objectifs même du Plan. En chiffres, l'objectif de croissance choisi par le Plan est un taux annuel de 5 %. La progression du niveau de vie individuel prévue est de 3,5 %¹¹. De même, la politique de décentralisation industrielle commencée en 1955 mais amplifiée à partir de 1961, permet à l'État de réorganiser l'implantation géographique des usines pour désengorger le monstre parisien et de favoriser le maintien des populations expulsées de l'agriculture dans leur région d'origine. Ainsi, la Picardie, la Basse Normandie, le grand Ouest et le Sud-ouest bénéficient de cette politique.

Toujours est-il que le capitalisme français a connu un développement extraordinaire¹², à marches forcées, et qu'il a modifié la structure de la population et la répartition spatiale de l'industrie, entraînant des bouleversements de mode de vie¹³ et des dysfonctionnements qui produiront en partie mai-juin 1968. Ne serait-ce que dans la formation, si le nombre d'étudiants est passé de 250 000, en 1963, à 500 000 en 1968, l'enseignement technique supérieur reste inadapté : en 1967, suivant les secteurs industriels, l'école ne fournit que 10 à 50 % des besoins en techniciens.

Relevons qu'entre 1962 et 1967, le capitalisme français fut capable d'accueillir 1 million de rapatriés d'Algérie et 500 000 travailleurs « immigrés » et que le nombre de femmes ayant un emploi représente 1/3 de l'ensemble des salariés.

Les immigrés

Les immigrés constituent à la fois une part visible de la population en général et une part invisible de la classe ouvrière. En 1968, ils représentent 6,5 % de la population totale soit environ 3,28 millions de personnes. La répartition (en %) est la suivante : Italiens 26,6 %, Espagnols 21,7 %, Algériens 12 %, Portugais 8 %, Polonais 6,7 %, Tunisiens 3,5 %, Marocain 3,3 %, reste de l'Europe 14,1 %, reste de l'Afrique 1,4 % et reste du monde 2,7 %.

Outre le fait (à l'exception des Espagnols et des Italiens) d'être une population majoritairement masculine, elle présente la caractéristique de vivre dans un habitat précaire, les bidonvilles et hôtels meublés. En 1967, plus de 100 000 immigrés vivent, pour toute la France, dans des bidonvilles. Et en région parisienne, il en existe encore 120 (certains existent depuis 1922 mais la plupart ont été créés dans l'après-guerre) : Champigny (14 000 habitants, en Portugais en majorité. Démolition 1972) Nanterre-La Folie (10 000 habitants, Algériens en majorité. Démolition 1970), Saint-Denis Franc Moisin (5 000 habitants. Démolition 1970), etc. Inutile de s'étendre sur la précarité de ces habitations (plusieurs incendies en ravagent certains en 1967), des conditions d'hygiène qui y règnent et de leur isolation du reste de la ville.

Les immigrés sont, bien sûr, sans qualification, employés dans les postes les plus pénibles et les moins bien payés de l'Industrie, du BTP mais aussi de l'agriculture (Sud Est). Politiquement et syndicalement peu organisés, comme les Portugais qui ne le seront collectivement qu'après le 25 avril 1974, décimés pour les Algériens par la guerre civile MNA-FLN, la répression policière puis la promotion au retour en Algérie pour les cadres du FLN, seuls les Espagnols et les Italiens sont plus militants que les autres immigrés pour des raisons

¹⁰ Le premier plan quinquennal, dit plan Monnet, date de 1946.

¹¹ Voir : <http://www.strategie.gouv.fr/actualites/cinquieme-plan-de-developpement-economique-social>.

¹² Taux de croissance moyen 1959 – 1968 5,9 %. Augmentation de la productivité moyenne du travail 4,8 %. Augmentation du salaire réel moyen 4,1 %.

¹³ La population rurale, par exemple, qui représentait encore 50 % de la population, en 1931, n'en représente plus que 41 % en 1954 et 28 % en 1968. Outre la réduction drastique de la petite propriété non concurrentielle et le remembrement de 1965, les premiers effets de la politique agricole commune (Plan Mansholt) jettent vers les villes et l'industrie, en fringale de main d'œuvre non qualifiée, ces anciens « paysans ».

historiques et politiques. Les immigrés ne sont pourtant pas toujours ignorés y compris par des organisations comme la CGT : même symbolique la banderole « *Les immigrés sont des travailleurs comme les autres* » est présente dans le hall de l'île Seguin sous la tribune où s'exprimeront les représentants syndicaux, le 27 mai 1968 indiquant qu'ils ne sont pas ignorés. Mais avant 1968, s'ils participent aux luttes, ils ne peuvent y exprimer leurs revendications spécifiques et hors des lieux de production, ils restent victimes du racisme et de l'arbitraire policier.

Les luttes ouvrières avant mai 1968

Présentation

Du côté des ouvrier, mai-juin 1968, est-il arrivé comme un coup de tonnerre dans un ciel serein ou y avaient-ils des signes annonciateurs ? Et dans ce cas, quels étaient les aspects qui se retrouveront en mai-juin 1968 ? Si l'on regarde comme symptôme le nombre de grèves et leur durée, la venue de De Gaulle au pouvoir a, d'une certaine façon, anesthésié l'élan gréviste des ouvriers, même si jamais la lutte de classes ne cesse. Hormis l'année 1963, en effet, avec la grève des mineurs (du 1^{er} mars au 4 avril, soit 35 jours) impliquant 200 000 grévistes, de 1959 à 1965, les grèves marquent le pas¹⁴ :

Année	Jours de grève	Année	Jours de grève
1958	1 137 700	1963	5 990 150
1959	1,9 million	1964	2,5 millions
1960	1,050 million	1965	950 000
1961	2,6 millions	1966	2,5 millions
1962	1,85 million	1967	4,7 millions

On constate donc un réveil à partir de 1966 et plus encore de 1967 d'où l'intérêt d'examiner quelques cas de l'année 1967 et du début 1968. Nous avons choisi l'exemple assez connu de la grève des usines Rhodiaceta, l'exemple moins connu des Chantiers navals de Saint-Nazaire et de la grève des mensuels et enfin celui spectaculaire de la Saviem et d'autres usines caennaises¹⁵.

De Février à Décembre 1967 : Rhodiaceta, de Besançon à Lyon

La ville de Besançon a connu un développement spectaculaire depuis 1946, sa population doublant presque pour atteindre 113 000 habitants, ceci s'expliquant par son développement industriel. En 1968, l'industrie emploie environ 20 000 salariés dont les plus grosses unités sont Rhodiaceta (3 000 – dont 500 ouvrières), Weil (1 500), Kelton-Timex (1 500), Lip (1 300), la Compagnie des compteurs (870), etc.

Ce qui déclenche la grève, le 25 février 1967, à la Rhodiaceta, c'est un rejet des conditions de travail (humidité et chaleur), du travail en 4x8 qui désorganise la vie, etc. Les revendications portent sur la diminution des cadences, l'allongement des temps de pause et des congés. Nouveauté, l'usine est occupée et les grévistes imposent aux syndicats le principe du renouvellement quotidien de la grève lors des AG. De nombreuses démonstrations de solidarité ont lieu¹⁶ ainsi que des manifestations en ville les 18 et 24 mars 1967.



¹⁴ Résultats obtenus par croisement de plusieurs sources.

¹⁵ Nous aurions pu aussi évoquer les grèves chez Dassault à Mérignac (janvier 1967), chez Berliet à Vénissieux (mars 1967) ou celles des mineurs de fer de Lorraine (avril 1967), Renault au Mans (décembre 1967) ou la grève chez Garnier à Redon (mars 1968) lors de laquelle les grévistes affrontent les CRS.

¹⁶ Voir le film de Chris Marker *À bientôt, j'espère*.

Le 4 mars, la grève gagne les deux autres usines du groupe de Lyon-Vaise (7 000 ouvriers) et du Péage-de-Roussillon (4 000 ouvriers). Mais la CGT, qui y est majoritaire, atténue les revendications portant sur les cadences pour mettre l'accent sur les problèmes de salaires et proposer les augmentations hiérarchisées. Ainsi elle propose finalement de reprendre le travail, le 23 mars devant les Assemblées Générales (AG) des trois sites, en échange d'une augmentation de 3,83 % obtenue lors des négociations des 21 et 22 mars. À Besançon, les irréductibles bloquent les portes et la police doit les évacuer, le 24 mars. À l'AG suivante, la reprise est votée d'une courte majorité. À Vaise, des « échauffourées » éclatent entre les postés en 4x8 désireux de continuer la grève et ceux qui veulent reprendre. Il faut un vote à bulletins secrets pour obtenir la reprise. À Besançon, la grève dure jusqu'au 26 mars. À Lyon-Vaise, le travail reprend le 28 mars.

À la Rhodiaceta de Lyon-Vaise, le conflit redémarre le 6 décembre, la direction annonçant la décision de supprimer plusieurs centaines voire milliers d'emplois et de réduire les salaires. Quant aux ouvriers en 4x8, rien n'a changé depuis la grève de mars. Le 8 décembre, un premier arrêt de travail sans préavis a lieu de 0 h 45 à 1 h 30 dans les ateliers de filature. D'autres suivent à 4 h 30 puis à 5 h 30. Les grévistes décident de « descendre en ville » manifester à la préfecture mais ils sont arrêtés par les forces de l'ordre au pont de la Guillotière. Dans l'usine, des altercations éclatent entre ouvriers et agents de maîtrise, des chariots sont renversés et des cahiers de consignes détruits, on parle même de violences physiques et de quelques coups échangés. A 9 h 45, une nouvelle équipe débraie à 100 % et entraîne les autres ateliers. Au cours de la semaine qui suit, les tensions s'accumulent. Le mercredi 13 décembre, des ouvriers débordent le SO CGT et s'affrontent à la police. Le vendredi 15 décembre, de graves incidents éclatent à l'intérieur des ateliers, suite à la distribution des feuilles de paie. Des ouvriers parcourent l'usine en renversant du matériel, montent dans les bureaux des cadres, les mettent à sac et molestent quelques cadres. La CFDT pousse et soutient les actions extrémistes des ouvriers énervés. La CGT ne cautionne pas et ne s'oppose pas de front. Mais le PCF dénonce « *les quelques éléments irresponsables de la CFDT et du PSU alliés aux groupuscules maoïstes et trotskystes qui ne risqueront pas d'entraîner les travailleurs sur des initiatives avant-gardistes.* »¹⁷ Un refrain qu'on entendra souvent en mai et juin, pas seulement à Lyon. Le samedi, l'usine et le quartier sont encerclés par les CRS. La direction décide de fermer l'usine pour deux jours et licencie 92 ouvriers, repérés pendant le conflit, dont 62 militants CGT, 11 CFDT et 4 FO. Le 20 décembre, la grève se termine. Cinq des licenciés seulement seront réintégrés.

Mars avril 1967 : Chantiers navals de Saint-Nazaire et autour

Cette grève, tout du moins jusqu'au 20 mars, présente un caractère double : celle d'être catégorielle donc de ne concerner que les « mensuels » - c'est-à-dire les employés, les techniciens, les dessinateurs mais aussi les agents de maîtrise, catégories moins enclines que les ouvriers (les « horaires ») à participer à un mouvement, encore moins d'ampleur - mais de s'étendre à toutes les entreprises de la région de Saint-Nazaire¹⁸, Chantiers de l'Atlantique¹⁹ en tête.

La grève illimitée a débuté le 1^{er} mars faisant suite à plusieurs journées d'action et de grèves²⁰ ; elle a été votée par 70,7 % des inscrits. La principale revendication est l'augmentation des grilles de salaires par leur alignement sur celles de la métallurgie parisienne, de 16 % supérieures. Mais la modification des processus de conception aux Chantiers est aussi un facteur important de déclenchement du conflit car elle inclut, principalement au bureau d'étude, la perte de contrôle sur le travail qu'ont techniciens et dessinateurs. La grève est totalement sous contrôle de l'intersyndicale (par ordre d'importance décroissante CFDT, CGT et FO) mais des AG très participées se tiennent tous les matins où les syndicats rendent compte des négociations et discutent avec les grévistes des actions à mener.

¹⁷ In *La voix du Lyonnais*, du 17/12/1967, supplément régional de *L'Humanité*.

¹⁸ Ils sont 2 100 aux Chantiers de l'Atlantique, 900 à Sud-Aviation, 143 à la SMPA, 53 aux Ateliers et forges de l'Ouest et 25 aux Tôleries de Saint-Nazaire soit environ 3 200 salariés.

¹⁹ Les Chantiers de l'Atlantique ont été créés en 1955 par la fusion des Chantiers de Penhoët (fondés en 1861) et des Ateliers et chantiers de la Loire (fondé en 1881). En 1967, les Chantiers emploient environ 9 000 salariés. Les Chantiers ont été le lieu de grèves importantes en 1936, 1955 et 1964.

²⁰ Lettre ouverte au syndicat patronal, le 23 janvier 1967, signée par 2 400 mensuels ; première grève d'une journée, le 17 février, votée par 70,5 % mais suivie à 90 %.



Le 20 mars, la direction des Chantiers pour faire pression sur les mensuels grévistes, lock-oute les 6 000 ouvriers « horaires ». Mais c'est peine perdue, les horaires en cortège rejoignent les mensuels et participent à l'AG en commun²¹. La grève se préparant pour durer, des caisses de grève sont mises en place en argent, pour assurer les paies de mars et d'avril²², et en nourriture récoltée auprès des agriculteurs, des coopératives de la région et de la population. Des délégations de grévistes sont envoyées aux portes des usines de Bretagne, de l'Ouest mais aussi à Cahors, Toulouse et Montpellier. La participation des femmes à toutes les activités est importante qu'elles soient femmes de grévistes ou, pour une minorité, employées grévistes.

Depuis le 31 mars, les négociations syndicats/organisations patronales/ministère du travail sont rompues. Le mouvement se maintient par les grandes manifestations. La première, le mardi 11 avril 1967, rassemble entre 30 et 35 000 personnes. Les premières propositions patronales du vendredi 14 avril sont rejetées, le lundi 17, par 87,2 % des grévistes, décidés à ne rien lâcher. La seconde, le jeudi 27 avril, rassemble plus de 50 000 personnes et constitue le record des manifestations à Saint-Nazaire²³. La grève interprofessionnelle appelée par l'intersyndicale à cette occasion est un succès. Les négociations, à Paris, sont diligentées dès le 30 avril et l'accord est signé le lundi 1^{er} mai à 0 h 45.



Les mensuels obtiennent 7,5 % d'augmentation pour l'année et un salaire mensuel minimum de 560 Francs. Les revalorisations des grilles font l'objet de négociations complémentaires par entreprise. Pour les horaires des Chantiers, les primes (« boni ») sont intégrées dans le salaire de base – supprimant le travail au rendement –, un salaire de base est fixé, des augmentations de salaire sont prévues y compris pour 1968.

²¹ En fait, il n'y aura que quelques AG communes tout le long du conflit et les négociations resteront, elles, séparées. Voir : *Lutte de classe* n°4, mai 1967 article « La grève de Saint-Nazaire, les bureaucraties syndicales et l'OCI » in <https://mensuel.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1967-1968/article/la- greve-de-saint-nazaire-les>

²² Le total des fonds cumulés atteint 2 800 000 francs ce qui permet d'assurer aux mensuels une paie de 960 francs. Pour les horaires, qui sont en partie couverts par l'indemnité de chômage partiel, les versements leur permettent d'avoir une paie équivalente à 960 francs. Cet égalitarisme, voulu par la CFDT, est un cas rare en France : par exemple, chez Lip, à partir d'août 1973, les paies « sauvages » respectent la hiérarchie des salaires.

²³ En 1967, Saint-Nazaire avait une population de 60 000 habitants.

Janvier 1968 Caen : la Saviem Blainville et autour

Comme Besançon et d'autres villes, Caen et son agglomération ont connu, à partir de 1955, un développement industriel important, accompagné d'une augmentation de sa population²⁴. À côté de l'industrie traditionnelle, la sidérurgie (SMN, Société Métallurgique de Normandie), apparaissent l'automobile (Saviem à Blainville, inaugurée en 1956 avec 4 500 salariés²⁵ et Citroën à Caen inaugurée en 1963 avec 1 500 salariés, Marrel à Blainville avec 150 salariés) ; l'électronique (Jaeger à Mondeville, inaugurée en 1963 avec 950 salariés, Radiotechnique à Caen, inaugurée en 1957 avec 1 400 salariés) ; les accessoires automobiles (Sonormel à Mondeville, inaugurée en 1961 avec 630 salariés) et l'électroménager (Moulinex à Cormelles, inaugurée en 1963 avec 1 500 salariés). Ce développement modifie la composition de classe car l'immense majorité des nouveaux embauchés sont des OS mal payés qui découvrent la réalité de l'usine : cadences, conditions de travail commandement d'entreprise hargneux et des salaires inférieurs de 18,5 % de la moyenne nationale. A cela s'ajoute chez Sonormel et Moulinex une majorité du personnel ouvrier féminin qui subit brimades et pressions de l'encadrement.

L'agitation commence à la Saviem où les syndicats déposent une pétition de 3 000 signatures pour une augmentation de salaires de 6 %, la reconnaissance des droits syndicaux et la création d'un fond de garantie de ressources en cas de réduction d'horaire. Face au refus patronal, les syndicats organisent un meeting, le jeudi 18 janvier, devant les portes de l'usine. Près de 1 500 ouvriers prennent part au rassemblement et décident à une large majorité une grève illimitée à partir du mardi 23 janvier. Le vendredi 19 janvier, des débrayages ont lieu dans deux autres usines : Jaeger et à la Sonormel avec respectivement 304 grévistes sur 950 et 293 sur 622.

Le 23 janvier, un meeting est organisé à 8 h du matin pour démarrer la grève et des piquets de grève sont dressés aux portes de l'usine. Les syndicats décident pour la première fois une marche sur Caen. Une manifestation rassemble 1 500 personnes qui vont porter les revendications à la direction départementale du travail.

Le mercredi 24, aux alentours de 3 h 45 du matin, le préfet de région fait intervenir les gendarmes mobiles pour dégager les piquets de grève. Les ouvriers arrivent peu à peu à partir de 7 h, les nombreux grévistes apprennent ce qui s'est passé quelques heures plus tôt. Excédés, ils décident d'aller demander des comptes au préfet et de marcher sur Caen. Les premiers affrontements ont lieu contre un barrage policier à hauteur de l'hôpital Clémenceau : il y a une dizaine de blessés côté manifestants. Les syndicats et des partis de gauche appellent à une manifestation le vendredi 26 pour défendre la liberté de manifester et protester contre la répression. Le jour venu, plusieurs usines se mettent en grève (dont Jaeger et Sonormel en grève illimitée) ; à 18 h 30, près de 7 000 personnes se massent place Saint Pierre mais l'adversaire est prêt : des renforts de CRS sont arrivés et la préfecture est barricadée par un système de barrières. Après les prises de parole, les manifestants défilent dans les rues de Caen jusqu'aux abords de la préfecture. La queue de cortège essentiellement composée d'OS et de quelques étudiants a prévu d'en découdre et s'est équipée en conséquence. Les barrières sont enlevées par des manifestants. Des grenades lacrymogènes sont envoyées en grand nombre sur les manifestants. Les affrontements, entre jeunes grévistes et forces de l'ordre, sont violents. Des renforts de CRS arrivent vers 2 h du matin, les affrontements reprennent du plus belle. Des vitrines, des poteaux de signalisations sont détruits, la chambre de commerce est attaquée. Les derniers affrontements se terminent vers 5 h du matin. On compte alors 36 hospitalisations côté manifestant (200 blessés au total), 85 interpellations. 13 manifestants sont jugés en procédure de flagrant délit et deux sont condamnés à deux mois de prison ferme.

²⁴ La ville passe, entre 1962 et 1968, de 91 à 110 000 habitants ; l'agglomération de 122 à 150 000 habitants.

²⁵ L'effectif est passé de 1 200 en 1964 à 3 300 en 1966 et 4 500 en 1968 dont 3 800 ouvriers horaires et 450 mensuels (employés agents de maîtrise et cadres). 70 % des ouvriers ont ici leur premier emploi en venant de la campagne, la moyenne d'âge est de 26 ans. Il y a un fort turnover. 800 salariés mutés de Suresnes conservent leurs salaires et les avantages de la région parisienne, ce qui accroît la hargne des « locaux » méprisés par la maîtrise et l'encadrement parisiens. Les salaires pour les OS sont définis par 55 taux horaires différents ! Un système d'abattement de 20 % de la prime d'assiduité par tranches de 9 heures d'absence ampute souvent les salaires. En juillet 1967, la direction annonce le passage de 47,5 heures à 45 heures par semaine sans compensation de salaires ce qui entraîne une agitation sporadique à partir de septembre 1967.



Dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 janvier, des CRS arrivent aux abords de l'usine Saviem. Il y a encore quelques grévistes qui tiennent les piquets de grève. Les CRS en surnombre démontent les piquets de grève. À 1 h du matin, le directeur de l'usine entre. Puis à 1 h 40, 25 camions de CRS entrent à leur tour dans l'usine et des gendarmes mobiles prennent position autour de l'usine²⁶. Les non-grévistes peuvent rentrer dans l'usine sous la protection de la police, la reprise n'est que très partielle (environ 1 000 non-grévistes ce jour mais 2 100, le 31, et 2 500 le 1^{er}, 3 000, le 2 février). À 8 h du matin, un meeting est organisé au stade de Colombelles pour faire le point sur la situation. En solidarité avec les ouvriers de la Saviem, une grève de 24 h est déclenchée à la SMN le mardi 30 (50 % de l'effectif fait grève). Ce même jour, ils sont encore plusieurs milliers au meeting devant les portes de l'usine même si la tendance est quand même à la reprise du travail.

De nouvelles grèves se déclenchent dans l'agglomération : Radiotechnique, Moulinex mais aussi dans les villes du département du Calvados (Condé-sur-Noireau, Dives-sur-mer, Lisieux). Après le meeting, une marche sur Caen est organisée, et, afin de ne pas s'affronter directement avec les forces de l'ordre, les organisateurs décident de passer par des petits chemins. Arrivés à la place de la Demi-Lune, les manifestants sont invités à prendre la route de Cabourg pour rejoindre la SMN. Quelques-uns veulent continuer en ville mais les responsables syndicaux les en dissuadent.

Le meeting du jeudi matin ne rassemble que 500 personnes devant la Saviem. Le lendemain, ils ne sont guère plus d'un millier et votent la continuation du mouvement par 502 voix pour et 272 contre. Les syndicats décident de suspendre le mouvement en appelant à utiliser « *d'autres formes pour faire aboutir les revendications* » (air connu). Le samedi 2 février, les négociations échouent une énième fois sur les salaires mais les syndicats obtiennent qu'aucune sanction ne soit prise envers les grévistes. Par contre, à Jaeger, les négociations aboutissent au 4 % d'augmentation de salaires demandées. Le 6 février, un accord est trouvé entre syndicat et direction de la Sonormel, le travail reprend.

Malgré la fin de la grève à la Saviem, des débrayages sporadiques ont lieu dans l'usine. Ils sont à l'initiative d'ouvriers non-syndiqués, soutenus le plus souvent par la CFDT tandis que CGT et FO condamnent. Des défilés sont aussi organisés dans les ateliers, comme le 7 février avec 200 ouvriers. Un piquet de grève est installé le mardi 13 février à l'initiative de la CFDT. Les grévistes sont les plus jeunes ouvriers. Ils s'opposent, parfois violemment, à l'entrée des non-grévistes. La semaine suivante, la direction met à pied une vingtaine des grévistes les plus en vue (dont 5 de la CFDT). En même temps, une grève a lieu à l'usine Marrel (150 salariés) de Blainville du 08 au 19 février qui se termine par une défaite.

²⁶ Au total, les effectifs policiers impliqués dans l'opération sont de 2 000.

Une répétition ?

Les grèves que nous avons citées, si elles n'épuisent pas la compréhension des conditions et du climat d'avant mai-juin 1968, permettent d'indiquer quelques tendances significatives de l'époque. Pour ce qui est commun aux trois conflits, nous pouvons identifier une participation importante, tant en nombre de grévistes qu'en présence aux AG et participation aux actions ; la longue durée des grèves ; des revendications portant sur d'autres domaines que les salaires, par exemple les cadences, le travail posté ou la nocivité de celui-ci ; une ouverture vers l'extérieur et l'accueil certes minoritaire d'« étrangers à l'usine » ouvriers ou étudiants ; une solidarité qui se développe à l'échelle de la ville, voire de la région ; une forte participation des jeunes ouvriers mais une direction syndicale de la lutte jamais remise en cause autrement que dans quelques affrontements de fin de grève et la prépondérance sur la CGT et FO, de la CFDT récemment (1964) déconfectionnalisée²⁷.

Pour ce qui est de spécifique, on trouve l'extension du conflit initial à d'autres entreprises qui peut aller jusqu'à une grève générale locale (Saint-Nazaire, Caen) ; une grève des plus qualifiés (« mensuels ») dans le cas de Saint-Nazaire rejoints par les autres ouvriers (« horaires ») ; un début de pratique illégale et d'affrontements avec la Police (Caen mais aussi, dans une moindre mesure, Lyon et Besançon).

L'irruption dans la lutte des jeunes ouvriers fraîchement issus des campagnes (chassés en fait par l'absence de perspective de travail) ou de ceux pourvus d'un CAP qui attendent monts et merveilles du travail en usine et qui n'y découvrent, après quelques années, que bruit, fatigue, douleur autrement dit exploitation, est le phénomène nouveau, même s'il se perçoit moins à Saint-Nazaire.

Mais les jeunes extrémistes de la Saviem (entre 200 et 500) ne manifesteront aucune velléité de constituer un organisme autonome pendant et après la grève et laisseront la CFDT les « héberger » dans leurs actions. Et ils trouveront dans les affrontements avec la Police un exutoire à leur révolte qui ne se cristallisera pas. C'est un des aspects les plus annonciateurs de ce que l'on retrouvera en mai-juin 1968.

²⁷ La CFTC a voté à plus de 80 %, au congrès des 6 et 7 novembre 1964, sa déconfectionnalisation et sa transformation en CFDT. La minorité maintient la CFTC. Au début 1968, la CFDT dit compter 600 000 adhérents et la CFTC 40 000 adhérents. À mettre en perspective avec les 1,9 million que dit compter la CGT et les 450 000 de FO.

LE MAI-JUIN 1968 OUVRIER

1er – 13 Mai Les prémisses

C'est le mouvement étudiant qui anime ces premiers temps de mai. Après la manifestation du 1^{er} mai, la première autorisée depuis 1954, relatif succès qui a vu défiler 100 000 personnes à Paris, avec les affrontements entre le Service d'Ordre de la CGT et les « gauchistes », l'agitation qui a commencé à Nanterre, le 22 mars, gagne Paris.

Le jeudi 2 mai, le doyen, Pierre Grappin, décide, pour la seconde fois dans l'année, de fermer la faculté des lettres de Nanterre. Le lendemain, 500 CRS et gendarmes mobiles occupent le campus, fouillent les voitures, arrêtent les « porteurs d'armes » (lance-pierres, boulons, etc.). Il y aura six condamnations à des peines de prison avec sursis. Pendant ce temps, l'Assemblée nationale vote une loi accordant la quatrième semaine de congés payés.

Le vendredi 3 mai, la police, requise par le recteur Roche, fait évacuer la cour de la Sorbonne occupée par des étudiants, notamment de Nanterre, qui sont venus pour un meeting. Elle embarque les étudiants présents, dans leur grande majorité des militants des groupes gauchistes. Cela soulève la protestation des autres restés dehors. Six heures de violences, 600 interpellations.

Dans *l'Humanité*, Georges Marchais commet un éditorial intitulé « De faux révolutionnaires à démasquer » dans lequel il fustige « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit » et raille les « révolutionnaires [...] D'autant qu'il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois – méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière – qui rapidement mettent en veilleuse leur Flamme révolutionnaire » pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme. ». Le gouvernement annonce la fermeture de la Sorbonne, le dimanche 5 mai.

A l'aube du lundi 6 mai, la police boucle le Quartier latin. Dès le matin (pendant le conseil de discipline où comparaissent huit étudiants de Nanterre, dont Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Duteuil, René Riesel, etc.), des attroupements et des cortèges se forment, sur le boulevard Saint-Michel, qui entraînent des bagarres avec la police. Ça se transforme en cortège de 6 000 personnes en direction de la Halle-aux-Vins. L'UNEF appelle à se rendre, à 18 h 30, à Denfert-Rochereau. Puis départ en cortège, qui revient vers le Quartier latin après passage sur la rive droite. Rue des Écoles, la police charge violemment et de façon inattendue et les étudiants ripostent de la même façon et érigent des barricades. Au même moment, la manifestation de l'UNEF se forme place Denfert-Rochereau. Elle rencontre la police à hauteur de la rue du Four. Les heurts sont violents, des barricades sont érigées très sérieusement. Dans la soirée, des manifestations très violentes se poursuivent au Quartier latin (500 blessés, 400 arrestations). Il y a aussi des manifestations en province, dont certaines violentes comme à Grenoble.

Le mardi 7 mai, un rassemblement à lieu à 18 h 30 à Denfert-Rochereau. Un cortège traverse Paris (en fonction des barrages de police) pendant quatre heures : Invalides, quai d'Orsay, Concorde, Arc de Triomphe (21 h 30), puis revient vers la rive gauche ; il y a 50 000 manifestants. La police barre le carrefour des rues de Rennes et d'Assas ce qui entraîne des affrontements, plus dispersés que la veille, auxquels la police réplique avec une grande violence.

Le mercredi 8 mai, un rassemblement a lieu à la Halle-aux-Vins avec entre autres orateurs, Sauvageot, Cohn-Bendit, Geismar, à 18 h 30, qui se transforme en manifestation vers 20 h, d'environ 20 000 personnes, se dirigeant, par le boulevard Saint-Germain puis le boulevard Saint-Michel, vers le Sénat et la place Edmond-Rostand. Des députés du PCF veulent en prendre la tête. Ils sont refoulés dans la manifestation. La Sorbonne est inaccessible. L'UNEF contrôle et obtient la dispersion sans heurts vers 22 h 30 ; les quelques irréductibles ayant été refroidis par la pluie.

Le jeudi 9 mai, la Sorbonne devait rouvrir mais reste fermée, protégée par les forces de l'ordre. Il n'y a pas de manifestations mais plusieurs meetings politiques dont un à la Mutualité.

Le vendredi 10 mai va devenir célèbre par « la nuit des barricades ». À partir de 16 h 30, un cortège de 5 000 lycéens, rassemblés à l'appel des CAL, aux Gobelins, se dirige vers Denfert-Rochereau qu'il atteint à 17 h 30 où il est rejoint à 18 h 30 par les étudiants. La manifestation, de 10 000 personnes, s'ébranle, à 19 h 30, par le boulevard Arago vers le Quartier Latin. La nuit des barricades commence, dès 21 heures, lorsqu'une partie des manifestants, malgré l'opposition de l'UNEF, édifie des barricades au Quartier latin. Au cours des heures qui suivent, plus d'une soixantaine seront ainsi dressées souvent sans plan d'ensemble. Vers 22 heures, le recteur se déclare prêt à recevoir une délégation étudiante. Un double dialogue s'engage alors sur les postes de radio périphériques : Geismar répond au vice-recteur sur Radio-Luxembourg, Sauvageot au recteur sur Europe n°1. Les négociations achoppent sur le problème des étudiants condamnés : le recteur se déclare incompétent en la matière. A 0 h 15, trois professeurs et trois étudiants sont autorisés à pénétrer dans la Sorbonne. Avant de partir, Cohn-Bendit, qui fait partie de la délégation malgré l'interdiction du recteur, fait passer une consigne : « Occupation du Quartier latin, mais sans attaquer les forces de police. » Une heure et demie plus tard, les tractations

aboutissent à une impasse. C'est alors qu'à 2 h 15 du matin, après les sommations d'usage, la police attaque les manifestants. La bataille, d'une extrême violence durera jusqu'à 4 h 30, faisant des centaines de blessés de part et d'autre.

Les événements du Quartier latin rapportés, minute après minute, par les stations de radio périphériques (Europe 1 et RTL), acquièrent une dimension importante et apparaissent ainsi (une fois relayés par les images de la télévision) pour les provinciaux ébahis ou atterrés, comme un début de guerre civile.

Tirant les enseignements de la nuit des barricades, Pompidou (revenu de son voyage en Afghanistan, le 11 mai) autorise la réouverture de la Sorbonne, le 11 mai. Le mouvement étudiant semble s'essouffler. Les centrales syndicales ont appelé à une journée de grève nationale (pour protester contre la violence policière et la répression), le 13 mai.

13 – 18 Mai Les frémissements

La grève générale du 13 mai

Les manifestations du 13 mai ont été un vrai succès mais plus en terme de participants qu'en terme de grèves qui les ont sous-tendues. Le tiers des salariés de l'industrie, ceux travaillant dans les petites entreprises de moins de 50 salariés n'a pas fait grève ; dans les grandes entreprises, ce sont plutôt celles du secteur étatique qui ont été à la pointe : EDF et GDF (80 %), Cheminots (50 %)²⁸, RATP (60 %) Éducation nationale (75 %) et surtout La Poste. Dans cette dernière, il est vrai que, depuis le 8 mai, des grèves sporadiques ont éclaté dans les centres de tri de Paris Nord (74 % de grévistes), Paris Est (33 % de grévistes), Paris Austerlitz et Paris Brune et, le 10 mai, chez les chauffeurs sur mot d'ordre de la CGT, faisant suite à des agitations rampantes depuis mars²⁹. 35 % des employés de la Sécurité sociale et de 10 à 16 % dans les compagnies d'assurances ont également fait grève.

Mais, dans la métallurgie parisienne, les chiffres de participants ne montent qu'entre 25 % et 35 %, principalement dans l'automobile et l'aviation. À Renault-Billancourt, la participation à la grève est difficile à estimer (entre 40 et 80 % selon les chiffres), mais ce sont surtout les syndiqués, donc les plus qualifiés, qui vont à la manifestation³⁰. Chez Thomson (Bagneux et Gennevilliers [Hauts-de-Seine]) le taux de participation est de 60-65 %. Au Centre de l'énergie atomique (CEA) à Saclay [Essonne], la participation est de 75 %, de même que chez Chausson (Gennevilliers [Hauts-de-Seine]) (90 %). À l'établissement Rhône-Poulenc de Vitry [Val-de-Marne], la participation est de 50 %. Ces quelques données indiquent la température qui règne dans les entreprises, car s'il y a longtemps qu'une « journée syndicale » n'a pas remporté un tel succès, ce n'est pas encore un raz de marée. C'est sans doute cela qui incite la direction de Citroën-Levallois ([Hauts-de-Seine]) à lock-outer les ouvriers, qui ne font pourtant pas grève.

Plus important, certainement, est le fait que des milliers d'ouvriers se soient sentis concernés par les agitations étudiantes et aient enregistré le recul, donc la faiblesse, du pouvoir. Que va-t-il se passer ?

La grève débute³¹, le 14 mai à Woippy, une banlieue de Metz : 414 des 594 ouvriers³² de l'usine Claas (fabricant allemand de machines agricoles) se mettent en grève. Après un bref meeting, ils exigent l'application d'un accord paritaire de la métallurgie, la refonte de la grille des salaires, un salaire mensuel minimum de 700 francs, l'amélioration des conditions de travail et la révision des normes de chronométrage. Le lendemain, ils votent la grève illimitée. Voyons-voir le cas de quelques entreprises significatives dans ce début de grève.

Sud-Aviation

La grève démarre, le même jour, à l'usine Sud-Aviation, à Bouguenais, près de Nantes³³. Depuis des mois, menaces de licenciements et réductions d'horaires – la direction voulait passer, suite à une réduction d'activité, la durée hebdomadaire de 48 à 47 heures mais payées 47 heures ; les ouvriers voulaient passer à 47 heures mais payées 48 – entretiennent une certaine agitation qui va aller crescendo début mai. Ainsi on compte,

²⁸ Participation plus forte en Région parisienne qu'en Province.

²⁹ Témoignage recueilli à propos de Paris Austerlitz.

³⁰ À Renault-Cléon, la moitié des ouvriers a fait grève.

³¹ Delale et Ragache signale le cas de la première usine occupée, Wisco à Givet, dans les Ardennes, où le patron refuse depuis avril d'appliquer une convention collective régionale : « Les ouvriers ripostent par une série de débrayages sans résultat. Le 9 mai, par surprise, ils décident donc d'occuper l'usine : à 2 heures du matin, les piquets de grève prennent position. Le patron fait alors appel à deux pelotons de gendarmerie et à un huissier. Pour toute réponse, les grévistes se barricadent dans le bâtiment (des syndicalistes CFDT, CGT et FEN viennent en cortège les soutenir). Le face à face dure deux jours. Craignant des incidents, le préfet obtient du patron l'application de la convention. Victorieux, les premiers "occupants" de mai rentrent chez eux le 10 mai, à 21 heures 30. »

³² Selon les RG. Voir : X.Vigna *L'insubordination ouvrière dans les années 68* p. 28.

³³ En janvier 1968, Sud-Aviation Bouguenais emploie 2 682 salariés, dont 1 793 ouvriers horaires, 831 techniciens et employés mensuels et 58 cadres. Il y a également 118 intérimaires. L'usine produit principalement des voilures d'avion.

entre le 9 avril et le 10 mai, treize journées ayant vu des débrayages, appelés par les syndicats, d'une durée comprise entre une heure et huit heures, plus la grève du 13 mai³⁴.

L'action commence par un débrayage de 14 h 30 à 15 heures et de 15 h 30 à 16 heures avec défilé dans les ateliers. La réunion délégués-direction ne donne pas de résultats. Pour la première fois, les ouvriers mensuels débraient. Le directeur, Duvochel, est bloqué dans son bureau dans l'attente de réponse de la direction à Paris. Les délégués font bloquer les issues pour empêcher les travailleurs de partir ; de facto l'occupation se met en place, parfaitement contrôlée par la CGT. Le directeur et ses adjoints sont donc retenus dans les bureaux de la direction, avec téléphone, ravitaillés par les syndicats jusqu'au 29 mai, date de leur libération. La grève durera jusqu'au 14 juin. La participation à la grève sera constante et suivie, et l'occupation de l'usine sera bien organisée par le comité de grève intersyndical.

Renault-Cléon

Le 15 mai, à Cléon³⁵, les syndicats prennent la température des ateliers pour voir s'ils peuvent rebondir sur le succès de la journée du 13 et faire monter la pression pour l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale imposées, par le gouvernement, le 21 août 1967. Ils aboutissent à la décision de faire un débrayage d'une heure par équipe.

Lors du débrayage du matin, après une AG qui a regroupé de 400 à 500 personnes, les ouvriers, menés par des jeunes particulièrement remontés, défilent dans les ateliers pour inciter les non-grévistes à s'arrêter. Ils appellent à la formation d'un comité de grève et veulent aller aux bureaux de la Direction et ne mentionnent guère la question des ordonnances dans leurs slogans. Il faut toute la diplomatie d'un responsable CFDT pour renvoyer les travailleurs à leur poste, où d'ailleurs ils interrompent fréquemment le travail pour discuter et mettre les nouveaux arrivants au courant.

Pour l'équipe de l'après-midi, même scénario initial de débrayage, mais sous la pression des jeunes, on organise un cortège. En tête, 200 jeunes qui se rendent en scandant des slogans sous les fenêtres de la direction. Là, ils se rassemblent, poussent en avant leurs délégués abasourdis et demandent que ceux-ci soient reçus ; le directeur refuse. Dans les bureaux, les chefs de service s'affolent, bloquent les portes à l'aide de barres de fer. Les ouvriers, voyant cela, décrètent que la direction ne quittera pas ses bureaux avant d'avoir reçu les délégués. À 18 heures, plus personne ne travaille et l'occupation est votée dans l'enthousiasme. Un comité de grève est élu mais les responsables syndicaux ont bien manœuvré et ce comité ressemble plus à une intersyndicale CGT-CFDT. Les cadres sont donc bloqués, comme à Sud-Aviation, dès le 15 au soir. La CGT essaiera de faire libérer les cadres le 17 mai, mais devra renoncer devant le tollé de protestations qui accueille sa proposition. Elle parviendra à ses fins le 19 mai.

Les syndicats créent un service d'ordre, organisent l'occupation – ce qui consiste en particulier à protéger les machines – et mettent au point un cahier de revendications, qui paraît, sous forme de tract, à 23 heures : « Réduction du temps de travail à 40 heures sans perte de salaire ; salaire minimum à 1 000 francs ; baisse de l'âge de la retraite ; transformation des CDD en CDI ; accroissement des libertés syndicales. »

Le soir même, la grève, totale chez Renault, touche deux autres boîtes de la région : Kléber-Colombes (pneumatiques) à Elbeuf et La Roclainne (matériaux en laine de roche) à Saint-Etienne-du-Rouvray. Néanmoins, à Renault, la CGT (et les ouvriers moins jeunes) regagnèrent rapidement le contrôle de la grève. Le lendemain, 16 mai, la grève touche la Compagnie des piles électriques à Caudebec-lès-Elbeuf, où le directeur est séquestré de même que celui de Kléber-Colombes.

Renault-Flins

À Flins³⁶, au matin du 16 mai, les syndicalistes de la CFDT ont prévu une réunion pour discuter de la mise en œuvre des directives confédérales sur la question des ordonnances. Avant de s'y rendre, l'un des membres apprend par téléphone que l'usine de Cléon est en grève illimitée avec occupation, et que les cadres sont séquestrés. Du coup, les cédétistes décident d'aller voir la CGT pour proposer un débrayage d'une heure, à

³⁴ Pour plus de détails, cf. www.mondialisme.org et le livre de F. Le Madec « *L'aubépine de mai* » p.50.

³⁵ L'usine est récente (1958), implantée en zone rurale où les industries traditionnelles (textile à Elbeuf) sont en perte de vitesse. Elle occupe 5 200 salariés, dont 750 CDD. Le taux de syndicalisation est de 18 % (moyenne nationale 22 %). Il y a 572 immigrés et 1 600 moins de 25 ans. La majorité des ouvriers sont OS, et il y a 95 salaires horaires différents ! En outre, la rémunération se fait non pas en fonction de la qualification de l'ouvrier mais en fonction du poste de travail qu'il occupe, de sa difficulté, de sa nocivité. L'usine fabrique des moteurs et des boîtes de vitesses.

³⁶ Construite en 1952, l'usine de Flins, qui recrute surtout dans les campagnes environnantes, est réputée pour sa maîtrise dure. Surtout, c'est ici que Renault a mis au point le principe du salaire au poste, avant de le généraliser à tous les établissements. Selon ce principe, un ouvrier est payé en fonction du poste qu'il occupe, et non pas de sa qualification. Le salaire au poste a donc un double effet : division à l'infini des situations particulières des ouvriers, et pouvoir renforcé de la maîtrise qui peut changer un ouvrier de poste comme brimade ou promotion. L'usine emploie environ 10 500 personnes en début d'année et 12 300 en fin d'année. 1968 est également marqué par le passage en 2x8.

10 h 15. Par équipe de deux (un CFDT et un CGT), les syndicalistes passent dans les ateliers pour donner la consigne. À l'heure dite, environ 500 ouvriers arrêtent le travail et se regroupent en dehors des bâtiments. Ils repartent à l'intérieur des ateliers, en cortège, pour encourager les autres à cesser le travail. À 11 h 30, ils se regroupent devant la cantine. Les deux responsables CFDT et CGT expliquent ce qui se passe à Cléon et proposent de partir en grève illimitée. La proposition est adoptée, et l'occupation est aussitôt organisée. Dans ce premier temps, cela consiste à mettre en place des piquets et à inscrire les volontaires sur des listes pour qu'ils y participent. Avant de se disperser pour le déjeuner, rendez-vous est pris à 14 heures pour un nouveau meeting avec l'équipe de l'après-midi. Ce meeting adopte de nouveau le principe de la grève illimitée avec occupation. À 15 h 30, la direction arrête l'usine pour ceux qui y travaillaient encore³⁷.

Au meeting du matin, il avait surtout été question de solidarité avec Cléon. À celui de l'après-midi, les syndicats présentent un cahier de revendications : « 40 heures sans réduction de salaire ; 1 000 francs de salaire minimum ; retraite à 60 ans (55 pour les femmes) ; cinquième semaine de congés pour les jeunes ; abrogation des ordonnances ; libertés syndicales. »

Renault-Billancourt

Il y aurait beaucoup à dire sur les versions CGT-PCF du démarrage de la grève, d'impressions, de choses fausses ou tendancieuses, etc. Remarquons simplement que le récit de Aimé Halbeher, secrétaire général de la CGT de Renault Billancourt, a cet éclair d'honnêteté ; « le 17 au matin, à 6 heures, on ouvre les portes aux équipes qui prennent le travail et on se donne rendez-vous pour un meeting à l'Île Seguin à 10 heures » et plus loin « on a décidé le vendredi d'occuper le week-end »³⁸

Vrai, seulement l'usine était déjà arrêtée depuis la veille. Car c'est bien le 16, le jeudi, que des secteurs ont démarré spontanément. À aucun moment, la jonction ne s'est opérée, le jeudi 16 après-midi, entre les grévistes du département 55 et ceux du 70 (à Billancourt) et ceux du 37 (à la pointe aval de l'Île Seguin)³⁹. Contrairement à ce qui est écrit ailleurs (cf. mondialisme.org), le 37 ne s'est mis en grève que vers 17 heures. Comment donc un meeting commun entre les deux secteurs grévistes aurait-il pu se tenir au carrefour de l'avenue Zola et de la rue Kermen, à l'opposé du 37 (plus de deux kilomètres à pied) ?

Voici le témoignage d'un camarade⁴⁰ qui travaillait au département 37, outillage tôlerie, composé d'ouvriers qualifiés, à la pointe aval de l'Île Seguin. Il était à cette époque en contact étroit avec le groupe Voix ouvrière. Le fameux 16 mai à midi, il y avait eu une tentative de meeting, place Nationale, du groupe trotskiste, l'OCI (groupe « Lambert » - fondé en 1965) et les ouvriers des bâtiments avoisinants en revenant de la cantine s'arrêtaient quelques minutes, discutaient puis rentraient dans les ateliers, d'autres allaient déjeuner, sortaient, etc. Dans la foulée, les ouvriers des départements 55 (Décolletage) et 70 (Usinage petites séries) ont commencé à bouger sans être en grève déclarée mais sans grand travail effectif pendant une heure ou deux.

Le bruit s'est répandu dans l'Île que la grève avait commencée, mais on ne savait pas ce qui se passait et, au 37, l'ambiance montait. Les gars disaient « bon, on y va » et ça retombait. Puis ça redémarrait, tout le monde discutait. Le délégué syndical local CGT était comme les autres et ne savait rien. Finalement, vers 17 heures, sans que personne ne prenne spécialement la tête, ça a démarré massivement, 200 à 300 gars du département ont

³⁷ Voir entre autre : <https://www.attac78nord.org/data/LaLettre/31/Flins68.rtf>

³⁸ Selon Aimé Halbeher (*Regards*, n°34, avril 1998 « Un début modeste dans la "forteresse ouvrière" ») : « Chez Renault, le mouvement de grève a démarré le 16 mai au matin à Cléon, puis à la succursale du Mans. À Billancourt, informés par les radios de ce qui se passe, on appelle à un meeting dans l'Île Seguin, nous nous retrouvons un millier sur 35 000 travailleurs de l'entreprise. On occupe l'Île Seguin à un millier. On occupe pour la nuit mais on ne décide pas à la place des gars, on occupe pour éviter le lock-out patronal. Dans la nuit, plusieurs centaines de salariés nous ont rejoints après avoir mesuré l'évolution du mouvement à la radio. Le 17 au matin, à 6 heures, on ouvre les portes aux équipes qui prennent le travail et on se donne rendez-vous pour un meeting dans l'Île Seguin, à 10 heures. Il y a beaucoup de monde. La CGT est très majoritaire dans l'usine, mais on a tout de suite cherché l'union. Dans la nuit, on a joint FO et la CFDT et on a appelé ensemble à la grève.

Une grève massivement votée chaque matin

On n'a pas appelé à la grève générale illimitée mais à la grève reconductible avec occupation, avec vote des assemblées générales chaque matin. C'était une démarche nouvelle. On a décidé, le vendredi, d'occuper le week-end pour donner le temps à la direction d'ouvrir les négociations sans perturber gravement la production. On a créé des comités de grève par départements et par ateliers, chacun devant établir son cahier de revendications. La direction ne donne pas signe de vie. Le lundi, nouveau grand meeting, les trois organisations syndicales proposent de poursuivre la grève reconductible, elle est votée massivement chaque matin.

Jours chauds pour la première rencontre ouvriers-étudiants

La première nuit, les radios avaient répercuté le mot d'ordre des étudiants à se rendre dans les usines pour fraterniser avec les travailleurs. Nous avons appelé les étudiants à ne pas venir. Nous ne voulions donner aucun prétexte à une intervention policière. Ces étudiants n'ont pas compris que nous leur refusions l'entrée. C'était la première rencontre ouvriers-étudiants. Je suis certain que, si nous avions laissé rentrer les étudiants, les ouvriers le lendemain ne seraient pas rentrés occuper l'usine avec nous. Dans ces jours chauds de mai, nous sommes souvent allés en délégation à Nanterre. J'ai même invité Sauvageot à débattre place Nationale sur les thèmes de « pouvoir ouvrier » et « pouvoir étudiant ». Ils ont refusé ce débat, mais ils en ont organisé un où je me suis rendu, en pleine nuit, il y avait un monde fou. Sauvageot n'était pas présent. J'ai expliqué les droits que nous avions déjà chez Renault et que leurs mots d'ordre de cogestion n'apportaient pas grand-chose de plus que nous ne connaissions déjà et que tout ça n'était pas très révolutionnaire. On a eu des débats comme ça tout le long de la grève. »

³⁹ En 1968, Billancourt emploie 38 230 salariés.

⁴⁰ Il s'agit de Gil Devillard, alias Cédar, (1924-2016), ouvrier chez Renault (1946-1982), militant à la FA (1946-1952) puis à VO (1956-1968).

commencé à remonter en cortège l'Île Seguin, en traversant donc les chaînes d'assemblage (tôlerie, carrosserie, montage), où travaillaient en majorité des immigrés (et où la présence PC-CGT était plus faible). Les chaînes se sont arrêtées et la masse des OS a déserté illico l'usine. Bien difficile de dire que les chaînes étaient en grève. Ça ne travaillait plus, c'est sûr, mais une bonne partie des ouvriers fuyaient plutôt devant le cortège, couraient et quittaient l'usine. Presqu'aucun ouvrier des chaînes ne s'est joint au cortège de grévistes du 37. Dans l'improvisation la plus totale, les grévistes ont discuté de l'occupation. Il n'était pas question d'occuper toute l'Île car ils n'étaient pas assez nombreux. Ils sont donc partis occuper le secteur du Bas-Meudon et du même coup fermer l'accès sud de l'Île Seguin en bloquant le pont de Meudon.

Le lendemain, vendredi 17, l'usine était arrêtée. Au meeting, au milieu de l'Île Seguin, convoqué par la CGT, à 10 heures, il y avait beaucoup de monde. La CGT avait largement mobilisé les secteurs où son influence était majeure, c'est à dire les secteurs de professionnels et cela faisait beaucoup de monde, mais il y avait aussi beaucoup d'ouvriers des chaînes de l'Île. Après le meeting, les contingents CGT se sont dirigés vers le Bas-Meudon pour soi-disant « renforcer les piquets ». En fait, à partir de là, les ouvriers qui occupaient depuis la veille furent submergés et c'est l'appareil CGT qui a ainsi pris les choses en main avec tous les moyens dont il disposait : Cantines, CE, etc., et ce jusqu'à la fin de la grève.

Pour résumer, et après bien des recherches, la grève a démarré, ce jeudi 16 mai, en deux endroits différents de l'usine et à deux heures d'intervalle, sans liaison entre eux :

- Les 55 et 70, vers 14-15 heures ;
- Le 37, vers 17 heures.

Ces deux démarrages se sont faits « hors syndicats », ce que d'ailleurs Halbeher reconnaît au détour d'une phrase⁴¹.

Premières impressions

Géographiquement, les points forts de cette première vague de grève sont la région parisienne et la vallée de la Seine jusqu'au Havre, la région de Nantes Saint-Nazaire et la région lyonnaise⁴². Ailleurs dans les autres régions, la grève demeure ponctuelle, comme à Orléans, où seuls les 1 200 ouvriers d'UNELEC sont en grève depuis le 16 mai et où le directeur a été séquestré, ou, à Beauvais, les 1 200 ouvriers de DBA Lockheed se mettent en grève le soir du 15 mai.

Le 17 mai, la barre des 200 000 grévistes est franchie. Le mouvement se renforce en tache d'huile autour des régions d'origine, puis gagne la basse Normandie⁴³, le Sud-Est de Besançon à la Provence. En banlieue parisienne, plusieurs usines sont en grève mais, jusqu'au soir du 17, ce sont surtout les travailleurs de province qui mènent l'action.

Cette première vague a été souvent présentée comme complètement spontanée, ce qui n'est pas exact ou alors il faut comprendre spontanée comme « absence de mots d'ordre de grève syndicaux au niveau fédéral ou confédéral ». Néanmoins, les premiers jours, des actions sont réalisées sans mot d'ordre précis. « Usine occupée : nous en avons plein les bottes ! », proclame le calicot apposé sur l'usine Vinco (matériel métallique de bureau) à Dieppe. Ce n'est pas un cas isolé. L'anagramme que réalisent les ouvriers avec les lettres du fronton de BERLIET déplacées pour former LIBERTÉ se charge d'une valeur symbolique.

⁴¹ Voir note page précédente.

⁴² La grève nationale de la SNCF débute dans la région, le 16 mai, au dépôt de Givors-Badan pour la défense de l'emploi de deux intérimaires et s'étend très rapidement. Le 17 mai la grève gagne : les deux usines Rhodiaceta (Lyon-Vaise et Péage de Roussillon), Richard-Continental (Villeurbanne), Brandt (Lyon-Gerland), Paris-Rhône (Lyon-8^e) et Rhône-Poulenc (Saint-Fons), ainsi que Berliet (Vénissieux).

⁴³ Saviem est en grève illimitée le 17 mai.



En l'absence de rapports détaillés usine par usine, il ressort, des analyses et rapports de police, que beaucoup de grèves ont été déclenchées ou accompagnées par les militants CGT⁴⁴, que souvent elles ont été imposées ou portées par des minorités (comme les 200 jeunes de Cléon) qui ont entraîné le reste des ouvriers ou gagné leur neutralité. Même en région parisienne, où nous bénéficions des rapports du CATE (Comité d'action étudiants travailleurs) Censier sur des contacts pris cette semaine-là dans plusieurs entreprises (Fnac, BHV, RadioTechnique, NMPP, etc.), on constate qu'une minorité de travailleurs, y compris les délégués CGT, se pose la question de « *faire quelque chose* » et n'est pas du tout hostile aux extérieurs qui se présentent pour discuter. Quelles en étaient les causes ?

D'abord, des années de frustration tant pour les jeunes générations ouvrières que pour les plus anciens. Ensuite, la lassitude des journées d'action ressenties comme répétitives et inefficaces y compris par les militants syndicaux. Enfin, la sensation que le pouvoir était affaibli et que c'était l'occasion d'en profiter. Finalement et marginalement, pour certains militants syndicaux du PCF, la crainte de se faire déborder. Ces différentes poussées ne sont pas combattues par la direction de la CGT même si elle n'en fait pas forcément de la publicité. Mais par ailleurs, le mouvement se poursuit et s'étend. Pour faire une première radiographie des secteurs entrés en grève du 14 au 17 mai, parmi les premières usines, 45 relèvent de la métallurgie lourde ou de la mécanique, 19 autres travaillent pour l'automobile et 13 pour l'aéronautique. Cependant, la présence massive, dans cette avant-garde, d'ouvriers de la chimie et des textiles artificiels (23 usines), de l'électrotechnique (17), de l'alimentation (15), du meuble (2) et d'autres secteurs encore, indique un mécontentement profond et global dépassant les simples problèmes catégoriels.

18 – 20 Mai Le Basculement

La tactique syndicale

Les hésitations syndicales au niveau confédéral apparaissent cette semaine-là. La CFDT essaye de se donner un visage ouvert à l'intention des étudiants, FO reste prudente et ne veut pas se retrouver seule face à la CGT et cette dernière hésite. Le 15 mai, la journée d'action contre les ordonnances, prévue de longue date, ne rencontre pas le succès attendu : quelques débrayages, des délégations et de rares cortèges ne suscitent pas l'enthousiasme.

Le même jour, la CFDT affirme à nouveau sa volonté de rapprochement avec les étudiants « *progressistes* ». Des responsables confédéraux et des militants dialoguent avec les occupants de la Sorbonne. La fédération de la métallurgie conseille même à ses adhérents : « *Il serait opportun de développer les débats avec les étudiants, non seulement pour leur dire notre accord sur leurs revendications, mais aussi et surtout pour que nos préoccupations de démocratie dans l'entreprise, du droit au travail, de la démocratisation réelle de l'enseignement soient comprises et partagées par eux.* »

Au nom de FO, André Bergeron rencontre les dirigeants de la CFDT à leur siège du square Montholon, à Paris. Il se déclare prêt à appuyer les occupations, mais en restant indépendant de la CGT.

⁴⁴ Voir M. Seidman « *The imaginary revolution* », p 169.

Cette dernière demeure sur la réserve. Les revendications d'autogestion et les réformes de structure réclamées par la CFDT sont abruptement qualifiées de « *formules creuses* » par Georges Séguy. À Billancourt, la section CGT désapprouve l'initiative de l'UNEF d'organiser une marche de solidarité sur l'usine, alors que les sections CFDT et FO se déclarent heureuses de cette marque de sympathie. La CGT publie, le 16, un communiqué dans lequel on relève un appel, devenu rituel, à « *la formation d'un front syndical sans faille* », et une phrase discrète envisageant « *le remplacement du pouvoir actuel par un gouvernement populaire* ». Enfin, la CGT appelle à « *la mobilisation des travailleurs pour régler "les comptes en retard"* ».

Mais le flux de grévistes montant toujours, la CGT (et le PCF tant il est difficile de distinguer les deux au bureau confédéral⁴⁵) décide de réagir. Le choix est simple mais douloureux : chez les étudiants en particulier, et dans la jeunesse en général, le PCF semble discrédité et en tout cas ses organisations de jeunesse n'ont plus de poids ; peut-on courir le risque qu'un même phénomène puisse se produire dans la classe ouvrière ? Le mouvement est certes encore largement minoritaire (200 000 grévistes au soir du 17 mai), faiblement organisé (c'est l'occupation de l'usine accompagnée ou pas de séquestration de cadres ou directeurs qui tient lieu d'organisation), localisé géographiquement et contrairement aux illusions des gauchistes, loin d'être révolutionnaire, mais le danger potentiel est là.

Alors, pour le PCF-CGT il ne s'agit pas tant de « chevaucher le tigre » mais plutôt de noyer ce mouvement balbutiant en déclenchant la grève là où la CGT en a les moyens, principalement à la SNCF, à la RATP, à La Poste ou dans les banlieues (comme en Seine-Saint-Denis) où le poids conjugué de militants d'entreprise, de fonctionnaires syndicaux et d'employés municipaux pourra forcer la grève ; on pourra aussi faire couper le courant aux entreprises par les syndiqués CGT d'EDF comme en Seine-Saint-Denis, dès le 20 mai, pour « emporter le morceau ». Ainsi l'exemple de l'usine Carbone Lorraine (1 200 ouvriers) à Gennevilliers, où la CGT déclenche seule la grève le 18 mai.

D'un point de vue global, selon le ministère de l'Intérieur, sur 77 entreprises de la métallurgie de la région parisienne, 68 ont vu la grève déclenchée par la CGT, 6 par la CFDT et 3 par FO. Selon les mêmes statistiques, 58 % des grèves furent déclenchées par des salariés entre 30 et 40 ans ; 27 % par des salariés entre 20 et 30 ans, 8 % par des salariés de moins de 20 ans et 7 % par des salariés de plus de 40 ans. Selon les statistiques de l'UIIM (syndicat patronal de la métallurgie), 75 % des grèves furent décidées après discussion, et, dans 26 % des cas, les grévistes utilisèrent la force pour mettre l'entreprise en grève.

Vers la décision

En bloquant les transports publics, SNCF et RATP – à Paris –, on permet également à tous les salariés des petites entreprises, aux employés isolés, de ne pas aller au travail avec une bonne excuse. Mais si le danger de se faire déborder existait, le fait de lancer la grève présente un autre danger encore plus grand : qui peut dire qu'une fois les vannes ouvertes du trop-plein ouvrier, on pourra les remettre aussi facilement dans le lit de la normalité ?

Même si nous n'avons pas trace des discussions au sein de la direction de la CGT, le fait est que ce n'est que le 17 dans la soirée, après un comité national extraordinaire de longue durée, que la CGT décide d'exploiter le mouvement, sans pour autant parvenir à l'unité d'action, puisque Séguy, péremptoire, déclare que, « *aussi bien à la CFDT qu'à la FEN, il n'y a pas encore une vue très claire des choses* ». Mais derrière cette formule bateau, le choix a été fait et bien fait.

Dès le lendemain, samedi 18 mai, le déclenchement de la grève « générale » aboutira en cinq jours à la paralysie totale du pays. Le nombre des grévistes croît avec rapidité : le 18, vers midi, ils sont 1 million et, le soir, plus de 2 millions⁴⁶ ! Après la pause du dimanche, les arrêts de travail atteignent toutes les régions, tous les corps de métier : plus de 4 millions le lundi soir, 6 à 7 millions le mardi, 8 millions le mercredi 22 mai et, au lendemain de l'Ascension, on frôlera les 9 millions de grévistes.

Le 18, dans la région parisienne, métros et bus restent au dépôt. Déjà le 17 mai, les cheminots d'Achères et de Saint-Lazare étaient partis en grève. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, 85 000 des 92 000 cheminots de la région parisienne sont en grève dès le 18 mai au soir ainsi que 29 000 des 32 000 salariés⁴⁷ de la RATP. Dans tout le pays, les bureaux de poste ferment un à un. Les jours suivants, EDF-GDF (en région parisienne, 33 200 sur 38 700 salariés sont en grève) et les enseignants rejoignent le mouvement. À la Poste, par exemple dès le 21 mai, on a les chiffres suivants de grévistes : 50 000 sur 80 000 en région parisienne et 66 000 sur 175 000 en Province. La plupart des centres de tri en région parisienne sont occupés et les bureaux de poste ont été fermés par les grévistes. Dès le 18 mai, la direction de la Poste demande à la police d'expulser le centre de

⁴⁵ Le bureau confédéral élu au 36^e congrès, tenu du 11 au 16 juin 1967, qui a désigné Georges Séguy comme secrétaire général, comprend 14 membres dont 7 officiellement au PCF. Mais quatre (Benoît Frachon, Georges Séguy, Henri Krasucki, Léon Mauvais) sont membres du bureau politique du PCF.

⁴⁶ Rappelons qu'à cette époque le travail du samedi (ou d'un samedi sur deux) est monnaie courante.

⁴⁷ Les effectifs sont issus de <http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/docs/Temis/0000/Temis-0000910/1376.pdf>

télécommunications du 2^e arrondissement près de la Bourse, occupé par une centaine de grévistes. Après négociation avec la CGT, le centre est libéré pacifiquement.

Tous les secteurs industriels sont touchés mais également les banques et les assurances, les administrations, etc. Dans l'enseignement secondaire, les lycées sont déjà en grève le 18 mai avant la consigne de grève générale lancée par la FEN, le 22 mai. Les grands magasins ferment leurs portes, les marins pêcheurs et ceux du commerce restent à terre, les employés des péages et des douanes lèvent leurs barrières. Dans les campagnes, ouvriers agricoles et cantonniers cessent le travail. La France est paralysée.

20 – 29 Mai Le Flux montant

La réalité de la grève

Mais peut-on parler de « grève active⁴⁸ » ? À part quelques exemples sur lesquels nous reviendrons, et sans se focaliser sur l'exemple de Renault-Billancourt, il faut faire le constat suivant ; les ouvriers ne travaillent pas mais restent chez eux. Les usines sont occupées mais par une poignée d'ouvriers, la plupart du temps les militants syndicaux (et surtout ceux de la CGT) ; on vote ou pas quotidiennement pour la continuation de l'action ; on vient aux nouvelles ou au ravitaillement, mais on ne discute pas du mouvement ni des actions à mener. La plus grande grève (au sommet, 9 millions de grévistes pendant dix jours) générale de l'Histoire est celle où les ouvriers ont le moins participé, tel est le paradoxe de mai-juin 1968.

Les ouvriers agricoles eux aussi...⁴⁹

Dispersés dans les campagnes, les ouvriers agricoles connaissent traditionnellement des difficultés pour coordonner leurs actions. Toutefois, en 68, la grève prend aussi un caractère massif dans cette corporation.

Dès le 13 mai, la CFDT (largement majoritaire) et la CGT appellent à la solidarité active avec les étudiants. Puis, la grève se généralisant dans le pays, les ouvriers agricoles refusent en de nombreux endroits de faire cause commune avec leurs employeurs syndiqués à la FNSEA ou au Modef⁵⁰ ; c'est sur leurs propres mots d'ordre qu'ils veulent se battre pour améliorer leur sort. Ils exigent :

- un salaire minimum au moins égal à celui pratiqué dans l'industrie ;
- de meilleures conditions de logement ;
- une réglementation de la durée du travail ;
- un régime de retraite permettant une vie décente.

Le mouvement prend naissance dans les grandes fermes du Valois où un militant de la CFDT est, avec ses camarades, à l'origine de deux manifestations : l'une à Crépy-en-Valois, l'autre au Plessis-Belleville où, avec l'aide d'une trentaine d'étudiants, un barrage est établi sur la route nationale 2.

À partir du 24 mai, l'agitation s'étend : 6 000 grévistes en Picardie, 5 000 en Anjou (des ouvriers maraîchers défilent à Angers aux côtés des ouvriers d'usine), 2 000 en Provence (surtout des forestiers), 6 000 dans le Languedoc. Dans ces régions, les ouvriers agricoles recherchent plus volontiers le contact avec les autres salariés qu'avec les paysans.

Dans le sud-ouest, en Bretagne et dans les montagnes, où la petite exploitation domine, on ne constate pas de mouvement autonome important. Là, les petits paysans mènent l'action, mais localement des ouvriers agricoles peuvent « déborder » la FNSEA. Partout, des coopératives et des instituts de recherches agricoles sont occupés.

En 1968, les salariés agricoles ne sont pas restés en marge. Le calme reviendra progressivement dans les fermes à partir du 6 juin.

Crise politique et émeutes

De Gaulle est parti en voyage en Roumanie, le 14 mai. De retour, le 19 mai, il prononce sa célèbre phrase « *la récréation est finie* » puis « *la réforme, oui, la chienlît, non !* » et annonce un discours radio télévisé pour le 24 mai.

En attendant, Pompidou a dû faire front. Pris au dépourvu par le développement de la grève générale, il en est d'abord réduit à mettre au premier plan de ses préoccupations la question du maintien de l'ordre. Dans cette situation pour laquelle il n'y a aucun précédent historique, il faut s'assurer que l'État dispose encore d'une

⁴⁸ Les militants du CATE Censier conscients de ce problème appelleront dans leurs tracts « *à la grève active* », ce qui prouve qu'elle ne l'était pas, active.

⁴⁹ Voir Delale et Ragache, pp 89.

⁵⁰ Modef : Mouvement de défense des exploitants familiaux, syndicat agricole très proche du PCF.

force de police suffisante, et en cas de nécessité mettre l'armée en mesure d'intervenir rapidement. Or, la grogne règne aussi parmi les forces de l'ordre⁵¹.

Le gouvernement ne peut réagir immédiatement contre le développement des grèves, même lorsqu'elles touchent des secteurs stratégiques pour l'État, comme la Poste, les chemins de fer ou la navigation aérienne. Si le bureau du Central-Radio, qui assure les communications téléphoniques avec l'étranger, est occupé par la police et confié à l'armée, le gouvernement ne dispose pas de forces suffisantes pour s'emparer de tous les centres provinciaux de télécommunications. Force est pour l'État de compter sur l'esprit civique des postiers grévistes, et d'attendre pour le reste l'ouverture de négociations entre les syndicats ouvriers et les organisations patronales.

Le 24 mai au soir, De Gaulle parle. La crise est, d'après lui, une crise de structure, et sa solution se trouve dans une « *participation plus étendue de chacun à la marche et aux résultats de l'activité qui le concerne directement* ». Conception qu'il avait déjà exprimée à plusieurs reprises dans le passé : rien donc de vraiment nouveau sur le plan politique.

La manière est, elle aussi, dans la tradition gaulliste : référendum immédiat ; chèque en blanc, ou presque, accordé au président de la République ; plébiscite. Il s'agit de court-circuiter l'ensemble de la « *classe politique* » et de mettre le pays au pied du mur : en cas de vote négatif, il y aura vacance du pouvoir, et risque de « *rouler, à travers la guerre civile, aux aventures et aux usurpations les plus odieuses et les plus ruineuses* ».

À la manifestation de la gare de Lyon, des milliers de mouchoirs sortent des poches ; les manifestants signalant que, pour eux, De Gaulle est sur le départ. Le soir une des plus violentes manifestations aura lieu à Paris, mais aussi en Province. Lyon, Strasbourg, Nantes et Paris connaissent leur plus grande « *nuit des barricades* », et, le lendemain, Bordeaux s'embrase à son tour. Il y aura au total 1 mort et 500 blessés hospitalisés, 144 étant dans un état grave. Dans tous les cas, les mots d'ordre principaux portent sur l'interdiction de séjour qui frappe Daniel Cohn-Bendit : « *Nous sommes tous des juifs allemands !* »

Du 22 au 26 mai, plus d'une centaine de manifestations étudiantes et ouvrières se déroulent dans l'ensemble de la France. Ces manifestations ne présentent aucun caractère systématique, tout dépend de la situation locale.

Dans certaines villes, des défilés « unitaires, énormes et pacifiques » peuvent se tenir, car le climat est encore à l'entente. À Caen, par exemple, les étudiants font en cortège le tour des usines occupées avant d'aller se joindre au meeting intersyndical devant la préfecture. À Marseille, les étudiants sollicitent leur intégration au sein de la manifestation CGT. Ils doivent pour cela rouler toutes les banderoles portant le nom de Cohn-Bendit, et le SO CGT les maintient séparés des ouvriers. À Clermont-Ferrand, le 25 mai, l'unité syndicale éclate en pleine manifestation : l'UNEF, sommée d'abandonner ses mots d'ordre, quitte le cortège et fait bande à part.

Dans d'autres cas, il n'y a pas d'unité. À Toulouse, le mouvement du 25-Avril⁵², la CFDT et le CNJA⁵³ appellent à une manifestation le 24 ; l'hôtel de ville est envahi pacifiquement par la foule, qui fraternise avec les employés municipaux en grève. Le lendemain, la CGT procède, solitaire, à son propre défilé.

Les défilés CGT parisiens du 24 mai réunissent environ 20 000 personnes. Le premier, qui devait se rendre de la place Balard à la gare d'Austerlitz, est détourné vers la porte de Choisy, afin de rendre impossible toute jonction avec les cortèges en formation de l'UNEF. Une certaine grogne s'y manifeste parmi les jeunes ouvriers de Renault et de Citroën : les organisateurs ne parviennent pas à imposer leurs slogans : aux « *Abrogez les ordonnances !* », « *Augmentez nos salaires !* » initialement prévus, succèdent : « *Le pouvoir est dans la rue !* », « *Le pouvoir, c'est nous !* » Malgré quelques incidents, brefs et peu violents, toutes les manifestations unitaires se sont déroulées dans le calme. Il n'en va pas de même dans certaines villes universitaires, où l'UNEF se retrouve seule dans la rue.

Dès le 22 mai, à Paris, la manifestation, revenue au Quartier latin après une promenade jusqu'à l'Assemblée nationale⁵⁴, avait dégénéré en heurts sporadiques entre minuit et 4 heures du matin. Le lendemain, sans qu'aucune organisation n'ait donné le moindre mot d'ordre, 300 jeunes s'attaquent à la police. Aussitôt, les étudiants sortent de la Sorbonne. Ils se montrent divisés : certains se joignent aux manifestants, d'autres font la chaîne et tentent d'interrompre la bagarre. Mais la nouvelle est annoncée à la radio et, en moins d'une heure, plusieurs milliers de jeunes convergent sur le Quartier latin. On se battra pendant neuf heures d'affilée, et il y aura plus de 150 blessés.

Les objectifs des manifestants deviennent de plus en plus divers. Il ne s'agit plus seulement de se battre avec la police ; on s'en prend aux repaires de l'ennemi : permanences gaullistes, commissariats, préfectures, hôtels de ville et même la Bourse de Paris (le palais Brongniart) sont attaqués et, dans certains cas, mis à sac ou

⁵¹ Les forces de l'ordre avaient en 1968 les effectifs suivants : Police nationale 83 000 dont CRS 13 500, policiers en tenue 54 900 et RG, DST, PJ, etc. : 14 700. Gendarmes mobiles : 16 000

⁵² Souvent présenté comme le pendant toulousain du 22 Mars de Nanterre.

⁵³ CNJA : Centre national des jeunes agriculteurs, syndicat d'agriculteurs, né du syndicalisme chrétien, en 1957, souvent proche du PSU.

⁵⁴ A noter qu'aucun manifestant ne s'est intéressé à la chambre des députés.

incendiés. À Bordeaux, le Grand Théâtre est occupé par deux fois. En dehors même des combats, les vitrines des boutiques volent en éclats, et, à Lyon, place des Cordeliers, un grand magasin est en partie pillé.

Quelle que soit l'intensité des combats, les affrontements durent très longtemps : dix heures à Paris, huit heures à Lyon, sept heures à Nantes, le 24, et huit heures à Bordeaux, le 25. C'est que la police a reçu l'ordre d'éviter tout contact rapproché, afin de limiter ses pertes. Quand les manifestants sont assez nombreux pour occuper un ou plusieurs quartiers d'une ville, ils s'y barricadent solidement, et les déloger de leurs positions constitue une tâche de longue haleine. Une seule exception : Strasbourg, où les manifestants, trop peu nombreux pour occuper le terrain, ne résistent aux charges de la police que pendant deux heures.

La violence atteint partout un maximum qu'il est difficile de dépasser sans faire usage d'armes à feu. Et l'inévitable, que le gouvernement cherchait pourtant à éviter, se produit : il y a un mort dans la nuit du 24 mai, René Lacroix, commissaire de police, meurt d'une crise cardiaque près du pont Lafayette⁵⁵.

Dans les villes chaudes, comme Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes et Paris, les manifestations sont redevenues quotidiennes. Les forces de l'ordre ne pourront pas à ce rythme tenir longtemps le choc, d'autant qu'il est maintenant nécessaire de disperser les effectifs à travers toute la France pour faire face à l'agitation paysanne et ouvrière.

L'agitation dans les campagnes

Souvent méconnue ou oubliée, l'agitation a eu aussi lieu en 1968 dans les campagnes. Outre la lutte des ouvriers agricoles déjà évoquée (et elle encore plus oubliée), le monde agricole est en mouvement. Delale et Ragache citent un certain nombre d'exemples⁵⁶ :

« Les manifestations viennent d'ailleurs de commencer, avec un barrage dans l'Allier; elles font régulièrement tache d'huile jusqu'au 24, les régions les plus dures se lançant les premières dans l'action.

Les formes prises par l'agitation dans les campagnes sont variées. En raison du manque d'essence et des difficultés de communication, il y aura moins de monde dans la rue et sur les routes que prévu. Le total des manifestants paysans se chiffre pourtant à 200 000 dans le pays.

Dans certains cas, la FNSEA se contente de réunir son conseil départemental et rédige une motion. À Chamalières, près de Clermont-Ferrand, le président de la FNSEA tient un simple meeting d'information en présence du préfet. À Tulle, le Modéf réunit ses adhérents dans une salle fermée, confisque les drapeaux rouges, expulse les citadins et refuse de se joindre au meeting ouvrier qui se déroule en ville.

Si à Argentan et à Besançon les paysans se contentent d'un bref défilé solitaire et silencieux, dans d'autres endroits, comme Limoges, ils se joignent aux manifestations unitaires, mais les exploitants agricoles ont, dans quelques départements, recours à leurs traditionnelles méthodes d'action violente : barrage systématique des nationales dans l'Allier, le Vaucluse, les Landes ; en Gironde, des dizaines de poteaux télégraphiques ont, en outre, été sciés au cours de la nuit. [...]. Il y a aussi des manifestations surprises : 1 000 paysans, venus de Cabors et de Caussade, envahissent le petit village de Cajarc, dont le maire s'appelle Georges Pompidou.

Il y a enfin des attaques contre des bâtiments officiels : la sous-préfecture de Guingamp, le 22 (trois porcelets sont pendus aux grilles), et le 24 la préfecture de Rennes et celle d'Agen, où les paysans envahissent les locaux et allument des incendies, avant d'être expulsés par la police, qui doit s'emparer de quelques barricades. Au Puy, les manifestants, repoussés depuis la place de la préfecture, se barricadent dans les stands de la foire. Les salves concentrées de grenades lacrymogènes y créent un début de panique; un enfant de dix ans est grièvement blessé.

À Nantes, les manifestants paysans se font particulièrement remarquer : réunis en quatre cortèges à la périphérie de l'agglomération, le 24 au matin, ils "envahissent" la ville derrière un immense calicot : "Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société!", et rebaptisent solennellement la place Royale en "place du Peuple". Certains d'entre eux n'hésiteront pas à se joindre dans la soirée aux étudiants et aux ouvriers qui attaquent la préfecture et, pendant huit heures, édifient des dizaines de barricades. »

Les accords de Grenelle

Le 25 mai, à 15 heures, Georges Pompidou, ouvre la première séance de discussions, en présence du patronat (représenté par le CNPF, dont le président est Paul Huvelin⁵⁷) et les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC.

Les syndicats indiquent que les pourparlers qui commencent ne concernent que des revendications générales, et que tout texte d'accord devra être complété par des conventions collectives à tous les niveaux. La CGT pose comme préalable l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale d'août 1967 ; la CFDT en ajoute un second, le dépôt immédiat d'une loi fondamentale « sur l'exercice des libertés et du pouvoir syndical dans les entreprises ».

⁵⁵ Voir le récit détaillé dans Jacques Wajnsztein « Mai 68 à Lyon »

⁵⁶ Voir pp 99-100.

⁵⁷ Paul Huvelin (1902-1995). PDG, entre autres, de Kléber-Colombes, président du CNPF de 1966 à 1972.

L'ordre du jour proposé par les syndicats CGT-CFDT est alors retenu. Les négociations vont durer deux jours-marathons avec comme principaux animateurs le triumvirat Pompidou-Huvelin-Séguy.

Quels sont les contenus de l'accord ? Ce sont :

- l'augmentation du SMIG, porté à 3 francs de l'heure, le 1^{er} juin (on est encore loin du salaire minimal à 600 francs par mois) ;
- l'augmentation globale des salaires dans l'industrie privée (7 % le 1^{er} juin et 3 % le 1^{er} octobre) ;
- la proposition patronale de réduction du temps de travail à 44 heures, sans réduction de salaire, donc loin des 40 heures ;
- l'abaissement immédiat du ticket modérateur pour les soins médicaux de 30 à 25 % ;
- les modalités de récupération des jours de grève. Il sera fait immédiatement une avance aux ouvriers représentant la moitié du total des heures à récupérer.

Outre ces mesures financières, le succès est surtout important pour les syndicats : le gouvernement s'engage à faire voter une loi sur « *l'exercice du droit syndical dans l'entreprise* » qui prendra pour base le texte élaboré en commission par les représentants de FO et de la CFDT. La CGT s'est, quant à elle, presque totalement désintéressée de la question, mais non du rétablissement de l'échelle mobile des salaires, ni de l'abolition des ordonnances sur la Sécurité sociale.

La CGT a décidé que Georges Séguy irait présenter les premiers résultats de l'accord⁵⁸ à l'assemblée des grévistes de Renault Billancourt, le lundi 27 mai 1968, à 9 heures du matin. Partout dans les usines, les grévistes entendent à la radio les termes de l'accord conclu. Dans de nombreuses grandes entreprises, Renault-Flins, Renault-Sandouville, Berliet, Sud-Aviation, Rhodiacta, Citroën, etc., ils votent à main levée pour la poursuite du mouvement : ils attendent que « *la direction se manifeste* » et « *accepte de discuter de toutes les revendications* » élaborées par les comités de grève locaux.

Mais l'attention de tous se porte sur le show radiophonique que la CGT a organisé à l'île Séguin, au centre des usines Renault-Billancourt. Depuis 7 heures du matin, 10 000 ouvriers attendent. À l'insu des journalistes (qui ne sont pas encore arrivés), l'essentiel se joue : sur un rapport du représentant CGT, Aimé Halbeher, de l'intersyndicale de l'usine et militant du PCF et de la CGT, la poursuite de la grève est décidée pour obtenir satisfaction sur la plateforme revendicative votée le 17 mai⁵⁹.

Les leaders syndicaux nationaux peuvent maintenant s'exprimer. Benoît Frachon (CGT), qui n'était pas à la dernière séance de nuit à Grenelle, parle sans papier et joue le rôle de l'avocat de la défense et rappelle 1936, et s'écrie : « *Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient pas espéré.* » André Jeanson, de la CFDT, se félicite du vote initial en faveur de la poursuite de la grève, et évoque la solidarité des ouvriers avec les étudiants et les lycéens en lutte. On l'applaudit.

Arrive alors Georges Séguy. Il se livre à un « *compte rendu objectif* » de ce qui a « *été acquis à Grenelle* ». Au début, on entend des sifflets (à propos du paiement des heures de grève payées à 50 % mais avec récupération suivant modalités) ; à la fin, une véritable huée, qui met plusieurs minutes à se calmer. Séguy conclut : « *Si j'en juge par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire.* » On l'applaudit, et les militants PCF, au premier rang, entonnent : « *Gouvernement populaire !* » « *Gouvernement populaire !* »⁶⁰

Que déduire des événements de l'île Séguin ?

Les gauchistes qui ont pris, sur le moment ou les années suivantes, les événements de l'assemblée de l'île Séguin pour une radicalisation de la base contre la CGT ont, une fois de plus, fait preuve de simplisme. Halbeher avait fait voter la continuation de la grève avant l'intervention de Séguy et c'est la CGT. Mais Frachon aussi c'est la CGT ; et il avait présenté les résultats comme une grande victoire. Et Séguy aussi qui présente les bien faibles résultats d'abord comme une belle avancée, c'est toujours la CGT.

Connaissant la rouerie des cadres de l'appareil CGT, on peut se dire qu'ils avaient prévu toute éventualité ; si le peu présenté par Séguy passait, c'était bon. Si ça ne passait pas, la CGT avait fait voter la continuation ; pas de problème, l'appareil retombait quand même sur ses pattes (et c'est ce qui s'est passé). Mais connaissant les protagonistes on peut aussi se dire que les uns et les autres, en rivalité dans les coulisses, défendaient des politiques différentes, représentant les divers courants qui trituraient le PCF de l'intérieur.

Quelle version est la bonne ? On ne le saura jamais.

⁵⁸ Selon Jean-Louis Moynet (1937-), à l'époque membre du bureau confédéral de la CGT, ayant participé aux discussions, il ne s'agit pas d'un accord parce que personne d'aucun syndicat ne l'avait signé (voir sa déclaration à l'AFP du 12/04/2018). Fait rappelé par Séguy à Billancourt.

⁵⁹ Entre autres : aucun revenu mensuel inférieur à 1 000 frs par mois dans le groupe Renault, suppression des contrats provisoires (CDD), suppression des sanctions anti grève sur les primes, suppression des déclassements en cas de changements de poste et du système de salaire liés à la machine.

⁶⁰ Voir : <http://www.ina.fr/audio/PHD94043773> (avec interview de Halbeher) et *La CGT en Mai* <https://www.cinearchives.org/Films-447-261-0-0.html> à partir de la 52^e minute.

Cependant, durant la journée à l'annonce radiophonique du meeting de Billancourt, certains militants staliniens (comme à l'Alsthom) avaient eux aussi cru que Séguy avait été désavoué à Billancourt. Par ailleurs, on a vite oublié qu'à Citroën, Krasucki, lui, s'est fait siffler par les grévistes lors de la présentation des résultats de Grenelle. Il n'en reste pas moins que la tendance, après dix jours de grève, n'est pas à la reprise du travail. Mais les syndicats sauront prendre acte et attendre une semaine pour commencer à ordonner la reprise.

Charléty et après

L'UNEF appelle à une nouvelle série de grandes manifestations pour le 27 mai dans toute la France, et organise un meeting au stade Charléty, à Paris. La CGT riposte en convoquant douze rassemblements de quartier, « afin d'informer la classe ouvrière et la population des résultats des négociations de Grenelle ». Elle réunit à peine 10 000 fidèles, alors qu'à Charléty 30 000 personnes écoutent les orateurs de la « gauche alternative ».

Le meeting a été volontairement placé sous le patronage des syndicats dont des pires bureaucrates qui tentent une reconversion comme Maurice Labi, patron de la fédération de la Chimie de FO. Sont représentés, outre l'UNEF et le SNESup : la CFDT parisienne, quatre fédérations FO, la FEN, les CAL⁶¹ et même le syndicat CGT de l'ORTF. Certains groupes politiques d'extrême gauche boudent en revanche le rassemblement, dont ils jugent les objectifs trop flous ou contraires au mouvement ; le 22-Mars organise au même moment de petits rassemblements de quartier, avec l'aide des Comités d'action qu'il contrôle.

Mais Mendès-France, ancien président du Conseil et membre du PSU, est là dans la coulisse, ainsi que le Centre national d'études et de promotion, qui fait partie de la FGDS⁶². Les politiciens ne prennent pas la parole ; ce sont les syndicalistes comme Maurice Labi, Fredo Krumnow, Jacques Sauvageot, Alain Geismar ou André Barjonet (fraîchement démissionnaire de la CGT et du PCF) qui se succèdent à la tribune et exposent leurs vues sur la révolution, la CGT, le « double pouvoir », etc., sans engager beaucoup plus que leur responsabilité individuelle ni avancer de perspectives palpables.

Le rassemblement de Charléty ne constitue finalement qu'un échange, où l'on fait état de bonnes intentions révolutionnaires sans prendre aucune décision concrète et une vraie tentative de récupération et de mise en orbite d'une solution politicienne alternative au PCF tentant de trouver une légitimité auprès du mouvement.

La CGT reprend l'initiative et lance un mot d'ordre national, pour le mercredi 29, d'une manifestation qui doit se dissoudre devant la gare Saint-Lazare. De Gaulle part chercher des appuis en Allemagne auprès du général Massu, commandant en chef des troupes d'occupation. Les 29 et 30 mai, plus de 60 défilés, groupant plus d'un demi-million de personnes, se déroulent en province dans un climat d'unité, car la CGT a mis localement une sourdine à ses attaques contre l'UNEF. À Paris, un certain nombre d'étudiants et d'enseignants s'intègrent au cortège ouvrier, qui regroupe de la Bastille à la gare Saint-Lazare 350 000 personnes, où tout se passe dans le plus grand calme.

Cette démonstration de force, qui pendant trente-six heures a constitué la hantise et le phantasme de la prise du pouvoir par le PCF, pour certains membres du gouvernement, n'accouche finalement que de la relance des négociations au sein de la gauche entre la FGDS et le PCF.

La contre-offensive gaulliste

Le 30 mai à midi, De Gaulle est de retour à l'Élysée. À 14 h 30, il reçoit Pompidou, et lui dit : « *Nous restons. Je renonce au référendum.* » Le Premier ministre exige que le président dissolve la Chambre des députés.

À 15 heures, au conseil des ministres, De Gaulle présente les termes de son discours et annonce : « *Après les élections, le gouvernement démissionnera.* » Pompidou vient, malgré ce que lui a dit le président le matin même, de se voir signifier la date de son renvoi. L'allocution passe à la radio à 16 h 30. C'est un texte de combat où la philosophie de la participation n'a aucune place. Il s'agit avant tout d'organiser la contre-offensive.

La manifestation prévue la veille, à l'instigation des « barons » du gaullisme⁶³ se réunit une heure plus tard place de la Concorde. Elle compte de 700 000 à 800 000 participants et constitue le premier symbole que le vent commence à tourner. Le coup psychologique est gagné, et les partis de gauche le comprennent. Ils s'adaptent, en quelques heures à la nouvelle situation politique (et sans doute assez contents de sortir de cette période de contestation) et tous commencent à préparer les élections législatives.

⁶¹ CAL : Comités d'action lycéens, créés en décembre 1967.

⁶² FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste, rassemblement électoral autour de la SFIO, du parti Radical socialiste, et de divers groupes « de gauche » dans le prolongement de la candidature Mitterrand de décembre 1965.

⁶³ Debré, Malraux, Mesmer, Guichard, etc.

Les premiers reculs

Pendant les cinq premiers jours de juin, les interventions de la police sont innombrables et touchent toutes les grandes villes de France. Sont visés en priorité : les centres de chèques postaux, les recettes principales, les dépôts d'essence, les relais de l'ORTF, etc.

Les syndicats ont donné des consignes de modération : empêcher les jaunes de reprendre le travail, mais ne pas s'opposer aux interventions de la police. Il y a pourtant des incidents à Dijon, à Nancy, à Metz, à Nantes et à Rennes, où la poste centrale doit être évacuée à coups de grenades lacrymogènes.

La SNCF pose un problème particulier : on ne peut envisager de reprise sérieuse au niveau local, l'occupation par la police d'une gare ou d'un dépôt isolé ne pouvant entraîner par elle-même un résultat significatif. Pourtant, le gouvernement compte sur un effet de tache d'huile, dû à la démoralisation supposée des grévistes. Le 3 juin, à Paris, la police dégage la gare de Lyon, et, dans l'Est, les gares de Strasbourg, de Colmar et de Mulhouse. Quelques trains de banlieue s'ébranlent à Strasbourg, mais, à Mulhouse, les grévistes se couchent en travers des voies et réoccupent les postes d'aiguillage ; le 3 au matin, les grévistes réoccupent pacifiquement les gares de Strasbourg et de Mulhouse : les jaunes démoralisés ont préféré rentrer chez eux.

Dans les PTT, même déconvenue pour le pouvoir : à quelques exceptions près, le personnel non gréviste se révèle insuffisant pour maintenir ne serait-ce que des conditions de sécurité minimales ; il doit, de plus, rentrer chaque matin sous la protection de la police et les huées des grévistes rassemblés. Après bien des hésitations, le ministre avoue sa défaite et parfois rend aux piquets de grève les bâtiments évacués, contre promesse de leur part d'assurer un « service minimal d'intérêt public ».

Force est alors d'attendre l'issue des grandes négociations en cours. Celles-ci se déroulent au siège des différents ministères ; conformément aux méthodes mises au point lors des accords de Grenelle, elles prennent l'allure de véritables marathons. Dans la plupart des cas, c'est l'impasse : les syndicats exigent une augmentation substantielle de l'enveloppe financière destinée à réaliser les nouvelles mesures sociales ; les ministres se déclarent incompetents.

La reprise à la SNCF

À la SNCF, le gouvernement propose 1 200 millions d'augmentation de la masse salariale, les syndicats veulent 200 millions supplémentaires ; le gouvernement consent à un dernier effort, à condition que les organisations syndicales ordonnent la reprise du travail. Ce sera donc 1 400 millions. Les syndicats font voter sur l'accord, dépôt par dépôt, gare par gare. Alsace-Lorraine mise à part, le vote du 4 juin donne une réponse massivement négative.

Le 5 juin dans la journée, nouvel arbitrage ministériel : la totalité des heures chômées sera considérée comme immédiatement rattrapée, car la remise en état du réseau demande aux cheminots un « *effort exceptionnel* », aucun train n'a roulé pendant presque trois semaines, et il faut dérouiller les voies pour permettre le fonctionnement des signaux lumineux, vérifier tous les aiguillages, reconstituer les convois qui ont été dispersés à travers le territoire, au hasard des mises en grève... Mais cette ultime « fleur », qui en 1968 restera unique en son genre, s'assortit d'un chantage : si le travail ne reprend pas dès le lendemain, l'arrangement est supprimé. Dans la soirée, les syndicats organisent de nouvelles consultations ; celles-ci donnent des résultats divers : alors que des trains circulent déjà dans l'Est, la reprise est généralement décidée dans le Nord et à Paris ; les votes en faveur de la poursuite du mouvement l'emportent, en revanche, dans l'Ouest et dans le Sud.

Les organisations syndicales publient alors un communiqué conjoint, qui leur permet de céder au chantage du ministre tout en maintenant l'illusion de la « *démocratie syndicale* » et de « *l'unité ouvrière* ». Faisant état de résultats divergents, mais avec une légère majorité pour la reprise (alors qu'elles n'ont pas encore reçu tous les résultats), elles appellent à un arrêt global de la grève. Bien plus : « *Pour répondre au souci de coordination exprimé par de nombreux militants, les fédérations demandent aux cheminots des centres qui ont décidé de reprendre le travail d'organiser la reprise dans l'unité dès les prochaines heures.* »

Le 6 juin au matin, les délégués syndicaux ont pour tâche de liquider la grève à tout prix. On procède à un nouveau vote auprès des obstinés et, quand il est, malgré les pressions, une fois de plus négatif (c'est le cas à Nantes et en gare de Montpellier), les syndicats locaux décident quand même de reprendre, au nom de la « *discipline ouvrière* » et « *pour ne pas s'opposer au reste de la France* ».

Cette technique de la reprise forcée est utilisée dans d'autres branches, et elle a pour résultat d'écoeurer les grévistes les plus engagés dans l'action. Ces derniers, dans certains endroits, déchirent publiquement leurs cartes syndicales. Mais cette réaction symptomatique ne reflète souvent que l'impuissance des grévistes à prendre leur grève eux-mêmes en charge et aussi leur isolement.

La reprise à la RATP

À la RATP, la reprise va être plus difficile. À la suite du refus, le 3 juin, de reprendre le travail, de nouvelles consultations sont engagées par la Régie, qui accepte quelques concessions supplémentaires : une enveloppe d'augmentations plus substantielle est adoptée, les congés payés annuels sont augmentés d'un jour. Le 5, on vote à nouveau dans les dépôts.

La CGT et les autonomes se déclarent sans ambages en faveur de la reprise. Le Bureau confédéral de la CGT ne vient-il pas d'estimer « *que, partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité* » ? Une minorité d'agents se prononce pourtant pour la poursuite déterminée du mouvement. Le 6 juin au matin, cinq lignes de métro, la station Nation et trois dépôts d'autobus (dont le dépôt Lebrun dans le XIII^e) sont toujours paralysés.

Depuis la veille au soir, de violentes discussions opposent les responsables syndicaux à une partie de leurs propres militants, soutenus par de nombreux inorganisés et les camarades liés au comité d'action Censier.

Surtout, la CGT pour contrer les récalcitrants diffusera systématiquement des informations erronées sur la reprise dans d'autres dépôts pour faire croire que tel ou tel dépôt était le seul à vouloir continuer⁶⁴. On verra des chauffeurs monter dans leur véhicule en pleurant. Mais cela montre que les liaisons horizontales entre dépôts étaient balbutiantes et que la CGT avait la maîtrise de la centralisation.

La RATP ayant repris et la SNCF aussi, en région parisienne, la vie normale va pouvoir reprendre.

La reprise dans d'autres secteurs

Aux PTT, dans les charbonnages, dans les aciéries de l'Est, dans les raffineries de pétrole, il faut presque une semaine pour négocier un accord, et du temps pour convaincre les ouvriers qu'ils doivent accepter cet accord ; mais dès le 6 juin, le retour au travail est accepté par les salariés malgré des grèves sporadiques continuant quelques jours encore jusqu'à ce que la direction emploie des jaunes et des intérimaires pour briser ces ultimes grèves. Le vendredi 7 juin au soir, si la situation est encore loin d'être redevenue normale, la France n'est plus véritablement paralysée.

Mais les derniers secteurs grévistes se révèlent plus résistants à la remise au travail. Ainsi, chez les instituteurs parisiens, les contestataires appellent à un meeting pour le lundi 10 au soir, à la Bourse du travail. Celle-ci refuse de prêter ses locaux. Mais, à l'heure dite, ce sont 3 000 instituteurs en colère qui exigent de se faire entendre. Le retour à la normale dans l'enseignement primaire n'interviendra que le 14 juin.

Dans de nombreux autres secteurs, comme la métallurgie, l'électronique, le caoutchouc, le conflit s'enlise : se sentant portées par la vague gaulliste, les chambres patronales refusent toute idée de convention collective nationale et prétendent, dans le meilleur des cas, s'en tenir à la stricte application des accords de Grenelle.

Il ne faut pas croire que la reprise du travail s'effectue pacifiquement par simple retrait des ouvriers. D'une part, l'extrémisme de certains ouvriers les pousse à être les derniers à reprendre mais, d'autre part, certains patrons sentant le vent tourner commandent des « évacuations » plus ou moins musclées d'usine encore occupées. Ainsi le 6 juin, DBA Lockheed (en grève depuis le 15 mai) est évacuée après des affrontements violents. Dans ce cas, les licenciements pleuvent mais aussi pour les immigrés les reconduites à la frontière⁶⁵.

Le régime a pourtant remporté une victoire psychologique, pour l'opinion publique : l'essence réapparaît dans les stations- services.

Les blocages des dépôts d'essence

En région parisienne, trois complexes assurent l'approvisionnement en essence : le port de Gennevilliers, Villeneuve-le-Roi/Choisy et Colombes. Dès le 21 mai, les dépôts de Gennevilliers (Mobil, Elf, Antar et SITESC) sont occupés de même que Total à Saint-Ouen, Antar à Villeneuve et Desmarais à Colombes. Le 23 mai, les grévistes tentent de prendre d'assaut la raffinerie Shell de Nanterre mais sans succès, malgré les destructions de câbles téléphoniques. Mais en fait, à l'exception de la Sitiesc de Gennevilliers, les principaux dépôts d'essence étaient protégés par des piquets très légers (Total Saint-Ouen) ou pas de piquet du tout (Antar Gennevilliers, Mobil Gennevilliers, Total Colombes). Il fut donc très facile au gouvernement de négocier une distribution réduite avec les syndicats puis de récupérer les dépôts après le 30 mai, pacifiquement la plupart du temps ou violemment comme à BP Vitry, où les grévistes furent expulsés manu militari.

⁶⁴ Témoignage oral. Voir aussi Baynac op.cit.

⁶⁵ Voir Vigna, op. cit pp 47, 48.

TÉMOIGNAGES

CA Montreuil

Création du Comité d'action de Montreuil⁶⁶

Je venais de quitter la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire, trotskiste). Depuis un an et demi, j'étais salarié à l'AFTAM (Association pour l'accueil et la formation des travailleurs africains et malgaches) comme responsable d'un foyer pour travailleurs migrants (Maliens et Sénégalais originaires de la région de Kayes, ouest du Mali). J'avais créé avec une copine psychologue du siège de l'AFTAM (elle travaillait pour l'alphabétisation) une section syndicale CGT.

Les réunions des militants du futur Comité d'action de Montreuil se sont souvent déroulées dans ce foyer ainsi que la sérigraphie d'affiches, genre proclamation : « *La bourgeoisie a peur.* »

Le 3 mai, j'entends à la radio qu'une violente manifestation d'étudiants (et qui avait duré plusieurs heures) s'est déroulée dans l'après-midi au Quartier latin. Je me rends boulevard Saint-Germain au niveau de la place Maubert, je vois une façade brûlée, toute noire, et des débris partout. Le but de la manifestation était de défendre des étudiants menacés d'exclusion de l'université pour avoir occupé la cité U de Nanterre, la revendication d'origine étant : droit de visite des garçons dans le bâtiment des filles et sans doute vice et versa. Deux ou trois jours après, je suis revenu participer à une nouvelle manifestation. Je n'avais jamais vu autant de gens décidés et prêts à s'affronter avec les flics, qui reculaient souvent sur le boulevard Saint-Germain qu'ils bloquaient. Il y avait également deux voitures d'arrosage, et nous en avons attaqué et pris d'assaut une. Plus tard on a attaqué les flics avec toutes sortes de projectiles. Les pavés bien sûr mais aussi les fumigènes et grenades assourdissantes qui repartaient vers les flics (quelques mains ont été blessées gravement en ces occasions).

Nous vivions cela comme une vraie fête. Après tant d'années où l'on avait plié devant l'État gaulliste et ses flics : d'abord le coup de force gaulliste 1958 lui-même, puis la répression de la révolte des algériens et des manifestations contre la guerre d'Algérie. Le seul mouvement victorieux avait été la grève des mineurs de charbon avec leur refus de la réquisition en 1963, cela commençait à dater comme victoire⁶⁷ ! Et enfin le mouvement de solidarité avec le Vietnam, les futurs gauchistes nous vendaient ces actions comme de la solidarité et de l'anti-impérialisme mais aussi de la préparation de la révolution.

Donc en ces premiers jours de mai jusqu'au 10 mai, les manifestations étaient quasi quotidiennes. Nous avions, malgré les nombreux blessés, le sentiment de tenir la rue, de nous faire respecter et d'espérer enfin déboucher sur quelque chose, quelque chose que nous commençons à discuter dans les rues pendant et après les manifs. Le socialisme semblait possible. Pour moi et beaucoup d'autres, c'était dix ans de cocotte-minute qui explosait enfin et sans le contrôle des staliniens et autres réformistes et autres organisateurs professionnels.

À la fin d'une des premières manifs bien agitées vers Montparnasse, on arrive à échapper aux flics avec deux jeunes, des menuisiers dont on fait connaissance dans la voiture (Roland et Michel) ; ils habitaient Rosny-sous-Bois à côté de Montreuil, on décide de se revoir le lendemain pour discuter politique et retourner aux manifestations ensemble, à la première rencontre ils sont venus avec deux autres copains un plombier et un autre menuisier (Petit suisse et Yoyo).

Après la réoccupation de la Sorbonne par les étudiants, certains futurs gauchistes et l'UNEF, (certains de ceux qui feront plus tard le quotidien *Libération*) ont lancé un appel à créer des comités d'action. J'ai inscrit mon nom et mon adresse sur une des listes dans la cour de la Sorbonne et des filles et des gars ont commencé à venir me voir au foyer. À Montreuil, on avait au début deux comités d'action qui ont fusionné assez vite. L'un des comités d'action était animé par des militants de la JCR. Le comité dans lequel je me trouvais regroupait entre 20 et 30 personnes, les militants de base ne comprenaient pas pourquoi il y avait deux CA et ceux-ci ont fusionné au bout de quelques jours. Fin mai ou en juin quelques réunions plénières rassemblaient autour de 100 personnes.

⁶⁶ Ville ouvrière de 95 000 habitants à l'est de Paris gérée par le parti communiste depuis 1935 ; le député est aussi PC.

⁶⁷ La grève des mineurs éclate en 1963 dans une période où, au pouvoir depuis mai 1958 et après la fin de la guerre d'Algérie en mars 1962, le régime gaulliste semble intouchable d'autant plus que sur le terrain des grèves il ne se passe pas grand-chose. Elle démarre, à l'appel des trois syndicats CGT, CFTC et FO, le 1^{er} mars 1963. Une des causes en est la suppression de l'indexation (mise en place en 1954) des salaires des mineurs sur celui des prix. En conséquence, le salaire moyen des mineurs diminuait par rapport à celui des autres catégories. Dès le début de la grève, le gouvernement Pompidou, via le ministre du Travail, Bokanowski, annonça que la grève ne pouvait durer que 48 heures et qu'ensuite ce serait la réquisition. L'ordre parut le 4 mars 1963. Les 200 000 mineurs grévistes résistèrent à cet ordre ; la grève dura 35 jours (jusqu'au 4 avril 1963) et le gouvernement ne pût imposer son ordre de réquisition et accepta d'augmenter les salaires de 8 % plus 4,5 % minimum, échelonné jusqu'au 1^{er} avril 1964 et la 4^e semaine de congés payés. Et c'est cela qui fut interprété comme une victoire. En fait, une minorité de grévistes voulait continuer et s'est sentie flouée par la consigne de reprise donnée par les syndicats, CGT en tête. Dans plusieurs mines du Nord (Déchy, Hénin-Beaumont, etc.), les grévistes déchirèrent leurs cartes CGT.

Quelles activités pour les membres du CA ?

Nous militions à Montreuil et certains membres du comité de Montreuil venaient donc de Rosny, mais on n'a pas cherché à contacter des gens ailleurs ce qui me paraît incroyable maintenant. En général, on était assez naïf pour croire que les faiblesses du mouvement : manque de lien avec les ouvriers des usines (nombreuses à l'époque à Montreuil), manque d'approfondissement politique, et absence d'organisation sinon militaire du moins d'un service d'ordre, se régleraient tout seul au fur et à mesure du développement du mouvement que nous pensions en mois, voire années.

J'écoutais beaucoup la radio. À chaque bulletin d'informations, nous apprenions que de nouvelles entreprises, après la grande manifestation du 13 mai, se mettaient en grève et cela nous maintenait le moral au beau fixe.

J'ai compris assez vite que la fête ne serait pas si facile à venir. Un soir, je prends la voiture et j'ai eu envie d'aller voir les usines situées entre Pantin et la banlieue nord-est (le long de la nationale 3). J'ai été à la porte de cinq ou six usines et à chaque fois j'arrivais plein d'enthousiasme. Je suis tombé sur des délégués CGT, probablement membres du PCF. Il était impossible d'entrer dans les usines, de discuter avec les grévistes. Je me rendais compte que les usines n'étaient pas occupées massivement et que l'ambiance n'était pas terrible : on n'était pas en 1936 (précédentes grèves avec occupation mais massive cette fois-là et occupation plutôt joyeuse des usines et des ateliers). J'espérais que les manifs arriveraient à exploser ce barrage.

Personnellement, et aussi en tant que représentant du comité, j'ai assisté à des réunions des comités d'action à Paris et cela m'a vite gonflé, j'y allais le moins possible. Il fallait y aller au moins pour les journaux et les tracts. J'ai abandonné les réunions régulières de la coordination des CA et personne d'autre n'y a été pour nous représenter, en fait personne ne voulait vraiment faire de la politique et s'affronter aux adversaires de gauche.

Le comité d'action comprenait des ouvriers mais c'était toujours des gens isolés, qui ne représentaient pas un groupe dans leur entreprise ou alors les entreprises étaient toutes petites, etc. C'était plutôt des camarades de tendance anarchiste, l'un d'entre eux (Roland) avait des contacts avec la F.A. Nous avions aussi Princet, un autre anar qui était paveur, assez vieux à nos yeux de jeunes de 20-25 ans (le refrain de notre aîné devint assez vite : « *C'est le reflux* »), une secrétaire de la Mutuelle des étudiants, Michelle une animatrice à Léo-Lagrange et un technicien de Roussel-Uclaf, à Romainville, qui avait participé à un maquis pendant la guerre en Corrèze ; il y avait aussi quelques enseignants et étudiants.

Nous avons surtout essayé de contacter les entreprises soit à Montreuil, soit autour. Il y avait une société qui fabriquait des téléviseurs, Grandin, une entreprise qui employait autour de 500 ouvriers, dans leur grande majorité des femmes. On pouvait discuter avec des ouvrières devant la porte assez facilement mais on n'arrivait pas à entrer pour participer à leur réunion. Le CA aurait voulu faire des actions communes avec les travailleurs de Grandin, mais la CGT et des maos cherchaient à empêcher ces contacts. Nous pensions qu'il était négatif qu'il y ait des affrontements verbaux (ou pire) à la porte de l'usine. On n'était sans doute pas assez accrocheurs et nous incruster ne nous intéressait pas. De toute façon, on ne pouvait pas aller plus vite que la conscience des travailleurs qui si ils critiquaient bien les organisations syndicales ou politiques, n'étaient pas prêts à s'en passer.

À aucun moment, on n'a eu de contacts suivis et politiques avec des ouvriers de grandes boîtes, autonomes vis à vis des syndicats.

En fait à Montreuil comme ailleurs, si les travailleurs eux-mêmes ne cherchaient pas à s'organiser, l'activité de militants extérieurs (tracts, affiches ou réunions) ne pouvait rien faire tant que les prolétaires ont fait confiance aux syndicats et aux partis de gauche.

Nos liens avec la population étaient assez superficiels. On discutait beaucoup avec les gens qui étaient demandeurs de discussions à cette époque. Pour quelques grandes manifestations on a pu emmener 200, 300 ou 400 personnes.

Honnêtement, j'étais content d'emmener des gens à la manifestation du 24 mai mais ils étaient un peu trop calmes pour mon goût et quand on approchait des flics on préférait à quelques-uns aller sentir les odeurs des grenades lacrymogènes et l'essence des cocktails Molotov.

Quelle organisation ou quelle absence d'organisation ?

Deux, trois ou quatre fois par semaine, on recevait un nouveau journal *Action*. On vendait presque tous les jours le journal des CA. Nous allions chercher une pile de 100 exemplaires quelque part au Quartier latin et nous vendions tout dans l'heure, devant la mairie de Montreuil en général, et les staliniens ne sont jamais venus nous agacer, ce qui était le cas presque systématiquement avant ces événements. Le 13 mai, j'ai vendu à moi tout seul sept piles de 100 journaux, 700 exemplaires d'*Action* dans la journée, à la manifestation qui a duré toute la journée. J'ai gardé des numéros d'*Action* et, à la relecture, le contenu est très réformiste, certaines pages sont de la théorie marxiste ou bien, au début, tout le journal est sur la répression : un drôle de mélange. Ce n'était pas un

bon journal de propagande, ni de réflexion, à l'époque nous ne le voyions pas. Je suis sûr que les gens qui nous achetaient le journal le faisaient plus par sympathie pour le mouvement que pour le journal lui-même. D'ailleurs je n'ai pas souvenir que des acheteurs d'Action soient venu discuter de tel ou tel article du journal. Nous n'écrivions pas d'articles pour *Action*, personne ne nous le demandait et on n'a pas cherché à participer à la rédaction ; le journal servait surtout à discuter avec les passants et cela fonctionnait très bien. On allait chercher des affiches des Beaux-Arts et on a fait aussi des affiches sérigraphiques locales avec nos propres textes. Ça ressemblait à un tract et je me souviens des titres : « *La bourgeoisie a peur* » et le second « *La bourgeoisie a encore peur* ».

Certains matins nous avons distribué des tracts des CA, d'autres matins ou la nuit, nous allions faire des collages d'affiches ; nous n'avons jamais été embêtés sauf par une équipe gaulliste fin juin, au moment des élections.

Il n'y avait pas de chef au comité d'action de Montreuil, mais quelques-uns en faisaient plus que les autres. Il me semble que j'avais une activité de rassemblement et de coordination avec une copine Sylvia, Roland L., le technicien de Roussel, une copine animatrice etc., de façon informelle ou organisée on se voyait une ou deux fois par jour ou plus, selon les besoins de l'action, on était assez activistes ; on sentait que c'était le moment ou jamais.

On est passé d'une trentaine de membres à une centaine dans quelques réunions plénières qui se tenaient dans une salle de réunion appartenant à des protestants. Si presque tous les jours, une dizaine ou une quinzaine d'entre nous faisaient quelques actions, les autres ne venaient qu'aux manifs ou quelques grandes réunions et c'était assez « à la carte ». Des informations voire des tracts circulaient de comité à comité selon les connaissances personnelles des uns ou des autres. Les réunions quasi quotidiennes se déroulaient dans les appartements des uns et des autres ou dans des bistrotts. On discutait de la situation politique du moment et on décidait si on allait participer aux actions de l'ensemble des comités d'action. Il n'y avait pas de secrétaire, pas de trésorier, pas de commission particulière. Les décisions étaient prises à la majorité mais, souvent, on cherchait l'unanimité. Les discussions portaient souvent sur des tâches pratiques et il n'y avait pas beaucoup de divergences sauf quand des militants organisés venaient faire leur propre propagande, maos ou trotskistes. Les maos venaient à la pêche (sans succès d'ailleurs) quant aux trotskistes, ils étaient plus fins, au moins deux – de VO – participaient et ont récupéré au moins une copine et un bulletin de boîte. On est aussi allé soutenir le piquet de grève que faisaient les employés du Printemps entre Nation et la porte de Vincennes.

À la fin de juin, on a contacté quelqu'un chez Kréma Hollywood, une usine de bonbons qui employait environ 800 personnes, en majorité ouvrières. La mère d'une des copines du comité d'action travaillait dans cette entreprise. Avec elle et une ou deux autres ouvrières, on a fait un bulletin pour les ouvrières de Kréma. On critiquait la politique des salaires dans la boîte, les conditions de travail et de sécurité. Un des problèmes, c'était la santé, notamment pour les femmes qui devaient nettoyer les machines tous les matins avec des produits puants et dangereux. Parfois, elles tombaient dans les pommes. Nous écrivions le bulletin en nous inspirant de ce que nous racontaient les ouvrières, les ouvrières n'écrivaient pas elles-mêmes. Nous diffusions à la porte, et elles le diffusaient clandestinement à l'intérieur. Cela a duré environ six mois puis c'est LO (Lutte Ouvrière, groupe trotskiste) qui a pris la relève du comité d'action, qui n'existait plus et la copine qui avait les contacts à Kréma est passée à LO.

Pendant ces 2 ou 3 mois, nous avons l'impression que les deux seules forces politiques sur Montreuil étaient le PCF et le CA ; on se faisait un peu de cinéma. Nous n'avons pas de contacts avec le PCF et n'avons pas essayé d'en avoir et encore moins de proposer des actions communes. À Montreuil, le jour du discours de De Gaulle qui annonçait son référendum, le PCF avait appelé à une manif locale pour empêcher les gens d'aller à la Bastille. Par hasard, les deux manifs, celle du PC et celle du CA qui se rendait à Paris, se sont croisées. Elles étaient à peu près de la même taille, il n'y a pas eu ni heurts ni quolibets mais chacun est resté sur son trajet.

Nous trouvions que les adhérents du PC se faisaient trop mener en bateau mais, dans notre optimisme, nous espérions, nous pensions que les militants du PCF et de la CGT allaient bientôt perdre leurs œillères, les prolétaires comme les étudiants étaient en train de le faire.

Aux élections législatives de fin juin, nous avons mené une campagne modérément active pour l'abstention ; « *élections piège à cons* » était notre mot d'ordre. Le jour des élections, avec quelques copains du CA, nous sommes allés à la pêche à la campagne et, au retour, on est allé narguer les gens du PC aux bureaux de vote, avec nos cannes à pêche ; eux étaient dépités et n'en revenaient pas de nos cannes à pêche mais les prolos de Montreuil ou de Rosny avaient voté et bien voté ! Notre mot d'ordre d'abstention n'a pas eu de succès.

Un soir, le 17 mai, les comités d'action ont appelé à aller à Renault à Billancourt. Nous avons fait la ballade, essayé de discuter avec les ouvriers mais les portes sont restées closes et le contact ne s'est pas fait.

De nouveau, début juin à Flins : mais cette fois les flics nous attendaient et la visite, pour nous, s'est transformée en course à travers champs...

J'ai été appelé par les flics début juillet. J'avais barbouillé « *Après février, octobre !* » sur le mur du pavillon d'un type qui n'avait pas apprécié. Il avait relevé le numéro de ma plaque minéralogique, alors que je faisais ça

seul, de jour et en voiture. Début juillet, on pensait encore que le mouvement s'était provisoirement calmé mais allait redémarrer à l'automne.

Ce qui se passait à Montreuil n'était pas isolé du reste de la situation. Le 10 mai, la nuit des barricades, le boulevard Saint-Michel était bourré de monde et j'ai eu l'occasion de discuter avec de nombreux jeunes ouvriers. Je n'avais pas une stratégie dans ma tête, j'étais content. On sortait de dix ans de gaullisme verrouillé de partout, le PCF bloquait du côté de la classe ouvrière. Dans ces journées de mai et juin, on a quand même vu s'ouvrir une grande fenêtre sur l'avenir !

On ne savait pas que le PCF avait encore assez de force pour refermer la fenêtre, même s'il devait en mourir et ne plus jamais arriver à se faire passer pour un parti révolutionnaire, et que la bourgeoisie moderniste avait assez de tours dans son sac pour re-cadenasser ladite fenêtre avec l'aide des vedettes « ex-soixante-huitardes ».

En octobre 1968, j'ai participé à une manif contre le massacre sur la place des Trois-Cultures, qui avait eu lieu l'après-midi et la nuit du 2 octobre 1968, juste avant l'ouverture des Jeux olympiques de Mexico. Alors que quelques semaines auparavant, on était prêt à bouffer du flic, on s'est fait embarquer à plusieurs centaines sans aucune réaction. Une camarade est arrivée avec des manches de pioche dans sa voiture. Personne n'a voulu en prendre et se battre. Les manches de pioche ont fini dans le caniveau. Comme quoi l'ambiance de mai 68 avait bien disparue.

En décembre 1968, un peu dégoûté, je suis parti à Madagascar faire l'animateur culturel (nous étions quatre du CA de Montreuil) et nous ne sommes revenus en France qu'en janvier 1971 avec l'idée de donner un coup de main à Lutte ouvrière, faute de mieux. Une autre illusion à perdre ?

Alsthom Saint-Ouen

Présentation de l'usine

Suite aux restructurations (déjà) de la construction électrique, il y avait deux sociétés distinctes dans l'enceinte de l'usine :

- Delle Alsthom qui montait les disjoncteurs de puissance en moyenne tension, essentiellement pour la distribution des centrales électriques et les grosses entreprises. 500 salariés environ : 300 ouvriers, majoritairement peu qualifiés et 200 techniciens - dessinateurs - cadres, etc. Un atelier plus des bureaux.
- Alsthom Savoisienne qui fabriquait, de A à Z, les gros transformateurs pour les centrales électriques. 1 300 salariés, environ 1 000 ouvriers, et 300 techniciens, chefs, etc.
 - Trois ateliers (plus des bureaux) :
 - La grosse chaudronnerie qui fabriquait la carcasse du transformateur, atelier composé d'ouvriers qualifiés, les chaudronniers ;
 - Les bobinages, comme son nom l'indique, qui fabriquait les bobinages des transformateurs, atelier composé d'ouvriers qualifiés très spécifiques ;
 - La plate-forme de montage qui intégrait le bobinage dans la carcasse, équipait, essayait, et expédiait, atelier composé d'ouvriers qualifiés très spécifiques.

C'était une des usines qui comptait pour les luttes ouvrières en Seine-Saint-Denis avec quelques autres comme Rateau, Babcock, etc., vers lesquelles on regardait quand cela bougeait dans la classe ouvrière.

Avant la grève

Ça faisait déjà plusieurs semaines que la radio et la presse publiaient quelques informations sur le milieu étudiant et en particulier à Nanterre. On ne savait pas trop pourquoi les étudiants étaient en bagarre, mais à l'usine, quelques copains parmi les jeunes ouvriers trouvaient cela sympa et avaient retenu qu'une des revendications était la levée de l'interdiction pour les garçons d'aller dans les locaux réservés aux filles (ou quelque chose comme ça). Puis ce fut la campagne de presse contre Cohn-Bendit lancée par *Minute*, l'hebdomadaire d'extrême droite qui parlait du « *juif Cohn-Bendit* »⁶⁸ et *l'Humanité* qui parlait de « *l'anarchiste allemand* »⁶⁹. Ce rouquin là d'emblée était devenu le copain d'une bonne partie des jeunes travailleurs. Il était marrant et on aimait ça ; il avait tendance à faire un bras d'honneur à la morale et à brocarder ses contradicteurs, et ça nous plaisait bien. C'est là qu'un matin à côté de la place de Clichy, début mai, je me suis trouvé par hasard sur les bords d'une manifestation de lycéens. Il y avait là des milliers de jeunes et très jeunes des lycées du coin qui criaient : « *Nous sommes tous des juifs allemands.* » Je n'en revenais pas⁷⁰.

⁶⁸ Dans le numéro du 2 mai 1968.

⁶⁹ Dans le numéro du 3 mai 1968.

⁷⁰ Un camarade m'a fait remarquer que le slogan « *nous sommes tous des juifs allemands* » a été lancé plus tard lors de l'expulsion de Cohn-Bendit. Pourtant, je suis sûr que la manif dont je parle a bien eu lieu avant la grève... ? ? ?

Que ce soit dans ma famille et dans le milieu ouvrier plus généralement, sans être spécialement antisémite, les réflexions sur les Juifs étaient malgré tout assez courantes. Quant aux Allemands, quelque part dans les têtes, ils étaient quand même un peu les ennemis héréditaires. La propagande du PCF en était encore aux « *revanchards de Bonn* » et le « *À chacun son Boche*⁷¹ » de la fin de la guerre 39-45 n'était pas très loin ; 20-22 ans, la génération du « *chacun son boche* » prôné par le PCF à la libération était encore là et bien présente ; et le PCF avait une influence majeure dans la classe ouvrière (j'y reviendrais plus loin).

Et voilà que des milliers et des milliers de lycéens par solidarité avec le rouquin affirmaient qu'ils étaient tous des juifs allemands ; et avec des drapeaux rouges ou noirs. L'antiraciste internationaliste de cœur que j'étais, était médusé, c'était incroyable ! Alors que le PCF, depuis que j'étais en âge de comprendre un peu quelque chose, n'avait plus jamais rien sorti que la serpillière tricolore (c'est comme ça que les copains qualifiaient le machin à l'époque) le rouge revenait en masse et le noir des anarchistes était là aussi. De retour à l'usine, j'ai raconté aux gars de l'atelier ce que j'avais vu, tellement j'en étais estomaqué.

Mais globalement à l'usine, les histoires des étudiants étaient plutôt mal vues par les ouvriers. Le PCF matraquait sur les fils de la bourgeoisie à qui on paye des études etc. sur ces gauchistes qui se foutaient de la classe ouvrière ; et ça marchait ; sauf envers une partie des jeunes ouvriers et toute notre petite bande qui avait été virée du syndicat quelques mois avant et qui avait appris très vite à détester les staliniens. Mais nous n'avions toujours aucun contact avec les étudiants et lycéens ; ça ne nous venait même pas à l'idée d'avoir le lien ; c'est comme ça, et de jours en jours, les manifs des étudiants ont progressivement fait la une de l'actualité et la propagande du PCF est devenue de plus en plus ordurière sur les manifestants ; « *ces brûleurs de voitures* » menés par « *l'Allemand Cohn-Bendit* »⁷²

La plus grande partie des travailleurs était méfiante, voire hostile aux étudiants ; mais dans les couches les plus jeunes, les uns et les autres pouvaient bien raconter ce qu'ils voulaient, ça commençait à se reconnaître plus dans les étudiants qui se bagarraient que dans les autres qui déversaient leur bile sur eux. Et la semaine du 6 au 10 mai, très précisément, là ça bagarrait tous les soirs à Paris, la bande de copains que nous étions a basculé complètement du côté des étudiants, mais nous étions très minoritaires ; quelques dizaines, qui se connaissaient, ça voulait peut-être dire une centaine sur toute l'usine ; et toujours en face la force de frappe propagandiste du PCF qui déversait tract sur tract contre les « *brûleurs de voitures* ».

Je me souviens qu'un soir de cette semaine-là (les souvenirs sont là très précis parce que c'était la semaine qui s'est terminée le 10 mai par la nuit des barricades du Quartier latin), j'avais une réunion avec d'autres camarades de Voix Ouvrière des autres usines et je leur ai dit qu'à l'Alsthom, nous allions faire un tract à la porte qu'on distribuerait avec des gars des ateliers. Les camarades étaient très sceptiques. Ils ne ressentaient pas encore le basculement qui était en train de s'opérer ; bien sûr, tous les camarades étaient de cœur avec les étudiants qui bagarraient, mais tous se demandaient si ça n'était pas mon optimisme congénital qui me faisait surestimer les possibilités d'intervention... fallait être prudent. Finalement le tract a été distribué à l'Alsthom, le jeudi 9 mai, à la porte par neuf travailleurs de l'usine. Je me souviens du titre « *À bas les flics, bravo les étudiants !* » et de la signature « *des jeunes travailleurs de l'Alsthom Saint-Ouen* »⁷³.

Le PCF et la CGT étaient verts de rage et la petite bande de copains était très fière de son coup. C'est à peu près vers ces jours-là que nous avons commencé à voir des jeunes maoïstes autour de l'usine et dans les cafés de la mairie de Saint-Ouen, c'étaient je crois ceux du style « *Servir le peuple* ». Ils étaient plutôt sympas et pas bête du tout, et très vite des ouvriers de l'usine qu'ils avaient rencontrés les avaient aiguillés vers moi. On a discuté pas mal, et eux aussi n'en revenaient pas d'apprendre que dans la classe ouvrière, il y avait quelques militants qui se bagarraient depuis des années contre la bureaucratie syndicale pour la révolution, seulement voilà ; ils étaient pour Staline et Mao et ça, le jeune vieux que j'étais déjà (À 25 ans, on est vieux pour les 20 ans et moins) ne pouvait pas l'encaisser. Néanmoins, on est resté bons amis avec ceux-là, les premiers qui étaient venus à l'usine. Ce ne fût pas le cas par la suite avec les différents groupes qui sont venus après la bataille (après la grève) à l'Alsthom. Mais c'est une autre histoire.

Après avoir distribué notre tract à la porte, on a tout de suite eu le contact avec d'autres jeunes ouvriers de l'autre bout de l'usine, à la grosse chaudronnerie. Jusque-là, on ne se connaissait pas. J'écris cela pour que les camarades comprennent bien que lorsque la situation évolue, ça va très vite. Ce sont ces copains-là dont on va reparler plus loin qui ont déclenché la grève moins d'une semaine après.

C'est également ces jeudi et vendredi que quelques « vieux » ont donné des signes de sympathie, autant parce qu'ils étaient un peu admiratifs des étudiants qui se bagarraient contre les CRS, que pour nous soutenir face aux staliniens. Parce que malgré leur emprise pesante sur la classe ouvrière, il y avait quand même des vieux, ceux de l'immédiat après-guerre, qui les détestaient souverainement et qui trouvaient courageux de notre part de ne

⁷¹ Se reporter aux unes de *l'Humanité*, du 21 au 25 août 1944, pour des variations de ce thème nationaliste.

⁷² C'est dans *L'Humanité* du 3 mai que G. Marchais dénonce « *l'anarchiste allemand Cohn-Bendit* » et raille « *les "révolutionnaires [...] fils de grands bourgeois [...] qui rapidement mettront en veilleuse leur flamme révolutionnaire pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs* »

⁷³ Voir la reproduction du tract en annexe.

pas céder à leur dictature. C'est ce jour-là, qu'un tourneur qui était là depuis la fin de la guerre m'a raconté comment cela se passait quand cet en... de Croizat⁷⁴ était ministre du Travail.

« C'était les gars du PCF qui poussaient à battre les records de productivité. » « On travaillait six jours par semaine, 12 heures par jour, avec une coupure d'une heure et demie pour pouvoir dormir une heure. On dormait entre les machines. »

C'est là aussi qu'un autre ouvrier de la même génération m'a sorti pour la première fois *« cet en... de Thorez⁷⁵ a dit de "retrousser les manches" et depuis y en a pas un qui a dit de les rabaisser »*. Celui-là est devenu un bon copain après; mais à ce moment-là, il n'avait pas encore basculé avec les rouges.

La nuit des barricades

Le vendredi 10 mai toute la nuit, c'est la radio qui a été l'élément le plus important, pour qui avait son poste ce soir-là, c'était en direct du Quartier latin où on bagarrait entre CRS et étudiants. Tout a été dit sur cet épisode-là, ça n'est pas utile de raconter. Pour ma part, je n'ai su que le lendemain, par les copains et les journaux. Mais le samedi 11 mai, il était évident que quantité de travailleurs avaient écouté la radio toute une partie de la nuit. Je n'ai jamais su si des travailleurs de l'usine étaient allés rejoindre les barricades, les événements ont été tellement rapides ensuite que personne n'a pris le temps et la préoccupation de chercher à savoir, mais dans divers milieux qui se connaissaient en ville, c'est sûr, des jeunes des milieux ouvriers étaient allés se bagarrer quand ils avaient su ce qui se passait. Et surtout, la grande masse des travailleurs avait les infos en direct de la bagarre, cette fois c'est sûr les étudiants y allaient vraiment et les CRS n'avaient pas forcément le dessus, ils y avaient laissé des plumes. Même les travailleurs les moins révolutionnaires dans ces années-là, ne portaient pas les flics dans leur cœur et si quelqu'un se bagarrait contre les flics, ça ne pouvait pas être vraiment mauvais.

Dès le samedi midi, on a su, encore par la radio, que la CGT appelait à la grève générale de 24 heures pour le lundi 13 mai. L'usine était fermée ce samedi-là ; les contacts entre les uns et les autres quasi nuls. On n'avait pas d'autres choix que d'attendre lundi matin. Beaucoup de témoins « historiques » sur les tractations entre la CGT, la CFDT et FO pour cette prise de décision d'appeler au 13 mai, ont rapporté les magouilles entre syndicats ; pour ce qui me concerne, je n'en sais absolument rien et comme tous les travailleurs, je n'en ai rien su. Je persiste à croire d'ailleurs que ça n'a absolument aucun intérêt. Tout comme par la suite, des historiens ont fait le lien avec des actions syndicales programmées dans les mêmes périodes contre les décrets sur la sécurité sociale⁷⁶. De mémoire, et pour cette période-là des quelques jours où tout a basculé, elle est parfaite, ça n'a eu aucune importance. Peut être dans les milieux syndicaux, mais pas pour les travailleurs et comme je n'avais aucun contact avec le borbier syndical... aucun souvenir de cela.

Ce qui se passait était à un autre niveau qu'on ne peut appréhender qu'au travers de la compréhension du rôle politique joué par le PCF qui rappelons-le encore avait une influence de masse au travers de la CGT, sur la classe ouvrière. À l'Alstom par exemple, depuis toujours, il n'y avait jamais eu une autre formation ni syndicale, ni politique que le PCF et la CGT jusqu'à fin 1967, date de parution du premier tract du groupe Voix Ouvrière et des exclusions et démissions de la CGT d'une douzaine de jeunes travailleurs.

Cette emprise organisationnelle du PCF sur la classe ouvrière avait deux conséquences : d'abord une extrême sensibilité aux évolutions des consciences dans le prolétariat, et en conséquence le PCF était la seule force politique capable d'endiguer une éventuelle montée de la combativité ouvrière. Un argument puissant pour s'imposer à l'État et à la bourgeoisie comme interlocuteur incontournable malgré les attaches avec l'URSS.

Mais aussi, pour garder cette emprise sur la classe ouvrière, le PCF⁷⁷ se devait de ne jamais se laisser déborder. Dans la décision d'appeler à la grève générale ce lundi 13 mai, c'est cela l'élément déterminant de la politique du PCF. L'état-major politique a senti le vent et a choisi de prendre les devants pour encadrer une éventuelle réaction de la classe ouvrière.

Après avoir, pendant des semaines, déversé sa propagande contre les étudiants et les gauchistes, personne dans la bourgeoisie consciente ne pouvait l'accuser d'avoir été l'initiateur, il ne prenait aucun risque à prendre les devants, l'État sachant très bien jusqu'où il était prêt à ne pas aller trop loin.

⁷⁴ Ambroise Croizat (1901-1951) ministre stalinien du « Travail et de la Sécurité sociale » sans interruption de novembre 1945 à mai 1947.

⁷⁵ Maurice Thorez (1900-1964), secrétaire général du PCF (1934-1964), ministre d'État puis vice-président du Conseil de novembre 1945 à mai 1947.

⁷⁶ Journées d'action communes CGT-CFDT-FO contre les ordonnances de réforme de la Sécurité sociale du 21 août 1967 (de Gaulle, président de la République ; Pompidou, Premier ministre) qui ont chamboulé l'architecture de la protection sociale. Jusqu'alors unifiée, la Sécurité sociale a été éclatée en branches autonomes (maladie, vieillesse, allocations familiales). La représentation majoritaire des salariés au(x) conseil(s) d'administration (deux tiers des sièges) a été balayée au profit du patronat (paritarisme) et l'élection des administrateurs par leurs mandants a été remplacée par une nomination par décret. La même ordonnance a augmenté la part des dépenses demeurant à la charge de l'assuré (ticket modérateur), la fixation de cette part relevant depuis d'un décret (gouvernement) et non plus de la loi (Parlement). Le rôle des mutuelles a été limité.

⁷⁷ Quand on parle du PCF en ces temps-là, cela veut dire la formation en tant que telle et de son instrument dans la classe ouvrière : la CGT.

Le 13 mai, on s'est retrouvé à une vingtaine à la porte de l'usine, l'appareil syndical d'une part et quelques copains de l'autre. Personne ne savait ce qui allait se passer, y aurait-il grève ? Massive ou pas ? On ne savait rien. Tout s'était décidé pendant le week-end sans les ouvriers de l'usine. Il y avait des travailleurs qui rentraient comme d'habitude. Combien ? Impossible de dire... Peut-être la moitié des gars (pas plus). Mais les autres n'étaient pas là, ils étaient restés chez eux et nous ne sommes restés que quelques dizaines de militants devant la porte ; pas bien longtemps d'ailleurs, parce que ça devenait vite électrique entre les staliniens et nous, et si les ouvriers n'étaient pas là, on ne faisait pas le poids.

Dans la matinée, à la réunion avec les camarades de Voix Ouvrière des autres usines pour faire le point, c'était là encore, à peu près pareil. La grève générale n'était pas un échec – autant qu'on pouvait en juger parce que nous n'étions qu'un tout petit groupe, mais ça n'était pas l'euphorie. Nous avons alors décidé de ce que nous allions faire à la manifestation l'après-midi, on ne savait absolument pas s'il y aurait la masse des travailleurs ou pas. On avait préparé une affiche « *10 ans ça suffit, Bon anniversaire mon général* »⁷⁸ pas signée, rien, et des pancartes pour les scotcher dessus. Nous étions tellement peu sûr de la participation des ouvriers à la manif de l'après-midi qu'on avait décidé de ne pas les scotcher à l'avance, on verrait sur place le rapport de force avec les staliniens pour décider si on avait des chances de pouvoir nous imposer ou pas.

Pour la compréhension, il est utile d'expliquer que depuis des années le petit groupe des camarades de Voix Ouvrière se bagarrait physiquement avec les nerfs du PCF pratiquement à toutes les manifestations. Ça allait de la bousculade organisée au franc passage de gueule, mais le PCF ne digérait pas que quelqu'un puisse s'exprimer à sa gauche au nom du communisme et comme de notre côté nous n'étions pas décidés à nous écraser, on en venait très vite aux coups, que ce soit à la porte des usines ou dans les manifestations. Donc quelques heures avant ce rassemblement du 13 mai, nous ne savions pas, et personne ne savait, si les ouvriers viendraient ou pas, et dans quelle proportion.

Cet après-midi-là, à la République, une masse compacte de prolétaires des banlieues est montée à Paris, à l'évidence, une bonne partie des travailleurs qui avait fait grève le matin, sans se déplacer à l'usine dans la majorité des cas, était au rassemblement l'après-midi. C'était immense.

Évidemment nos pancartes ont été déployées, noyées dans les centaines de milliers de manifestants. Il y a des signes qui ne trompent pas dans les manifestations. Quand il y a des banderoles tous les cinq mètres, c'est qu'il n'y a pas la masse des travailleurs, par contre, quand on voit très peu de calicots ou pas du tout... C'était le cas, c'est que la masse des travailleurs est là ; une véritable masse humaine, et l'allure générale était la preuve indiscutable que c'étaient les prolétaires qui étaient là, ceux qu'on ne voit qu'exceptionnellement ou jamais dans la rue. Ça ne rigolait pas, ça ne chantait pas, c'était là parce que c'était sérieux et des tréfonds de la conscience ouvrière était remontée la nécessité d'y être. Combien ? Quelques centaines de milliers c'est sûr. Les chiffres de 500 000, voir du million, ont été avancés... aucune importance. La masse du prolétariat de la région parisienne était venue avec une seule idée en tête vraiment discernable : entre De Gaulle et les CRS d'un côté et les étudiants gauchistes de l'autre, le choix était fait.

Manifestation de l'ALSTHOM

Ce jour-là, je suis allé à pied à la manif (il n'y avait quasiment pas de transports) par le boulevard Magenta. Il y avait des foules d'ouvriers partout. Aux alentours des gares de l'Est et du Nord, on aurait pu croire que la manifestation était déjà commencée. Un flot massif marchait vers la place de la République. Et je suppose que la situation était la même sur les autres axes menant à la place de la République.

On s'est retrouvé avec notre groupe de l'Alsthom à la manifestation. Devant, un camarade physiquement gâté par la nature, tenait un très grand drapeau rouge et on prenait toute la largeur des avenues. Le premier rang, c'était une quarantaine de camarades de l'usine et derrière, très vite, de nombreux manifestants s'étaient rangés. À la place Saint-Michel cela formait un gros paquet compact, les gens nous demandaient « qui vous êtes » (on n'avait pas de banderoles, rien) et on répondait sommairement « les gauchistes de l'Alsthom Saint-Ouen » c'était vrai pour le premier rang...mais pour les milliers qui étaient derrière....

Ce qui plaisait bien aux camarades, c'était de scander « *une dizaine d'enragés* » avec les mains tendues vers l'avant doigts écartés. C'était en réaction à je ne sais quel politicien qui avait parlé d'une dizaine d'enragés à propos des étudiants de Nanterre.

Ça a manifesté jusqu'à Denfert pour ceux qui étaient les plus courageux, car il y avait une masse humaine partout et des tas de gens ne sont jamais arrivés au bout tellement il y avait du monde.

Vers la grève

Le lendemain, donc le mardi 14 mai, il y avait une ambiance très particulière à l'usine. De ma vie, je n'ai rien vécu d'équivalent. Ça travaillait « gentiment » dirions-nous, mais tout le monde pensait qu'il allait se passer

⁷⁸ Ça faisait exactement 10 ans, jour pour jour, que de Gaulle était aux commandes depuis le « coup d'Alger » du 13 mai 1958.

quelque chose. Ça n'était pas euphorique, personne ne disait « *faut y aller !* », mais toutes les discussions tournaient autour de la manifestation de la veille. Bon nombre de travailleurs de l'usine y était allé, individuellement (et pour cause, les grévistes n'étaient pas venus le matin à l'usine) et il régnait dans l'atelier une atmosphère de franche camaraderie. Je crois pouvoir dire, sans emphase, que la classe ouvrière faisait surface en tant que telle. C'est le soir, en discutant avec deux camarades étudiants du groupe VO qui s'occupaient de la boîte de l'extérieur, que j'ai pris conscience qu'il fallait y aller, on a donc décidé que je prendrais l'initiative pour organiser une réunion le lendemain soir avec les ouvriers conscients. Et donc le mercredi 15, dès la première heure, j'ai fait le tour des gars sur qui on pouvait compter pour organiser la réunion le soir à la sortie. Où ? On ne savait pas encore ; peut-être dans le parc du château, où place de la mairie, on verrait.

Les uns et les autres, une dizaine, on a donc ramé avec le bouche à oreille pour demander aux gars de venir le soir. Ce n'était pas très enthousiaste, au mieux quelques gars disaient oui. Mais dans la matinée; l'appareil syndical a eu vent de ce qu'on faisait et après la soupe, un tract CGT appelait à une réunion de tous les militants le soir à la bourse du travail. Ça flottait parmi les quelques travailleurs qui nous avaient dit oui et comme la veille, on avait prévu que le PCF réagirait. On avait prévu de se faire apporter un porte-voix à la sortie de l'usine pour parer à toute éventualité. Là, on s'est donc adressé aux ouvriers qui sortaient pour appeler à aller à la Bourse du travail pour dégager des perspectives, puisque la CGT organisait une réunion, on s'y ralliait.

À la Bourse du travail de Saint-Ouen, le PCF avait rameuté tout ce qu'il pouvait trouver d'inconditionnels dans l'usine. Et au pied levé comme ça, en trois heures, ils étaient une bonne quarantaine. Nous, on était huit ; deux copains n'avait pas voulu aller « *au truc du syndicat* ». On a eu droit à un exposé de monsieur le secrétaire pour « *relancer l'action revendicative* » (c'est comme cela que l'appareil parlait à l'époque) et que le bureau préparait un premier débrayage de deux heures, et ... tralala.

Sitôt qu'il y a eu un blanc, j'ai coupé court. Je me rappelle à peu près les mots utilisés « *Vous êtes vraiment des nuls et vous ne comprendrez jamais rien à rien, on n'en est pas aux débrayages de deux heures, il faut organiser la bagarre, occuper l'usine et monter le drapeau rouge ... et ...* » brouhaha. Et comme nous n'avions pas l'intention encore une fois de nous étripper, on est sorti pour organiser notre coup. Là on était huit ; on a passé une heure à établir le plan de bataille : objectif la grève et l'occupation. Il fallait dès la première heure passer partout où on pouvait et appeler à une réunion à 10 heures.

On pouvait dans deux ateliers sur quatre : à la grande chaudronnerie et aux disjoncteurs, là où nous avions des gars, si on démarrait, les autres ateliers suivraient. J'insistais plus que de raison sur le peu que j'avais retenu de ce que m'avait dit Pierre Bois⁷⁹ depuis quelques années : il fallait absolument faire voter la grève, il fallait organiser le Comité de grève (CG), sans le syndicat ; les gars vraiment représentatifs ; et avec eux prendre la direction des opérations. Si des gars du syndicat voulaient, d'accord mais en tant que grévistes pas en tant que représentant du syndicat ; sur la base un gréviste = une voix ; et faire élire le CG ; bien expliquer que seule l'assemblée gréviste pouvait décider les orientations ; les membres du CG étaient là pour organiser l'application des décisions, etc.

Les autres copains comprenaient (on comprend vite dans ces situations-là). On était tous sur la même longueur d'onde, j'avais 25 ans et j'étais le plus vieux de la bande. Jamais ni les uns ni les autres, n'avions participé au déclenchement d'une grève. Et puis à quatre, on est parti à la Sorbonne voir ces foutus gauchistes, puisque tout le monde nous appelait comme ça dans l'usine ; autant savoir qui c'était.

Nous sommes rentrés à la Sorbonne par la place Paul-Painlevé. On ne savait même pas que l'entrée était de l'autre côté, inutile de préciser que pas un d'entre nous n'avait jamais franchi la porte d'une faculté ! Tout de suite, on a été impressionnés par le grandiose des bâtiments ; il y régnait un joyeux foutoir, la statue d'un type dans la cour était couverte de drapeaux rouges et noirs... On était quand même les terriens qui débarquent sur une autre planète.

Les seuls qu'on a trouvé sur place étaient soit des gens du PSU, soit des maos toutes versions, soit des anars. Les maos, ça ne nous plaisait pas parce que leur Staline, on ne comprenait pas qu'il y ait des révolutionnaires qui se réclament du fossoyeur de la révolution. C'est avec des gens du PSU qu'on a un peu discuté : de ce qui se passait à l'usine, de ce qu'on essayait de faire, mais on n'a pas accroché ; ceux qui auraient eu l'assentiment, c'était le groupe VO, parce que j'en avais parlé avec mes copains, mais le groupe VO n'avait pas de point organisé dans les facs à cette époque, le groupe VO était uniquement dirigé vers la classe ouvrière et les usines ; ce qui fait d'ailleurs, soit dit en passant, qu'il a été complètement à côté de la plaque dans la compréhension du mouvement de la contestation étudiante de 1968.

Avec la modestie, que n'ont pas eue bien des groupes politique de l'époque, de reconnaître le fait ; même si des camarades dont je suis ont analysé par la suite le fait comme une erreur importante (après coup...). La contestation étudiante, surtout ceux qui étaient en pointe à Nanterre et ailleurs, était très politique et pas du

⁷⁹ Pierre Bois (1922-2002). Ouvrier aux usines Renault (1946-1980), animateur de la grève d'avril-mai 1947. Militant de l'UCI (1942-1949, de VO (1956-1968) et enfin de LO (1968-2002).

tout corporatiste ; remettant en cause la hiérarchie des décideurs dominant les ouvriers, etc. ... toutes choses fondamentales dans la contestation de la société capitaliste. On ne refait jamais l'histoire... c'est comme cela ; le groupe VO dont je faisais partie n'avait rien compris.

Et puis on commençait à être fatigués ; et il fallait qu'on soit en forme le lendemain matin. Pour une fois, il fallait que tout le monde soit à l'heure. On a fini par aller se coucher. Je crois que j'ai dormi éveillé cette nuit-là. Je repassais dans ma tête tous les gars que je connaissais : ceux qui étaient d'emblée « pour » ; faire vite pour voir les autres ; ceux proches de l'appareil syndical... Pas la peine de discuter ; un tel, un tel, quels arguments ; sur qui on pouvait s'appuyer, de qui il fallait se méfier ; etc. C'était sûr on allait déclencher le coup. Le matin, j'ai mis le grand drapeau rouge dans la sacoche et en avant.

Le 16 mai

Après avoir fait le tour des quinze à vingt gars de l'atelier des disjoncteurs qui étaient les plus sûrs, la chefferie a renflé qu'il se passait quelque chose ; il a fallu jouer à cache-cache, un peu ; parce que de toute façon, vues les circonstances, on ne pouvait pas s'arrêter aux détails. « Réunion au vestiaire à 10 heures pour la suite tu en es ? Faut voir » « Oui d'accord ... ! »

Les jeunes étaient majoritairement pour et il y avait des secteurs de l'atelier – au montage et au câblage par exemple – où il y avait une majorité de moins de 21 ans. L'Alsthom Saint-Ouen était une boîte qui payait tellement mal qu'il n'y avait que des jeunes qui venaient s'y embaucher ; avec un turn-over extraordinaire. Dès qu'ils trouvaient autre chose, les gars partaient ; bien des travailleurs ne venaient même pas chercher leur compte.

Parmi les vieux, c'était beaucoup plus tangent ; certains n'y croyaient pas ; tous ceux qui étaient proches de l'appareil syndical ne voulaient pas ou ne répondaient pas. Mais certains autres aussi voulaient bien si c'était vraiment sérieux ; parce que « *ce n'est pas facile, tu sais* » quelques-uns des plus antistaliniens étaient gagnés sur l'idée du comité de grève. Ça discutait, tout le monde discutait, je me souviens particulièrement d'une femme d'un certain âge (il n'y avait que six femmes dans l'atelier) qui conduisait les ponts roulants. Je suis allé la voir. Un signe pour qu'elle me descende la ficelle. Je griffonne sur un papier « *On fait une réunion de tout le monde à 10 H* ». Elle me redescend le papier « *il va y avoir la grève ?* ». Je lui fais oui de la tête. « *Tu viendras ?* » Oui de la tête. Je n'ai jamais eu l'occasion de discuter avec elle du pourquoi de la chose. Jusque-là, cette femme ne participait jamais à rien quand il y avait un débrayage ou une réunion. Ces jours-là, elle était pour la grève.

À dix heures, l'atelier s'est arrêté complètement ; une partie des ouvriers s'est volatilisée ; ceux qui n'étaient ni pour ni contre ; un tiers environ, les autres se sont retrouvés aux vestiaires. Tous les « contre » étaient là ; l'appareil CGT était au grand complet. On a discuté, pas beaucoup d'ailleurs ; c'est moi qui ait pris l'initiative : « *les étudiants qui bagarraient ; profiter de la situation pour nous les ouvriers, etc.* » Côté CGT, intervention aussi ; pas méchante, mais comme des extincteurs. « *Pas tout d'un seul coup* », « *économiser nos forces* » etc. On connaît. J'ai donc fait voter « *ceux qui sont pour l'occupation* » par-là (à gauche) avec un large mouvement du bras. « *Ceux qui sont contre* » par-là avec le même geste vers la droite. Hésitations, discussions au corps à corps « *mais si, il faut y aller* », « *viens avec nous* », « *merde faut savoir ce qu'on veut* » et en quelques minutes les deux blocs étaient constitués. Pas une seule abstention ; on compte 76 pour l'occupation de l'usine. 78 contre (dont tout l'appareil syndical sans aucune exception). Un jeune copain me glisse à l'oreille « *On y va quand même, hein !* », « *évidemment, te casse pas !* »

J'ai donc annoncé qu'il y avait une réunion comme la nôtre dans les autres ateliers et donc on se retrouvait après la soupe (il était 11 h-11 h 30) avec le reste de l'usine. Il est notable, et je ne m'en suis même pas aperçu sur le coup, qu'on n'avait même pas discuté pour savoir si on était en grève ou pas. On avait discuté et voté directement sur l'occupation ; il faut voir que c'était évident qu'on était en grève ; toutes les caisses à outils étaient fermées, les machines arrêtées. On était en grève. Personne, ni nous ni d'autres n'a parlé des revendications, ça n'était absolument pas dans les préoccupations.

J'ai laissé les copains des disjoncteurs et j'ai foncé à la chaudronnerie, l'autre atelier où on devait démarrer. L'atelier était entièrement vide, pas le moindre coup de masse, pas même un ronronnement de poste de soudure. En fait, malgré les beaux plans qu'on avait échafaudés la veille, nos gars avaient démarré dès le casse-croûte du matin. Pas de réunion, pas de vote, rien, ils avaient remonté box par box et avaient mis l'atelier en grève avec bien souvent des arguments que la morale prolétarienne réprouve du style « *si on en a, c'est le moment de le prouver.* » Enfin ! Ça s'était avéré efficace. Les gars du syndicat avaient suivi. C'était un atelier où les militants PCF étaient bien là, mais beaucoup moins cohérents avec la politique de trahison officielle bien qu'ils soient remontés à fond contre les gauchistes. Un petit chef errait là et m'a dit que les grévistes étaient partis vers les plates-formes de montage des bobinages. C'était le secteur le plus corporatiste de l'usine. On n'y avait pas de contact et les gars étaient très imbus de leur savoir-faire. Comment allaient-ils réagir ? Là aussi, l'atelier était arrêté mais il y avait quelques gars dans l'atelier. En fait, la matinée était passée tellement vite que tout le monde était déjà dans la cantine ou sur le chemin. À la cantine, il y avait un brouhaha épouvantable. On avait l'impression que tout le monde avait quelque chose à dire en même temps que les autres. Tout l'appareil syndical

au sens le plus large était là. Notre bande aussi. Hilares les copains ! On passait partout pour dire qu'il y avait réunion de tous les ateliers devant le magasin central après la soupe.

Au rassemblement central en question, l'état-major syndical PCF avait pris le virage. Il entérinait sans discuter la grève. Proclamait l'occupation de l'usine et demandait qu'on forme le comité de grève avec moitié de délégués du syndicat et moitié des ouvriers des ateliers. J'ai commencé à expliquer que ça ne marchait pas comme ça, mais je n'ai pas été suivi. C'était l'euphorie et même une partie des jeunes qui s'étaient rapprochés de nous dans la matinée ne comprenaient pas pourquoi je voulais pinailler sur la composition du comité de grève. On était en grève, on occupait l'usine, donc ça allait.

Dans les faits, autant qu'on a pu en juger après la fin de la grève, les comités de grève partout ont été cela. Un moyen pour les syndicats d'englober tout le monde en assurant leur suprématie ; et partout ils n'ont été, dans les faits, que des moyens de faire passer la politique syndicale. Nulle part, ils ont été un moyen d'organisation autonome des travailleurs pour exercer le pouvoir sur leur propre grève. Ça s'appelait « *comité de grève* » mais comme le Canada dry ça n'en avait ni le goût ni la fonction. Ce qui s'est appelé « *comité de grève* » a donc été désigné et cela sans autre discussion.

Ainsi en deux heures, trois au maximum, ce jeudi 16 mai 1968, le PCF et l'appareil central du PCF avaient décidé de prendre la tête des opérations, de ne pas s'opposer aux grèves et même d'ouvrir les vannes. Ce qu'on a vu et vécu à l'Alstom s'est reproduit le même jour et aux mêmes heures dans les premières usines qui ont démarré, principalement en banlieue parisienne.

Le PCF en 1968

Il faut savoir, et seuls les plus âgés des camarades peuvent en témoigner, que le PCF de l'époque était une énorme machine militante, l'immense majorité des comités d'entreprise était leur chasse gardée quasi hégémonique ; toutes les banlieues industrielles des grandes villes à peu d'exceptions près étaient aux mains du PCF⁸⁰ ; la ceinture de Paris qui rappelons-le était truffée de grandes entreprises industrielles, était leur domaine et l'appareil syndicalo-politique, bien qu'ayant perdu une partie de sa superbe des années 1945-50, était aussi influent partout dans les grandes entreprises ; celles qui comptaient pour l'avant garde ouvrière.

Et la proximité permanente de l'appareil PCF lui permettait centralement, directement au niveau du bureau politique, de savoir exactement ce qui se passait dans la classe ouvrière et de prendre les initiatives en conséquence. Ce 16 mai 1968, le PCF au plus haut niveau a décidé de ne pas se laisser déborder par la vague ouvrière ; il venait en quelques semaines de perdre toute influence dans le milieu étudiant et « les intellectuels » ; il n'était pas question de subir la même mésaventure dans la classe ouvrière. À contre cœur et la mort dans l'âme, le PCF a décidé de prendre la tête des événements partout.

Ainsi, l'Alstom était à moins de 100 mètres de la mairie de Saint-Ouen avec pour député maire depuis des années, Étienne Fajon⁸¹, par ailleurs directeur de *l'Humanité*. Celui que les milieux politiques appelaient probablement à juste titre « *l'œil de Moscou en France* » ! Le lien direct, au plus haut niveau de l'appareil PCF était instantané. Et par ailleurs, il est connu que le PCF, au niveau du bureau politique avait le lien direct avec des militants dans une dizaine de grosses concentrations prolétariennes du pays. Des militants triés sur le volet, qui étaient parfois inconnus des autres militants de l'usine, et qui quelques fois même n'était pas dans l'organigramme des fonctions syndicales (pour être certains qu'ils ne soient pas influencés) qui avait pour mission de renseigner directement le bureau politique sur les réactions dans la classe ouvrière. L'Alstom n'était pas dans cette dizaine d'usine, mais Billancourt en faisait partie. Pour revenir à la grève, le jeudi 16 mai, nous ne savions pas que les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes étaient en grève, avec occupation, depuis le 14 mai, et que Cléon avait démarré aussi depuis le 15 mai ; on avait seulement entendu parler que les NMPP étaient en grève à Paris. Nous étions convaincus d'être les premiers.

Est ce qu'on se plaçait dans la perspective de la grève générale ?

Bien sûr que nous, nous étions quelques-uns à être pour, mais nous n'avions pas réfléchi, et ça ne nous avait même pas effleuré, de comment ça pouvait venir et comment ça pouvait se développer. Dans les quatre jours qui ont suivi, ça a été le grand mai 68 qu'il faut un peu démystifier pour comprendre les choses. Je crois me souvenir que, dès le vendredi 17, l'appareil PCF a commencé à prendre le virage mais c'est surtout le lundi suivant que la pyramide d'influence a agi à fond ; on a retrouvé la CGT-PCF partout à l'initiative, de la plus grosse entreprise à la plus petite ; de gré ou de force, c'était la grève. Et dans bon nombre d'entreprises, même des grandes, les travailleurs se sont retrouvés en grève proclamée par l'appareil syndical. Je ne crois pas qu'on puisse citer d'exemples où les travailleurs se soient battus contre ; parce que massivement et partout, les ouvriers étaient plutôt pour la grève ; mais dans l'immense majorité des entreprises le processus de mûrissement des

⁸⁰ À la suite des élections municipales de 1965 (et sans avoir retrouvé sa splendeur de l'immédiat après-guerre), le PCF contrôlait 1 134 municipalités dont 44 avec une population entre 30 et 100 000 habitants et deux avec une population supérieure à 100 000 habitants (Le Havre et Nîmes). Sur les 44, 25 étaient situées en Région Parisienne, où il contrôlait ainsi 23 % de la population.

⁸¹ Étienne Fajon (1906-1991).

consciences pour passer à une véritable attaque réfléchie du système patronal ne s'était pas fait et n'en était qu'à ses tout débuts. C'est fondamental pour comprendre l'absence totale de formes d'organisations indépendantes de la classe ouvrière en 1968.

À partir du moment où le PCF avait décidé d'ouvrir les vannes, d'un bout à l'autre du pays et quasi sans débordement, la CGT est restée maître du mouvement de A à Z.

À l'Alstom, je n'ai que peu de souvenirs précis des réunions du comité de grève. Seulement quelques épisodes agités ; d'ailleurs les gars les plus proches et moi-même avons rapidement pris du champ pour nous organiser indépendamment. La première décision du PC a été de faire sortir les femmes de l'usine le soir. Aucune femme, la nuit (des fois que ces sauvages d'ouvriers se conduisaient comme des porcs !). Ça situe le niveau auquel le PCF plaçait la barre en 1968 sur la question de l'émancipation des femmes. Et tout de suite, fermer les portes, tour de garde (des fois qu'on nous vole l'usine), cartes de gréviste, tampon (du CE parce qu'on n'avait rien d'autre !) et tout l'encadrement d'un appareil bureaucratique pesant ; et cantine gratuite pour tous (c'est le CE qui gérait). Le soir, ne sont restés qu'environ 100 à 150 travailleurs dont notre petite bande et tout l'appareil syndical, et le chiffre n'a guère bougé pendant toute la grève ; l'appareil contrôlait tout⁸².

Mais pendant la journée, il a fallu prendre le contrôle de l'usine, un gars est venu nous prévenir vers 15 heures que les deux directeurs et le chef gardien étaient encore dans l'usine et on est donc parti à quatre en patrouille pour les virer. Immédiatement flanqués d'un responsable syndical. On les a trouvés vers la rue des Bateliers. L'entretien a été bref. Le stal a commencé à leur servir du « *Monsieur je vous informe* », il n'a pas eu le temps de finir sa phrase, un copain a lancé « *c'est vous les directeurs ?* » (Nous, on ne les avait jamais vus) « *Alors vous avez cinq minutes pour dégager. Et le chef gardien (lui, on le connaissait), on ne veut pas le voir non plus !* » ce qui fut fait non sans que l'un des directeurs s'adressant au stal lui demande d'assurer la garde de la sous-station électrique. À 25 ans, virer les directeurs de l'usine, ça fait partie des petits plaisirs qu'il ne faut pas louper quand on peut se les offrir. Ça n'est pas grand-chose mais c'est toujours ça.

Une des réunions agitées de ce « comité de grève », ça a été quand le PCF a décidé d'enlever les drapeaux rouges des portes et de mettre les serpillières tricolores à la place. Là aussi, de mémoire, ça a été dans toutes les boîtes le même jour, bien que nombre de coins aient gardé le rouge jusqu'au bout. Le matin, les drapeaux de la porte qui donne place de la mairie avaient été remplacés. Quelle engueulade ! Le CG convoqué en urgence tous les arguments classiques : on est français, c'est un drapeau révolutionnaire, bande de versaillais, faut pas choquer ceux qui ne sont pas révolutionnaires. Tu confonds avec la caserne de CRS, etc. Et à un moment un stalinien, par ailleurs conseiller municipal de Fajon nous sort : « *les symboles ça s'interprète, le rouge c'est aussi ce qu'on met au cul des camions quand il y a un danger* » mais il n'y avait déjà plus que les staliniens et nous dans ce « CG » car très vite, tout comme ils avaient déserté l'usine, les travailleurs avaient aussi déserté les réunions « syndicales CG ». On a joué un peu à se piquer les drapeaux ; et je te mets les rouges et je te remets les autres... et on met les deux ; comme si ça ne voulait pas dire « *Vive la république !* ». Par contre à la porte des 27 mètres, rue des Bateliers, là il n'y a jamais eu de serpillière. Une équipe de gars s'était approprié la porte et en avait fait leur quartier général ; des gars de la chaudronnerie, des bobinages, et pas mal de la petite bande. Là, on était entre ouvriers et on n'acceptait pas leurs décisions. Barbecue, grillades,... c'était un peu plus sympa qu'à l'autre porte où la cahute des gardiens était habitée par le PCF.

Les manifestations

Le soir, très souvent, c'est à Paris que cela se passait ; et on partait de l'usine en voitures (on avait réquisitionné le stock d'essence de l'usine) pour aller aux manifs. Quand les stals nous voyaient passer, ils étaient verts. Combien on était ? Ça dépendait quand on dormait, du nombre de voitures disponibles (quelquefois une seule), mais on est aussi parti jusqu'à vingt de l'usine. Ça c'était plus passionnant que de garder les murs de l'usine. Évidemment quand on rentrait au matin, il ne fallait pas trop nous énerver. Les engueulades démarraient vite.

Dans le même temps, disons les trois premières semaines, à l'extérieur de l'usine, le lien s'était fait plus étroit avec une bande de gentlemen qui ne travaillait pas à l'usine. Qu'on avait gagné à la cause gauchiste : un secrétaire des JC de Saint-Ouen et des camarades de la ville tous originaires de Saint-Ouen plus ou moins JC ou ex-JC, que mai 68 avait fait basculer de notre côté.

Autant à l'usine, entre le PC et nous, c'était la paix armée parce que s'ils avaient voulu cogner ça n'aurait pas été simple pour eux, autant à l'extérieur de l'usine, en ville c'était la bagarre. On avait mis en place un point de rencontre place de la mairie devant la banque de France (devenue depuis le centre municipal) et « Voix Ouvrière » avait lancé une publication d'agitation (du Comité de Saint-Ouen) sur la ville qu'on distribuait sur les marchés et dans les HLM. Mais là aussi, la population au sens large n'était pas prête à participer, pourtant on

⁸² Durant toute la grève, il y a eu 560 cartes de grévistes distribuées, c'est à dire 560 travailleurs (sur 1 800 à l'effectif) qui sont venus au moins une fois. Il faut savoir que la carte de gréviste donnait accès aux aides dans les mairies, à la gratuité de la cantine, etc.

avait lancé l'idée « *Pour le pouvoir ouvrier, il faut transformer la mairie en Sorbonne* » Immédiatement, l'État-major municipal a répandu partout le bruit qu'on voulait attaquer la mairie ; et avec des voitures sono, il s'est mis à patrouiller en ville pour déverser ses saloperies. Il faut se souvenir de l'ambiance, c'était tract sur tract contre les brûleurs de voitures et les voyous gauchistes et côté ordurerie, Staline était encore bien vivant.

Mais ça ne prenait pas trop non plus auprès des habitants de la ville. Ils n'ont réuni personne à la mairie et leur mobilisation a fait plouf. En revanche, la bande des gauchistes de Saint-Ouen était déchaînée ; on distribuait sur le perron de la mairie pour voir s'ils allaient sortir ces... Tout le mois de mai 68, ça a été cela l'ambiance à Saint-Ouen : bagarre place de la mairie, calomnies déversées en veux-tu en voilà. Le PCF assurait le deuxième volet de sa politique vis à vis de l'État : il fallait lui pardonner d'avoir pris la tête de la grève générale dont il tenait bien les rênes parce qu'en même temps il était la force de frappe contre les gauchistes. La bourgeoisie française ne s'y est d'ailleurs pas trompée ; fin 68 elle a octroyé des droits nouveaux aux syndicats.

Le 24 mai : retour de De Gaulle

Quand De Gaulle a prononcé son discours de retour, le 24 mai, les copains de l'Alsthom étaient dans la manif devant la gare de Lyon. Tout le monde a écouté religieusement son discours, et quand il en eut terminé, une immense clameur s'est élevée : « *son discours on s'en fout* », « *le pouvoir, c'est nous ; la chienlit, c'est lui* » et on est allé se frotter aux CRS, je dirais comme chaque fois.

Nous étions une vingtaine de l'Alsthom, sommairement équipés, casques et gourdins. Ce soir-là, j'étais coupé complètement du groupe Voix Ouvrière ; c'était noir de monde dans tous les quartiers autour de la Bastille, impossible de se retrouver. J'ai donc pris contact avec un groupe qui avait l'air organisé qui se trouvait là en proposant nos services. Le brave gars qui avait l'air d'avoir le commandement était complètement désemparé. J'attends encore sa réponse. Ce jour-là, ça s'est pas mal frotté avec les CRS : charge-replis-recharge... ça devenait l'habitude.

Les manif de Mai 68 ; ça a été cela. Ceux qui étaient organisés, c'étaient les CRS, mais côté manifestants, il n'y avait aucune centralisation ; alors on bagarrait comme on pouvait, en évitant d'avoir trop de dégâts ; dans la plus totale improvisation. Il y a eu beaucoup de manif à Paris en Mai-Juin. D'ailleurs bien souvent, ça n'était pas des manifestations mais des descentes dans la rue à peu près spontanées ; très souvent les soirs.

Avec les gars de la chaudronnerie, un soir on s'est trouvé dans la rue devant l'école de médecine. Les CRS tenaient la place devant l'église Saint-Germain-des-Prés mais étaient entièrement cernés. Ils avaient disposé les cars en cercle touche-touche et le front ne bougeait plus. La campagne électorale était ouverte. Il y avait les panneaux électoraux dans les rues. C'étaient de bons boucliers : deux gaillards les portaient et les autres marchaient derrière ...

Ce soir-là, pour la première fois à Paris, je crois, les CRS ont tiré abondamment à la grenade offensive ; évidemment, les gaz ne servaient à rien quand ils étaient à contre vent. Et comme ils étaient en cercle, il y avait forcément des manifestant à contre vent.

Quand les premières grenades offensives ont pété, on s'est demandé ce qui se passait et très vite, souvenir de l'armée, les plus vieux ont dû expliquer que là, il ne fallait surtout pas essayer de les ramasser pour les relancer. On a donc passé quelques heures à avancer et à reculer. Je crois que ça ne s'est terminé qu'au petit matin.

Grenelle, Billancourt et Citroën

Ce matin-là, le 27 mai, on avait dû avoir une nuit agitée. Avec deux autres copains de l'usine, on se réveille vers 11 heures, on entreprend d'aller vers la cantine pour grappiller quelque chose à manger.

Évidemment, on tombe sur la bande du PCF-CGT et tous faisaient une tête pas possible, on les regarde étonnés et un gars de la CGT, un peu correct, (il y en avait 2 ou 3) nous explique avec des trémolos dans la voix que Séguy s'est fait huer à Billancourt. Ça n'a pas raté « *c'est bien fait pour votre gueule* » et on est allé casser la croûte. C'était donc le lendemain de Grenelle, Séguy était allé à Billancourt et Krasucki à Citroën pour présenter le résultat de leurs tractations avec le CNPF (Confédération nationale du patronat français). Les deux s'étaient fait huer et siffler autant à Citroën que chez Renault.

On a su ensuite que la CGT avait déjà fait voter la grève avant que Séguy n'arrive à Billancourt. Donc, ils avaient prévu le coup et une solution de repli. Mais à Citroën, ils n'avaient rien fait voter avant et c'est bel et bien la CGT et Krasucki qui étaient sifflés, Krasucki s'est immédiatement repris en affirmant au micro « *ça c'est ce que le gouvernement propose, mais la CGT n'a rien signé* » peut-être pas ; toujours est-il que dans les boîtes, c'est bien Séguy-Krasucki qui sont apparus comme s'étant fait huer à Billancourt et à Citroën.

Charléty

Qui a convoqué le grand rassemblement de Charléty ? Nous n'en savions rien, et ça n'avait aucune importance. C'étaient « les gauchistes », nous étions 20-25 de l'usine à Charléty ; pour une fois qu'il y avait un rassemblement vraiment indépendant et la bonne humeur tout au moins à l'aller ; parce que dans le meeting, ils ont donné la parole à différents politicards dont Barjonet l'apparatchik CGT en rupture de ban depuis peu, et Maurice Labi. J'étais fou de rage ; ceux qui prétendaient incarner la révolution déroulaient le tapis sous les pieds de ces salauds-là. J'ai gueulé comme un veau qu'on égorge ; ça ne servait à rien mais tant pis. Parce que moi, je les connaissais les uns et les autres. Surtout Labi, avec lequel des copains de Rhône-Poulenc et moi avions eu maille à partir quelques années avant (il était secrétaire de la fédération FO de la chimie). Ce foutu réformiste partisan du syndicalisme totalement intégré à l'allemande osait parler de révolution.

Seulement mes copains de l'usine, eux, ne comprenaient pas pourquoi j'étais en rogne, eux ne savaient pas qui c'était. Je n'ai pu leur expliquer qu'après. On est reparti de Charléty pas plus avancés que quand on y était arrivé, aucune perspective, aucune lucidité, rien. À l'image de tout mai 68. Un immense mouvement de masse surtout dans le milieu étudiant ; la plus grande (en surface) grève qu'ai connu ce pays, mais pas d'émergence des consciences de classe organisée, des opportunistes, des archi-staliniens faisaient figure de révolutionnaires. Version autogestionnaires, maoïstes au syndicalo-trotskyistes !

De Gaulle a disparu... et revient

Le pèlerinage de De Gaulle⁸³ dans l'Est n'a pratiquement pas été discuté à l'usine. On s'en foutait complètement ; et bien après, des interprétations fantaisistes ont été formulées comme quoi il serait allé auprès de son vieux copain Massu, pour se reconforter et s'assurer que l'armée était avec lui au cas où il y aurait une menace révolutionnaire...

C'était surtout les appareils syndicaux qui développaient cela pour justifier la reculade qui s'annonçait. Il ne fallait pas aller trop loin sinon l'armée interviendrait, etc. C'est bien mépriser De Gaulle que de faire croire qu'il ne savait pas que le PCF ayant la direction des opérations partout dans les usines et les quartiers, et qu'il y avait donc bien peu de risque de révolution ouvrière au point de devoir s'assurer de la fidélité de l'état-major. De Gaulle savait très bien jusqu'où le PCF était prêt à ne pas aller. Ça faisait des semaines qu'il tirait à boulets rouges sur les gauchistes, et De Gaulle savait très bien qu'il pouvait compter sur le PCF ; il n'y avait pas besoin de l'armée ou de qui que ce soit d'autre. Il les avait eu comme ministres vingt ans plus tôt, et il « *n'avait jamais eu à s'en plaindre* » (la formule était de lui).

Et quand il est réapparu, qu'il a annoncé les élections générales, le PCF s'est engouffré dans l'entonnoir, immédiatement.

Les beaux quartiers manifestent

De Gaulle⁸⁴ avait appelé à manifester sur les Champs Elysées. Ça on en a discuté à l'usine. Côté PCF CGT, silence radio. Aucune consigne. Rien. Ce fût encore une fois preuve donnée à De Gaulle que le PCF ne voulait absolument pas la bagarre, quoi qu'il arrive. On s'est retrouvé, et à ma connaissance ça a été le cas partout, couillonnés comme deux ronds de flans. Les copains, bien sûr étaient prêts à aller contre-manifester ; pas mal de gars du PC aussi d'ailleurs, mais personne n'a pris l'initiative dans ceux qui pouvaient peut-être la prendre ; surtout les chefs gauchistes étudiants, et évidemment pas le PCF non plus. On en a été réduits à écouter ce qui se passait à la radio. On était coincés. Ce jour-là, s'il y avait eu contre-manif ; ça aurait été la bagarre ; je crois pouvoir affirmer que la banlieue y serait allée ; et pas pour courir devant les charges des CRS, enfin !

Armement ?

Bien après la grève, il y a eu des « témoignages » de staliniens ou assimilés gauchistes disant que des armes circulaient. Ça ce sont des mythomanes ou des fantaisistes, ou les deux. À l'Alstom, la question a été posée par les ouvriers de la porte des 27 mètres (rue des Bateliers) de préparer du matériel pour se défendre en cas d'attaque. Immédiatement, ça a été l'engueulade avec la CGT. Pas question ; et quand les gars ont demandé qu'est-ce qu'on fait alors si le gouvernement envoyait les CRS, la réponse a été claire et sans équivoque : on ne résiste pas par la bagarre. Les gars se sont alors demandés pourquoi ils veillaient aux portes. Si c'était pour se replier sans broncher s'il y avait une attaque, ça n'était vraiment pas la peine.

⁸³ De Gaulle, en perte de vitesse après l'échec de sa conférence télévisée du 24 mai, part chercher des appuis auprès du général Massu, commandant en chef des forces françaises en Allemagne, à Baden-Baden, le 28 et revient le 29 mai.

⁸⁴ En fait, c'est Malraux, Debré et quelques barons du gaullisme qui ont organisé la manifestation du 30 mai.

Durant tout 68, je n'ai pas entendu parler une seule fois d'arme. Et pourtant on était dans une usine en pointe dans une banlieue qui avait une certaine réputation. D'ailleurs, des armes contre qui ? L'ennemi n'était pas dans les beaux quartiers, mais dans les usines mêmes en priorité ; le PCF-CGT assumait son rôle de police politique de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, (j'étais de ceux qui les considéraient comme cela à l'époque), ils avaient la direction de la grève et tenaient les rênes.

Les non-grévistes

Personne ne travaillait à l'usine bien sûr, mais tous les salariés n'étaient pas grévistes. Parmi les ouvriers, à aucun moment, il n'y a eu de pression pour la reprise. Par contre, du côté des cadres et de la chefferie, il y a eu des tentatives. Vers le 10 juin, ces Messieurs ont commencé à se réunir devant la Bourse du travail ; sachant cela, j'y suis allé un matin avec un gars de la chaudronnerie. Là, il y avait une centaine de guignols et deux ou trois gars de la CGT du 2^e collège (ingénieurs, cadres et techniciens) qui essayaient démocratiquement de les convaincre de ne rien faire contre la grève. Ils se débrouillaient comme des manches à essayer d'être démocrates compréhensifs alors que les autres scandaient « *un vote, un vote !* » J'ai alors pris la parole. Ce petit monde ne me connaissait pas et je ne les connaissais pas non plus. Ils m'ont écouté. Je me souviens bien de ce que j'ai raconté :

- « *Vous voulez un vote ?* »

- « *Oui* » « *Oui* » répond l'assistance.

- « *Mais nous les ouvriers on a déjà voté. On n'est pas des girouettes et on ne va pas remettre ça. Ce que vous voulez, c'est que la grève s'arrête. Alors moi qui suis un ouvrier de l'atelier, je vous le dis en clair. À longueur d'année vous avez tout le loisir de travailler et nous nous travaillons à l'atelier. Alors maintenant qu'on a décidé la grève, personne ne travaille. Et s'il y en a qui veulent jouer les héros à vouloir briser la grève, c'est simple, on les dégagera à coups de pompes.* »

Et j'ai arrêté là. Ils étaient tellement soufflés qu'ils n'ont même pas eu le réflexe de gueuler. Les stals ne savaient plus où se mettre. Le copain qui était avec moi m'a fait signe pour qu'on dégage ; c'est vrai que c'était un peu risqué. On en est resté là et on n'a plus entendu parler des non-grévistes.

Vers la reprise

Ce ne sont pas les anti-grévistes qui ont poussé à la reprise ; ça a été la CGT. On devait être le 15 juin (ou environ). Il n'y avait plus ni comité de grève ni quoi que ce soit, seulement la CGT et nous. Un tract CGT a annoncé que le comité exécutif CGT organisait un vote pour ou contre la continuation. Vote à bulletin secret en faisant voter tout le monde évidemment grévistes et non-grévistes. On s'est engueulé sérieux, mais le vote à bulletins secrets a eu lieu massivement encadré par les « militants du syndicat ». La masse des travailleurs était venue (à peu près la moitié de l'usine). Certains militants du syndicat n'étaient pas fiers du tout...

Mais à la surprise générale, la majorité était pour continuer la grève. Même dans les conditions où c'était fait, il y avait une majorité de grévistes. On a donc continué. Mais il était évident qu'un peu partout, les usines reprenaient le travail. Le périmètre de la grève générale commençait sérieusement à rétrécir. La technique du PCF et des syndicats après les accords de Grenelle qui avait été de saucissonner la grève en autant de grèves particulières qu'il y avait d'entreprises en ouvrant des négociations usine par usine, portait ses fruits et, à mesure que chaque patron lâchait quelques bricoles, la CGT appelait à reprendre.

Au total, Alstom Saint-Ouen avait été en grève cinq semaines. C'est alors le lundi 24 juin que, le moral général n'y étant plus, la CGT a appelé à cesser la grève. Cela s'est passé devant les bureaux à l'intérieur de l'usine. Là, il y avait du monde. Il n'y a pas eu de vote, rien. Seulement un discours fleuve du chef du syndicat. Quand il a eu fini sa lessive, avec le groupe de copains, je suis monté sur le perron, les staliniens ont coupé la sono ; ça gueulait contre eux en bas. J'ai donc parlé sans micro dans un silence total.

Contrairement à ce que disait la CGT, nous n'avions pas gagné la grève. Ceux qui avaient accepté le jeu électoral contre la grève générale étaient responsables de l'échec. Il faudrait recommencer dans les combats à venir en tirant les leçons de ce qui venait de se passer. Et sans entrain, tout le monde est reparti vers les ateliers.

Le comité d'action RATP

Le 22 mai, trois travailleurs de la RATP se présentent à Censier. Ils recherchent des étudiants pour former un comité d'action (CA). L'un d'entre eux a fait les barricades avec les étudiants (c'est un jeune) mais tous trois sont poussés par le désir de « *faire quelque chose* », ce qui leur paraît impossible à l'intérieur des organisations syndicales de la « Retape »⁸⁵. Un autre est ouvrier depuis plus de quinze ans à la RATP et c'est un syndicaliste de base qui a participé à toutes les grèves depuis 1953 et a été régulièrement exclu de tous les syndicats.

Dès le lendemain, le comité est constitué. Les problèmes sont nombreux, du fait que les 32 000 travailleurs sont extrêmement divisés géographiquement : 22 dépôts d'autobus, 17 ateliers, 14 têtes de lignes de métro, sans compter les sous-stations. On décide de commencer par rédiger un tract (qui sera distribué le 24 mai par les étudiants) appelant les camarades désireux de travailler dans un CA à se rassembler. Ce tract est modéré : on n'y aborde pas le problème des syndicats.

Des travailleurs de divers dépôts et lignes viendront nous rejoindre au cours de la semaine suivante (Balard, Ligne de Sceaux, Nation 2 et 6, Lebrun). Les principales discussions, qu'un souci « tactique » très discutable nous retiendra d'exposer dans nos tracts, portent sur les problèmes suivants :

- Comment forcer le barrage que les syndicats opposent à la communication (entre travailleurs et étudiants, etc.) selon le vieil adage « diviser pour régner » ?
- Comment mettre en lumière la vraie nature de la grève que les syndicats, spécialistes du marchandage de la force de travail du prolétariat, veulent à tout prix maintenir dans des limites revendicatives ?
- Comment organiser la solidarité avec les grévistes sur un autre mode que celui de la charité ou du « geste spectaculaire » ?
- Analyse dénonciatrice du rôle des syndicats, que leur mode d'organisation hiérarchisée condamne à n'être que des instruments du pouvoir.
- Comment le prolétariat doit-il s'organiser pour prendre en main son destin sans déléguer à quiconque ses pouvoirs (cf. les comités de base de Rhône-Poulenc) ?

Au cours de la semaine, nos actions resteront bien en deçà des thèmes de discussion parce qu'il nous faudra avant tout chercher, longtemps sans succès, à multiplier les contacts. Ce dont la vocation était de se transformer rapidement en comité de liaison restera un comité d'action d'une trentaine de membres, fonctionnant en circuit fermé.

Les travailleurs prennent la relève de la distribution des tracts pour éviter les heurts qui se multiplient entre étudiants et délégués soucieux d'éviter « toute provocation ». Pour les mêmes raisons discutables, nos tracts resteront eux aussi en deçà des thèmes de discussions, ils portent sur :

- Information : il existe un CA RATP.
- La tentative de faire jaunir les jaunes en ironisant sur la « liberté du travail ».
- Le refus des revendications dérisoires et le rappel des revendications minimales (qualitatives, et non quantitatives).

Les accords de Grenelle, l'annonce de votes prochains dans les dépôts, la diminution numérique des piquets de grève laissant présager une reprise immédiate vont accélérer notre action. Le 4 juin, distribution d'un tract appelant à la poursuite de la grève, rédigé sur l'initiative des travailleurs des terminus Nation 2 et 6.

Devant les dépôts, les chiens de garde syndicaux redoublent de vigilance : en leur absence, les contacts sont nombreux, fructueux et fraternels, dès qu'ils sont là les choses se gâtent : au dépôt Hainaut, ils accusent deux camarades de la ligne de Sceaux (dont l'un compte douze ans de service) d'être des agents provocateurs n'ayant jamais appartenu à la RATP et les font foutre à la porte par les travailleurs qu'ils ont trompés. (Détail savoureux : ces camarades sont, ou plutôt étaient, syndiqués à la CGT.)

Le lendemain, une cinquantaine de travailleurs se présente à la Bourse du travail, 15, rue Charlot, pour se renseigner sur les résultats du vote du réseau et de la réunion intersyndicale qui venait de s'y tenir. On leur interdit l'entrée à coups de poing (la CGT n'a pas lésiné sur les calomnies, d'ailleurs contradictoires, pour tenter de justifier l'action des « *travailleurs manuels qui gardaient les portes* » : nous étions payés par les Américains, par la police, par le gouvernement, par la CFDT, etc.). On rédige aussitôt plusieurs tracts qui seront distribués le soir même :

- Le premier dénonce l'accueil réservé aux travailleurs par la CGT et ses gros bras, les manœuvres d'influence des votes et le truquage des résultats quand l'influence était insuffisante, l'utilisation malhonnête du monopole de fait des moyens de communication entre travailleurs grâce à laquelle les syndicats s'approprièrent à faire reprendre le travail contre la volonté de l'ensemble des travailleurs.

⁸⁵ Surnom donné par les salariés à l'entreprise indiquant qu'y travailler, c'est se prostituer.

- Les autres, signés par ceux qui étaient décidés à continuer la grève malgré les menaces de la CGT (qui avait annoncé qu'à partir du lundi 6 juin à 8 heures, elle ne couvrirait plus les grévistes) appelaient les camarades à prendre dans chaque terminus et dépôts des décisions semblables.

Le jeudi 6 juin, malgré l'ordre des syndicats, la grève continue dans divers dépôts. Dès que le fait est connu, les syndicats délèguent leurs « huiles » pour mettre bon ordre à cette situation intolérable. Malgré le titre historique de L'Humanité du 6 juin (« *Cheminots, RATP, Postiers, mineurs, EGF, etc. : Reprise victorieuse du travail dans l'unité. !* »), on apprend bientôt que la reprise a été laborieuse à Gonesse, Ivry, Les Lilas, Croix-Nivert, Clichy, Montrouge, Lebrun, Nation 2 et 6, etc. Les tentatives de redébrayage se sont multipliées, un peu partout les travailleurs se sont regroupés en vue d'une action.

C'est ainsi que le vendredi 7 juin, une cinquantaine de camarades du dépôt Croix-Nivert se réunissent (dans un bistrot, malgré l'invitation d'un camarade de Lebrun à se rendre à Censier, car, influencés par leurs délégués, beaucoup répugnent encore à contacter ouvertement les « *gauchistes et les provocateurs étudiants* »). Devant la violence des questions et des réponses de leur base, deux délégués CGT venus défendre les positions merdeusement (la suite l'a prouvé) électoralistes de leur syndicat, décident, quand leur position est devenue intenable, de se retirer sous prétexte qu'on fait de l'anti-syndicalisme (attitude du curé vertueux qui, devant un blasphème, se bouche les oreilles : « *Je préfère ne pas entendre ça* »). On est libre alors de se transporter à Censier. Résultat de la discussion : convocation par tract d'une assemblée générale des travailleurs de la RATP pour le lendemain.

Le tract est distribué pendant toute la matinée du samedi 8 juin. L'assemblée se réunit ; les travailleurs du dépôt des Lilas annoncent qu'ils viennent de se mettre en comité ouvrier (ou comité de base, ou conseil ouvrier, ou soviet, ou conseil des travailleurs, etc.). On constate que partout le processus a été le même : quand les grévistes n'ont pas voté la reprise à contrecœur sous la pression syndicale, les délégués, truquant les résultats globaux, ont donné l'ordre de reprendre le travail au nom de l'« *unité de la classe ouvrière dans la lutte* » (un exemple : Lebrun s'est prononcé à 80 % pour la poursuite de la grève, mais un curieux lapsus fait annoncer par la CGT, dans les autres dépôts, que Lebrun est à 80 % pour la reprise). Dans ces conditions une relance de la grève paraît possible, mais nous ne sommes pas assez nombreux ; on rédige donc un nouveau tract, appelant à une nouvelle assemblée générale pour le lundi 10 juin.

Lundi 10 juin : succès presque complet, 11 dépôts, 9 lignes et 1 atelier sont représentés. Chacun raconte le déroulement de la grève sur sa ligne ou dans son dépôt : les faits sont décidément les mêmes partout ; c'est le manque de liaison entre les travailleurs qui a permis de tromper les grévistes et de les mettre en échec. On décide de former un comité de liaison groupant deux camarades de chaque dépôt. Au cours des débats visant à l'organisation des travailleurs en CA débouchant sur la formation de comités de base et pendant que les camarades du comité de liaison s'étaient retirés dans une autre salle pour rédiger un tract appelant à cette forme d'action, une autre tendance se manifesta : un certains nombres de camarades, en majorité des jeunes, se déclaraient fatigués des « palabres » et réclamèrent « *une action immédiate, reprise ponctuelle de la grève dans certains dépôts par les plus décidés qui devaient réussir sans peine à entraîner tous les travailleurs* ». Cette tendance, qui n'était pourtant pas incompatible avec l'autre, finit cependant par l'emporter dans une certaine confusion qu'on peut rendre responsable d'un double échec :

- d'une part les tentatives d'organisation, fondées sur le constat du rôle des syndicats, furent laissées au second plan alors qu'elles auraient été positives ;
- d'autre part, la reprise ponctuelle de la grève ne put avoir lieu car, prises dans l'enthousiasme d'une assemblée de 400 ou 500 personnes, bien des résolutions ne résistèrent pas à l'épreuve de la réalité.

CONCLUSION

Le pari stalinien

Un des faits les plus marquants de mai-juin 68 est l'attitude qu'ont prise le PCF et la CGT après la première semaine de grève : noyer le mouvement naissant dans le flot d'une grève déclenchée et contrôlée. Bien que l'histoire et principalement la reprise de juin aient donné raison à la stratégie du PCF et de la CGT, c'est à dire qu'il n'y a pas ou peu eu de débordements, le risque était réel (et est toujours réel) qu'un mouvement de grève générale libère des énergies qui peuvent échapper à ceux qui l'ont lancé.

Quels ont été les éléments d'analyse qui ont permis le 17 mai que soit prise la décision de lancer la grève générale ?

Le mouvement de grève qui débute le 14 mai chez Claas et Sud-Aviation se propage ensuite à Renault-Cléon, puis fait tache d'huile mais reste minoritaire quantitativement (200 000 grévistes, le 17 mai) mais aussi qualitativement. Bien sûr, les données précises manquent mais la grève n'est pas majoritaire dans les entreprises où elle éclate surtout en termes de participation des grévistes. Même si dans de nombreux cas (exemple phare de Cléon), ce sont des jeunes ouvriers décidés qui lancent l'action, ils sont souvent rejoints par des ouvriers plus anciens, souvent militants de la CGT. Pour résumer, une grève minoritaire mais qui bénéficie de la passivité bienveillante des autres ouvriers des entreprises concernées. Néanmoins, le mouvement est déjà ascendant et il augure de potentialités (voir plus loin les exemples donnés à propos de l'action du CATE Censier). Des contacts se sont noués avec des extérieurs et plein d'entreprises sont prêtes à entrer en grève, ce qu'elles feront d'ailleurs entre le 18 et le 21 mai. Sauf qu'à ce moment, la grève générale lancée à la SNCF, la RATP et dans les secteurs clés où l'appareil PCF-CGT est hégémonique les fait disparaître de l'avant-plan (sauf à proximité géographique). Donc, la décision de la CGT a été prise en temps opportun, a agi comme contre mouvement préventif. Bien sûr, aucun ouvrier ne s'est plaint d'avoir été mis en grève par les troupes PCF-CGT (en Seine-Saint-Denis, par exemple, le 18 mai au matin) mais dans ces entreprises-là, il n'y aura dès le début peu de grèves « actives » mais une occupation légère contrôlée par la CGT.

Mais revenons au 17 mai. La CGT de par son implantation nationale, ses centaines de milliers de militants, dispose de beaucoup plus de capteurs que quiconque pour apprécier la situation après le 13 mai. D'abord, il y a la faiblesse temporaire de l'exécutif dont, à tour de rôle, une des deux têtes est absente (Pompidou du 3 au 10 mai en visite en Afghanistan, puis De Gaulle du 14 au 20 mai en Roumanie) et les intérimaires ne sont pas aussi compétents : ils n'ont pas vu venir la crise étudiante et n'ont pas réussi à pacifier la situation qui culmine le 10 mai, lors de la nuit des barricades. La retraite intelligente de Pompidou, le 11 mai (réouverture de la Sorbonne, libération des emprisonnés) qui joue sur le manque de rebond du mouvement étudiant (ce qui arrive en fait) est interprétée par la population et surtout la classe ouvrière comme une défaite du pouvoir, de ce pouvoir qui semblait presque invincible, omnipotent. Les étudiants ont montré qu'on pouvait y aller et que cela payait, y compris en utilisant la violence contre la police. Police qui, à Paris, garde la maîtrise de la situation et évite les trop grosses bavures. Pour beaucoup d'ouvriers, y compris les militants CGT, c'est le moment d'en profiter. Les manifestations du 13 mai si elles sont un succès masquent un peu la participation à la grève plus inégale. Mais elles permettent que des milliers d'ouvriers, même superficiellement, soient au contact des étudiants et entendent une autre musique que les rengaines des manifestations syndicales « traîne-savates ».

Depuis le début de l'agitation étudiante, le PCF, dont les effectifs universitaires de l'UEC, ont été laminés depuis 1965, n'a pas soutenu le mouvement (c'est peu dire, voir l'article de G. Marchais dans *l'Humanité* du 3 mai) et a essayé de le freiner du plus possible. Peine perdue et, au contraire, le PC est encore plus discrédité. Mais du secteur universitaire, peu lui chaut. En revanche, si un mouvement du même type éclate et se développe en milieu ouvrier, alors là, c'est un autre problème, c'est l'existence même du PCF, et dans une moindre mesure de la CGT, qui peut être menacée. Et, malheureusement pour les stalinien, c'est ce qui semble arriver ; la grève démarre en dehors de toute consigne syndicale et se propage. Alors qu'au début (voir l'exemple de l'Alsthom), les stalinien font la sourde oreille ou s'opposent aux velléités autonomes, après le 17 mai, c'est la volte-face. Le bénéfice est double :

- La grève lancée devient sa propriété, les militants CGT qui veulent profiter de l'occasion sont rassurés, et vis à vis du gouvernement et de l'État, le couple PCF-CGT se justifie comme garant du maintien de l'ordre et maître des destinées du « troupeau ouvrier ».
- L'opération, dans sa première phase, a réussi : le danger « gauchiste » en milieu ouvrier a été écarté. Il faut maintenant, en maintenant et contrôlant la pression, obtenir des avantages de l'État et du patronat pour favoriser la reprise.

Les faits donnent raison à cette vision, même si le rejet des accords de Grenelle, dans la plupart des entreprises, le 27 mai, semble l'infirmier. Semble, car à y regarder de plus près, le mouvement reflue dès le 3 juin

et la tendance deviendra irréversible après la reprise de la SNCF et surtout de la RATP, après le 6 juin, et même si le point de non-retour ne sera atteint que le 14 juin, malgré les événements spectaculaires de Renault-Flins et Peugeot-Sochaux et les diverses reprises arrachées au forceps par la CGT ; il ne restera ensuite que les sympathiques jusqu'au-boutistes. Quelles peuvent être les raisons de ce succès de la reprise ?

D'abord, dans les secteurs clés qu'elle contrôle (SNCF, EDF-GDF, Mines), à l'exception de quelques contre-exemples marginaux, la CGT a réussi à arrêter ce qu'elle avait commencé. Ensuite, la grève n'avait pas été voulue par l'immense majorité des grévistes qui n'y participaient pas : il n'y avait aucune raison qu'ils se transforment, au jour de la reprise, en grévistes enragés (là encore sauf contre-exemple de Peugeot-Sochaux où les ouvriers qui avaient voté la reprise repartirent en grève pour s'affronter aux CRS. Mais si ce fut une victoire d'organisation militaire payée de la mort de deux ouvriers, cela ne déboucha sur aucune velléité d'autonomie politique des ouvriers).

Après plus de deux semaines de grève, la lassitude se fait sentir à l'extérieur des entreprises : la peur de l'inconnu, le saut de la paye ; tout ceci fait basculer les modérés, les hésitants du côté du retour à la normale. Enfin, dans les rares endroits où les ouvriers se sont organisés et sont décidés, la rouerie, les pressions amicales ou plus fortes, la démoralisation seront les partitions que les solistes PCF-CGT joueront à merveille en s'appuyant sur la faiblesse des expériences d'autonomie ouvrière...

L'autonomie ouvrière

Il peut paraître facile après coup de planter son capteur à autonomie ouvrière dans un mouvement et de décréter qu'il n'y avait pas, ou très peu, d'exemples. Mais c'est malheureusement la seule méthode pour balayer les illusions (que l'on paye toujours, tôt ou tard) sur la pratique et les qualités d'un mouvement.

Rappelons ce qu'est l'autonomie ouvrière. Elle indique l'acteur, la classe ouvrière, et sa façon d'agir, l'autonomie. Elle indique donc pour la classe ouvrière son action indépendante et opposée, évidemment par rapport à l'État, mais aussi et surtout des syndicats et des partis de « gauche ».

L'autonomie ouvrière définit tout à la fois, pour la classe ouvrière en lutte, ses objectifs, les moyens pour y parvenir, ses modes d'organisation et sa capacité à penser ses luttes avant, pendant et après. Elle se traduit donc par une centralisation politique bâtie à partir des ateliers, fondée sur le refus du principe de délégation et la participation active du plus grand nombre.

Dans ce processus de singularisation politique du prolétariat, l'organisation ne se cantonne pas aux usines mais envahit toute la société de la question du logement à celle des transports en passant par l'éducation et le ravitaillement. Pleinement déployée, elle combat pied à pied l'invasion par le Capital de toutes les sphères de l'activité humaine et anticipe ce que pourrait être une société communiste.

Revenons à mai-juin 1968 et regrettons au passage, que ceux qui auraient été le plus à même de faire cela il y a 50 ans - et nous pensons aux camarades impliqués dans le CATE Censier - ne l'ont pas fait et même s'ils ne se sont pas bercés d'illusions triomphalistes, ils n'ont pas porté plus avant le fer de la critique des limites du mouvement. Outre la faiblesse quantitative⁸⁶ des mouvements faisant preuve d'autonomie vis à vis des syndicats - tous les syndicats car pendant un temps en mai-juin 68, la CFDT a joué une partition dissonante vis à vis de la CGT pour mieux récupérer les énergies basistes et accroître sa place au soleil du syndicat d'État -, s'y ajoute une faiblesse qualitative due principalement à l'inexpérience des militants et des ouvriers multipliée par la nature même de mai-juin 68 : une immense grève passive.

Souvent la question est posée de savoir pourquoi ce qui s'est passé en Italie⁸⁷, à partir de février 1968, se manifestant par la création d'organes ouvriers autonomes comme les CUB (*Comitato Unitario di Base*, Comité Unitaire de Base), principalement à Milan, comme ceux de la Pirelli, de la Borletti, de la Philips, etc. capables d'imposer pratiquement contre les syndicats et partis des formes et des contenus de lutte faisant avancer l'autonomie ouvrière, ne s'est passé en France en mai-juin 1968. Un des éléments de réponse se trouve dans le fait que les petits groupes opératoires qui intervenaient aux portes des usines en Italie ont été capables d'attirer à eux des militants formés par la lutte, qui en avaient déjà animées certaines, qui étaient donc reconnus comme « leaders » ouvriers et qui avaient déjà, par leur propre réflexion, compris la nécessité que, pour répondre aux besoins ouvriers, il fallait une autre pratique, une autre politique que celle que proposait partis et syndicats. Or, de telles figures n'ont pas existé en France. De plus, en Italie, les militants gagnés à l'autonomie ouvrière ont pu, avant 1968, mettre en pratique à petite échelle leurs principes. Cela aussi a encore moins existé en France. Les

⁸⁶ Selon Seidman, à peine 10 % des entreprises en grève avaient des contacts avec des « gauchistes » ou plus exactement avec des militants extérieurs hors PCF.

⁸⁷ Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages sur l'autonomie ouvrière en Italie, publiés aux éditions *Les Nuits Rouges : La Fiat aux mains des ouvriers - L'automne chaud de 1969 à Turin*, de Diego Giachetti et Marco Scavino ; *La garde rouge raconte - Histoire du comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975 -78)* d'Emilio Mentasti ; *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera - Du comité ouvrier à l'assemblée autonome (Vénétie - 1960-1980)* de Gianni Sbroggio et Devi Sacchetto.

luttons de 1967 et du début 1968 (dont celles que nous avons évoquées) n'ont pas produit de telles minorités. Au début de mai 1968, il n'existait donc rien du point de vue de l'autonomie ouvrière. La vague de grèves, à partir du 14 mai, n'a pas eu le temps de se développer librement, noyée qu'elle a été par la grève générale déclenchée par le PCF-CGT à partir du 18 mai, et n'a donc pas non plus produit de telles minorités organisées. Enfin, si mai-juin 1968 avait fonctionné comme préparation, répétition alors, dans un deuxième temps, les minorités auraient pu se développer. Mais « Octobre » n'est pas venu après « Février ». À partir de 1971, lorsqu'une vague de grèves a indiqué des ferments d'autonomie ouvrière (comme nous le verrons plus loin), ceux-ci sont restés limités usine par usine et aucun n'a pu donner sens aux autres.

Nous examinerons plus loin l'expérience du CATE Censier qui approche le plus la tendance à l'autonomie ouvrière, c'est à dire le fait que des groupes d'ouvriers s'organisent eux-mêmes contre les partis et les syndicats en comités de base ou d'action (peu importe le qualificatif) et soient capables d'agir sur la grève, relier les conditions particulières aux conditions générales du capitalisme et penser leur pratique comme politique. Si de tels cas ont été rares en mai-juin 68, en revanche deux avatars ont surgi à la même époque : l'Autogestion (qui débouchera en 1973 sur la grève chez Lip à Besançon) et la mythification des « comités centraux de grève ».

L'autogestion, mythe et réalité



On a commencé à parler beaucoup d'autogestion en 1968. Si cela correspondait au programme du PSU, de certains anarchistes ou sous le vocable de « contrôle ouvrier » aux trotskistes, ce concept qui signifie littéralement exploitation des exploités par eux-mêmes, dans la plupart des cas, il s'est agi surtout d'assurer, par les ouvriers eux-mêmes, des productions indispensables⁸⁸, ou de maintenir en état l'outil de production⁸⁹, ou d'assurer le ravitaillement ou l'approvisionnement d'essence⁹⁰. À Clermont, dans l'Oise, le personnel de l'hôpital psychiatrique applique de lui-même la semaine de 40 heures sur cinq jours. Des actions plus élaborées ont lieu à l'Observatoire de Meudon et à celui du Puy de Dôme où un « Conseil d'autogestion » est créé. Les chercheurs et les techniciens y réfléchissent à améliorer les méthodes de gestion et de travail en groupe ; ceux de Saclay iront dans le même sens. En fait, dans ces cas, le haut niveau de qualification du personnel et l'habitude du travail en équipe favorisent les essais. La tentative la plus poussée « d'autogestion », ou du moins telle qu'elle a été présentée, aura lieu à la CSF de Brest⁹¹, où la CFDT est le syndicat le plus important.

⁸⁸ À Fontenay-aux-Roses, où la pile Triton est laissée en marche pour fournir des radio-isotopes aux hôpitaux.

⁸⁹ Chez Péchiney, à Noguères, pour éviter d'endommager les fours d'alumine.

⁹⁰ À la raffinerie de pétrole de Grand-Couronne, près de Rouen, l'essence est distribuée par le comité de grève qui établit lui-même les priorités.

⁹¹ Repris de Delale et Ragache, pp 94 et Vincent Porhel « L'autogestion à la CSF de Brest ».

L'usine, inaugurée en 1962, fabrique et met au point des radars destinés à l'armée. Elle comprend deux grandes unités : le « laboratoire » dans lequel travaillent 35 ingénieurs et 140 agents techniques et la fabrication comprenant 600 ouvriers dont 200 femmes OS. Sur les 1 100 salariés, on compte 70 cadres (35 ingénieurs de laboratoire et 35 cadres de direction et de production). Cette usine délocalisée de la banlieue parisienne se caractérise donc par une importante fonction de production aux dépens de l'activité de recherche, ce qui est une particularité commune à l'ensemble de l'industrie électronique bretonne. La CFDT y est largement majoritaire : elle regroupe 83 % des ouvriers contre 17 % à FO.

Le 20 mai 1968, la grève démarre et les locaux sont occupés. Aussitôt, les militants CFDT organisent des groupes chargés du dépannage urgent, de l'animation, du ravitaillement, des finances, etc. Des liens sont établis avec des paysans de la région qui aident au ravitaillement. On pratique le crédit en faveur des grévistes (le conflit ne se termine que le 24 juin). Dans les ateliers, on projette des films, des diapos et l'on organise des débats avec des gens de l'extérieur : à plusieurs reprises, des militants de l'UNEF sont invités à venir s'exprimer et à participer à ces débats; des enseignants font une conférence sur l'éducation sexuelle. Des membres de la direction peuvent aussi venir prendre la parole.

Au-delà des revendications classiques, la CFDT réclame la création de commissions ouvrières. Elle met en place une de ces commissions, composée de membres de la direction et de 12 salariés qui rédigent des rapports sur : l'information du personnel, sa participation à la gestion de l'entreprise, les conditions de travail, etc. Certains grévistes pensent un moment à remettre l'usine en marche. Le projet échoue car les circuits financiers sont bloqués et, de plus, l'armée (le plus gros client) n'accepterait jamais. Il n'y a donc pas eu de réelle autogestion à Brest, tout au plus une amorce de cogestion

Surtout cette « autogestion » ne concernait vraiment que les ingénieurs (par rapport à la direction) ou les techniciens (par rapport à la direction ou aux ingénieurs) mais la majorité des ouvriers ne voulaient que fuir le travail et ne pas se considérer comme travailleurs productifs. Pour conclure sur ce bref rappel (parce qu'on imagine plus, aujourd'hui, quelle importance disproportionnée a été donnée ne serait-ce qu'à l'autogestion brestoise), il ne s'est agi que principalement de maintenir et préserver l'outil de travail, pour bien souvent, anticiper le retour à la normale. Et quoi de plus beau que ces ouvriers qui savent faire aussi bien que le patron... sans lui ?

Les comités centraux de grève

L'exemple le plus connu et le plus mythifié est celui de Nantes. Depuis les manifestations du 24 mai, le préfet s'est barricadé dans la préfecture, où la majorité des employés sont en grève. La police n'apparaît plus sur la voie publique; la municipalité est en crise, puisqu'une partie de ses membres vient de se déclarer démissionnaire. Le CCG (en fait l'intersyndicale CGT-FO-CFDT)⁹² s'installe alors à l'hôtel de ville et assure des services tels que les pompes funèbres ou l'état civil. En fait, le CCG pallie les urgences que ne remplissent plus les services étatiques. Le 27 mai, le CCG fête sa récente formation en organisant un défilé de 50 000 personnes ; le 31, il appelle à une nouvelle manifestation et 30 000 personnes répondent encore à son appel. Mais, dès le 3 juin, il décide de rendre à la municipalité les fonctions politiques qu'il exerçait, évacue l'hôtel de ville et installe la plupart de ses services au siège des syndicats d'agriculteurs. Symbole du temps, le préfet reprend aussitôt le contrôle de la distribution de l'essence.

Les comités d'action

On ne peut pas dans le cadre de ce texte retracer toute l'histoire des comités d'action apparus après le 10 mai. Le témoignage sur celui de Montreuil donne des indications sur leurs forces et leurs faiblesses. En revanche, on peut revenir sur le plus intéressant⁹³, le Comité d'action travailleurs étudiants (CATE) dénommé aussi CA Censier, de la faculté où il s'est réuni du 12 mai au 16 juin 1968.

Dès sa constitution autour d'une poignée de camarades, le futur CATE s'isole des groupuscules gauchistes et décide d'intervenir dans les entreprises en vue de développer les liaisons (et les actions) entre travailleurs eux-mêmes et les étudiants ou militants extérieurs. Les principaux animateurs sont des inorganisés mais aussi des militants de La vieille Taupe, et peu après du GLAT.

Les premiers jours sont consacrés à la distribution de tracts et à l'établissement de contact avec les ouvriers, en espérant ensuite créer des CA dans les usines alors que la grève n'en est qu'à ses balbutiements. Ainsi, la Fnac Châtelet (contacts le 17, création d'un CA le 21 mai), puis le BHV (avec création d'un bulletin commun *La Base*), l'imprimerie l'Illustration à Bobigny le 17, Frimatic à Puteaux, Dassault à Suresnes, Decauville à Corbeil, Thomson Houston à Bagneux, le 17, l'Imprimerie Lang (XIX^e) et surtout les NMPP (Paris-Réaumur et

⁹² CGC auto proclamé par les fédérations et ne comprenant pas de militants désignés par les usines occupées.

⁹³ Voir le livre de Jacques Baynac « *Mai retrouvé* », Robert Laffont, 1978.

Bobigny), Rhône Poulenc à Vitry qui avec Citroën Balard et la RATP dépôt Lebrun (XIII^e) seront les endroits où le CATE aura le plus d'influence.

Les premières actions du CATE accompagnent donc les premières grèves ou vellétés de grève avant le 18 mai, date où la CGT décide de lancer la grève générale pour noyer le mouvement. Témoignages précieux qui montrent l'existence d'une faible minorité d'ouvriers (en moyenne 10 % par entreprise, selon Baynac) prêts à aller sans s'appuyer sur les syndicats.

À Citroën (XV^e), grâce à des contacts personnels, le CATE présent, dès le 18 mai, participe au démarrage de la grève le lundi 20 mai. Ne négligeant pas les immigrés qui constituent 60 % de l'effectif, il distribue un tract en quatre langues (espagnol, portugais, arabe et serbe) appelant à la grève et à son organisation. La grève n'étant pas acquise, la CGT les laisse agir (ils poussent à l'occupation de l'usine) et reprend ensuite leurs revendications. Mais dès le 21, la grève acquise, la CGT tient les portes et les empêche physiquement d'entrer dans l'usine⁹⁴. Mais les contacts continueront à l'extérieur. Le CATE développera plusieurs actions de contacts entre ouvriers des différents sites Citroën (Levallois, Saint-Ouen, Nanterre) en faisant un travail en direction des foyers d'immigrés de la banlieue⁹⁵. Lorsque le 22 juin, la CGT négocie la reprise avec la direction de l'entreprise, le CATE réussira à entraver celle-ci pendant deux jours.

Conscient des limites de la grève générale après le 18 mai, le CATE diffusera plusieurs tracts appelant « à transformer la grève passive en grève active », mais, hormis Rhône Poulenc à Vitry, où la participation à la grève atteint les 50 %⁹⁶ (sur un effectif de 3 500 salariés) et où le CATE a une influence certaine (bénéficiant, il est vrai d'une CFDT plus « basiste » et hostile à la CGT), il est ainsi apte à réunir dans l'usine, le 24 mai une assemblée de 300 ouvriers et, le 28 mai, de s'opposer à une tentative de la fédération CGT de faire reprendre le travail⁹⁷, les résultats sont décevants et il n'y a pas d'écho en faveur de cette « transformation ». Mais c'est la nature du mouvement qui est en cause : avant le 18 mai, lorsque la grève a démarré en dehors des consignes syndicales confédérales, la grève était presque partout minoritaire (à des degrés divers) et les ouvriers décidés n'étaient pas tous tentés de faire plus que de voter la grève et de rentrer chez eux ou de participer aux manifestations ; après le 18 mai, lorsque la CGT a réussi à imposer la grève, la majorité des ouvriers n'y étaient pas hostiles mais préféreraient restés chez eux.

Outre le travail sur la région parisienne, le CATE se pose, dès le 20 mai, le problème des contacts en Province : dès le 21 mai, des équipes sont envoyées à Troyes (vers l'industrie textile), Dijon, Metz et Montpellier. C'est l'occasion aussi de nouer des contacts avec des agriculteurs pour assurer le ravitaillement des CA et du CATE.

Par ailleurs, le CATE crée un comité inter-entreprises qui se réunit à Nord-Aviation à Châtillon, le 28 mai, pour coordonner les efforts des CA d'entreprise et diffuser un tract « Défendons notre grève ». Il se réunira quotidiennement ensuite et réunira des militants d'une douzaine d'usines de la région parisienne⁹⁸. L'objectif, début juin, est de s'opposer à la reprise poussée par la CGT.

La reprise à la RATP, entamée le 6 juin, devient un enjeu déterminant pour le CATE. Le lundi 10 juin, 400 salariés de la RATP (sur 32 000 salariés) se réunissent à Censier, appelés par le CA RATP pour organiser la continuation de la grève. Il s'agit de contrer l'offensive CGT qui repose sur les pressions sur les grévistes et le monopole de l'information et si nécessaire le mensonge ou le coup de poing. Malgré cela, le 10 juin, 11 dépôts de bus sur 22, 9 lignes de métro sur 14 et un atelier sur 7 poursuivent la grève et des représentants se réunissent à Censier. Malgré l'enthousiasme de cette AG, les énergies, faute de perspective, se délitent rapidement et hormis le dépôt Lebrun qui continue le baroud d'honneur, la reprise est gagnante le 12 juin. La fin de la grève à la RATP précipite la fin du CATE qui évacue Censier le 16 juin⁹⁹.

Baynac, dans son livre ne donne pas de chiffres détaillés sur les participants au CATE, mais on peut approcher celle-ci : environ 500 participants, des militants ouvriers dans une douzaine d'usine (au moins 5 par usine) et des contacts dans une trentaine d'autres, une influence certaine dans quelques entreprises (Rhône Poulenc, RATP dépôt Lebrun) et une volonté tenue de favoriser l'auto organisation.

⁹⁴ Voir le témoignage de F. Perlman, militant américain présent à Paris en mai 1968, et intervenant sur Citroën, dans F. Perlman & R. Grégoire. « *Worker-student action committees. France May '68* » pp 23 et suivantes.

⁹⁵ En dehors de Citroën, le CATE essaiera d'organiser les immigrés italiens, portugais et marocains en faisant un travail en direction des bidonvilles de la région parisienne (Nanterre, Champigny). Par ailleurs, des contacts seront établis avec la *Lega Studenti-Operai* de Turin.

⁹⁶ Selon Baynac, pp223, les grévistes sont organisés en 39 comités de base (un par bâtiment) ; ils élisent un comité central de grève de 156 membres révocables à tout moment. La CGT tout en y participant maintient un Comité exécutif habilité à discuter avec la direction.

⁹⁷ Honnêtement Baynac reconnaît, pp 225, que le 30 mai suite à la contre-offensive gaulliste, la victoire du 28 mai se révèle éphémère.

⁹⁸ Nord-Aviation Châtillon, CSF et CET Malakoff, Otis Levallois, RATP Paris XIII, PTT Paris, Rhône Poulenc Vitry, Sud-Aviation Suresnes, Hachette Paris, Schlumberger Clamart, Thomson-Houston Bagneux, BNP siège Paris, Inter Bâtiment Paris.

⁹⁹ Le Comité interentreprises continuera à se réunir jusqu'à l'été 1969 et se dissoudra par refus, entre autres de se transformer en organisation politique.

La question de la violence

Un autre aspect mérite d'être questionné, c'est celui de la violence.

Voici les principaux services de répression à l'œuvre en cette année 1968. Police de la Préfecture de police (PP), Compagnie républicaine de sécurité (CRS), gendarmes mobiles, les deux premiers corps armés de matraques et « bidules » (taille d'un manche de pioche), boucliers, grenades lacrymogènes, les derniers (gendarmes mobiles) utilisent leurs mousquetons (coups de crosse), parfois des inspecteurs de police en civil pour faire, du renseignement, des provocations ou aider aux arrestations en flagrant délit, le tout coordonné et commandé par un ou des commissaires de police. Tous ces corps de répression ont l'habitude de nettoyer les rues des contestataires de tout poil, ouvriers, étudiants, démocrates et sans trop de difficultés quand il s'agit des démocrates manifestant contre les guerres, par exemple (Indochine, Algérie, Vietnam...)

Le 3 mai à 3 heures 35 : le commissaire du V^e arrondissement reçoit un message de quatre lignes de la Préfecture de police qui va entraîner les premiers affrontements du Quartier latin : « *Le recteur de l'Académie de Paris, président du conseil de l'université, soussigné, requiert les forces de police de rétablir l'ordre à l'intérieur de la Sorbonne en expulsant les perturbateurs.* » Le « requérant » est le recteur de l'Académie de Paris : M. Roche.

Ce 3 mai, les forces de répression en voulant nettoyer la Sorbonne de quelques centaines de militants syndicaux et gauchistes qui se laissent embarquer sans opposition, ont, par contre rencontré autour de la Sorbonne une résistance inhabituelle : une demi-douzaine d'heures de caillassage des flics, quelques affrontements directs (peu) quelques jets de bouteilles d'essence dans tous les quartiers latin et Saint-Germain. C'était parti pour plusieurs semaines d'affrontement.

Cette première journée est déjà à l'image de ce qui va suivre : des jeunes qui se reconnaissent plus ou moins dans des leaders autoproclamés et les organisations syndicales : Union nationale des étudiants de France (UNEF), Comité d'action des lycéens (CAL), Syndicat national de l'enseignement supérieur, (SNESup), et politiques : les groupes gauchistes (trotskistes, anarchistes, mao...) de peu d'influence dans les 7 semaines de bagarres qui vont agiter les mois de mai et juin. La jeunesse révoltée va utiliser ce que les militants leur proposent et non créer leur propre ligne politique et leur propre organisation : journal (*Action*, par exemple), structure (comités d'action par exemple) mais ceux-ci investissent ces moyens au point d'empêcher qu'apparaisse une vraie discussion sur une ligne politique et les discussions et affrontements qui vont avec, entre-autres sur les problèmes de répression et d'auto-défense du mouvement. Une majorité recherche la cohésion au détriment de la clarté. Chaque comité, chaque groupe de jeunes prolétaires, et souvent chaque membre d'un comité fait ce qu'il veut.

Aux manifestations quasi quotidiennes, chaque groupe de quartier, chaque petit groupe de jeunes y va plus ou moins de son côté et miracle de la confiance mutuelle et de l'ambiance politique du moment entre manifestants. Dès les premiers affrontements les plus décidés ou les plus expérimentés se mettent aux premiers rangs, derrière on dépave, on fabrique des projectiles (certains arrivent avec des munitions, cocktail Molotov) et sur les charges policières les pavés volent, des voitures sont retournées en guise de barricade. Les blessés sont nombreux et souvent graves dans les moments de panique où les manifestants refluent en pagaille et que les flics tapent à tour de bras sur des dos et des cranes retournés ou les manifestants au sol ou quand tels ou tels manifestants sont isolés mais quand ça tourne bien, souvent nous arrivons à faire reculer la flicaille et c'est eux qui ramassent leurs blessés.

Nous joignons en annexe, le numéro 1 du premier journal militant *Action* créé par des syndicalistes (et un peu plus) étudiants qui essaient de faire le lien pour tous ceux qui se reconnaissent dans ce mouvement naissant. C'est en grande partie contre la répression que ce mouvement démarre et obtient un appui populaire malgré la casse des voitures et les dégradations diverses.

MAI 68 ET APRES

Que reste-il de mai 1968 ?

Sur le plan de la condition ouvrière, une augmentation de 10 % minimum des salaires ; qui a été reprise ensuite par l'inflation en deux ou trois ans, et une augmentation très conséquente du SMIG (salaire minimum) de 35 %. Comme on l'a vu, au 31 décembre 1967, le SMIG (à 335 francs) ne concernait que 1 % des salariés. Par contre, ceux dont les salaires étaient juste au-dessus du SMIG (jusqu'à 410 francs) ont été rattrapés par le SMIG augmenté. Cela concernait nombre de petites entreprises et surtout les ouvriers agricoles. Et pour l'immédiat après-1968, c'est à peu près tout. Les grands gagnants ont été les syndicats qui ont vu leur reconnaissance, leurs facilités et leurs droits dans les entreprises (loi du 28 décembre 1968) accrus mais on ne peut pas dire que ce soient des « acquis » de la classe ouvrière. Lors de la grève en mai 1968, les ouvriers ne se sont pas opposés à cette revendication, mais c'était une revendication des appareils syndicaux, pas de travailleurs.

Cela s'est traduit par une intégration supérieure des syndicats à l'État avec des délégués syndicaux nommés par l'appareil, des heures de délégation, encore et encore, pour le fonctionnement de leur appareil, etc. Et si cela a permis, ce qui n'est pas négligeable, dans nombre de petites entreprises la formation de sections syndicales qui n'existaient pas jusque-là, cela englobé dans l'évolution générale des syndicats vers une intégration à l'État plus poussée, a été bien peu de chose en positif pour la classe ouvrière.

Par contre, dans les années qui ont suivi 1968, partout, il y a une diminution importante du temps de travail ; ce qui n'était pas seulement dû à la grève, mais un peu quand même¹⁰⁰.

Renault faisait 48 heures avant 1968 ; une boîte comme l'Alsthom Saint-Ouen, 47 heures et demi, et c'était le régime, un peu partout dans les usines. Sans compter le travail supplémentaire du samedi qui portait couramment la semaine à 55-56 heures de travail. En quatre ou cinq ans ensuite, les horaires étaient descendus autour de 40 heures « effectives ». Les patrons n'ayant jamais digéré que légalement le temps de casse-croûte des ouvriers en équipes, soit compté dans le temps de travail, les horaires réels sont descendus le plus souvent autour de 42 h. N'oublions pas que dans les années après 68, le travail en équipes, s'est largement développé.

Le vrai acquis de 1968 pour notre classe a été ailleurs. Cela a été la naissance, partout, dans toutes les usines, de minorités de travailleurs en rupture plus ou moins avec l'appareil syndical. Là, il y avait quelque chose de changé et dans les dix années qui ont suivi, disons jusqu'à 1979, des grèves importantes ont échappé, en tout ou partie à l'appareil PCF-CGT et il y en a eu de grandes grèves ces années-là.

De 1968 à... 1971

Le paradoxe de mai-juin 68 c'est qu'en fait il n'éclatera comme mouvement présentant des signes autonomes que dans les années suivantes : vague de grèves du printemps 1971 (dont l'exemple phare est la lutte des OS à Renault Le Mans), 1972 Girosteel, Penarroya, Le joint français, Alsthom, Chausson, etc., jusqu'en 1974 avec la grève des PTT et celle des banques.

À peine trois ans après mai-juin 1968, il y a eu une vague de grèves au printemps qui fut peut être l'expression de l'autonomie ouvrière que mai 68 n'avait pas vu surgir ou très peu.

À la Pentecôte 1971, il y avait des dizaines d'usines en grève dans le pays, partout avec l'hostilité déclarée de l'appareil CGT-PC. Pas question cette fois de chevaucher par la généralisation. La presse et la T.V ont observé un black-out complet sur ces grèves ; la TV avait été purgée en 1968 et les journaux qui avaient été accusés en 68 d'avoir fait trop de place au démarrage de la grève n'en parlaient pas¹⁰¹.

Partout, on retrouvait les minorités de prolétaires qui s'étaient révélés en 1968, minoritaires certes, mais déterminantes en 1971.

Le journal *Lutte ouvrière* (qui avait succédé au groupe *Voix ouvrière* dissout), écrivait dans l'un des éditoriaux au printemps 1971 qu'une avant-garde ouvrière était en train d'apparaître dans les usines qui permettait tous les espoirs. C'était vrai.

Le véritable acquis de mai-juin 1968 pour les ouvriers se situe là ; ensuite ces minorités d'ouvriers qui auraient pu constituer l'ossature de vrais comités ouvriers révolutionnaires se sont égarées dans la nature et dans le syndicalisme. Certaines, à la CFDT qui avait semblé plus gauchiste que la CGT en 1968, et qui leur proposait des postes dans lesquels ils se sont engouffrés en croyant qu'ils arriveraient à changer la nature contre-révolutionnaire du syndicalisme dans la mesure où ce serait eux qui exerceraient les responsabilités. Ce sont eux qui sont devenus des syndicalistes, et pas les syndicats qui ont changé de nature. Bon nombre sont allés à la LCR ou à LO et chez les Maos, et la plus grande partie n'est allée nulle part.

¹⁰⁰ Rappelons que c'est le 8 mai 1968 que le parlement discutait sur la quatrième semaine de congés payés.

¹⁰¹ Par exemple, le 20 mai 1968, *France Soir* a sorti quatre éditions successives suivant de près l'évolution de la généralisation de la grève avec les titres suivants : « Grève dans la métallurgie », « Les grèves s'étendent », « Deux millions de grévistes » et « La France en grève »

De 1968, il ne reste plus que le mythe. Enterrons-le

Plus les dates anniversaires sont fêtées dans l'emphase, plus il faut s'en méfier. Les corbeaux volent bas, signe que le cadavre est en décomposition. Aujourd'hui, le cinquantenaire de Mai 1968 est commémoré presque au même titre que la fête de la République du capital. Emmanuel Macron a pensé un moment honorer l'événement « *sans dogmes ni préjugés* », qualifié comme « *le temps des utopies et des désillusions* ¹⁰² ». Pendant sa campagne fin 2011, son prédécesseur à l'Élysée, François Hollande, s'était même fait le défenseur du mouvement qui, selon lui, exprimait « *les aspirations de la jeunesse* » qui « *déjà en ce temps-là croyait qu'un autre monde était possible* ¹⁰³ ». Les fossoyeurs du PCF, eux, assurent maintenant que Mai 1968 est encore « *un rêve qui court* ¹⁰⁴ ».

Le petit dictateur en herbe, Jean-Luc Mélenchon, « rêve » à son tour d'un nouveau Mai 1968. Mieux, il estime que « *la France en tempête est en train de produire d'ores et déjà un Mai 68 perlé !* ¹⁰⁵ ». Le supplétif de seconde zone de François Mitterrand, l'homme de droite qui a exploité Mai 1968 pour vêtir des costumes de gauche, a pourtant milité très longtemps, à partir de 1970, dans une organisation sectaire, l'OCI, qui jugeait les émeutes comme le fait de « *petits-bourgeois merdeux* ¹⁰⁶ », dit Romain Goupil, l'un des anciens responsables du service d'ordre de la LCR devenu un partisan actif de l'« atlantisme » pro-Occidental. L'ancien chef des Maos, Alain Geismar, qui, par la suite, a fait les choux gras du désarmement de son groupe politique assure qu'« *il doit bien rester effectivement quelque chose dans l'air du temps* » tout en se vantant d'avoir appelé à voter Macron comme son compère Daniel Cohn-Bendit, ancien pitre du groupe du 22 mars ¹⁰⁷. Les trotskistes, qui ont œuvré, chaque composante avec des modalités complémentaires, à renforcer depuis l'éruption soixante-huitarde la camisole de force syndicale, se mettent à leur tour en avant pour recueillir l'héritage inconsistant de Mai 1968.

Sans compter les dits « autonomes » contemporains qui pensent que reproduire un élan révolutionnaire signifie simplement se grimer en Black Bloc, cramer des abribus et des McDo, jouent les fous du roi des manifestations enterrement des syndicats et des partis degôche d'État. Et la liste de ceux qui ont « trahi l'esprit » de Mai 1968 pourrait s'allonger encore et encore. Le point commun entre tous est le refus d'identifier les éléments certes réduits et éphémères d'autonomie ouvrière dans les combats menés par les prolétaires dans les usines, les bureaux et les ateliers.

La preuve ? Aucune organisation politique issue de cette phase haute de la lutte de classes en France ne s'est jamais fait l'interprète de ces ferments. À l'inverse, ceci est bien sûr l'expression de la faiblesse fondamentale de ce moment haut du cycle politique prolétarien mondial. Reprendre à notre compte les leçons de Mai 1968 signifie donc dépasser ses limites, œuvrer pour l'essor de l'autonomie ouvrière organisée dans les luttes d'aujourd'hui, préparer les militants révolutionnaires aux échéances futures en enterrant sans nostalgie aucune la représentation mythique réactionnaire de Mai 1968 qui domine la scène ces temps-ci.

¹⁰² Voir : <http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Emmanuel-Macron-envisage-de-commemorer-les-50-ans-de-mai-68-1375286>

¹⁰³ Voir : <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/010318/mai-68-des-consequences-positives-pour-79-des-francais>

¹⁰⁴ Voir : <https://www.humanite.fr/hors-serie-mai-68-lemancipation-est-toujours-dactualite-654268>

¹⁰⁵ Voir : <https://www.ouest-france.fr/politique/la-france-insoumise/greve-la-france-insoumise-prepare-deja-la-marche-nationale-du-5-mai-5680115>

¹⁰⁶ Voir : <https://www.lesinrocks.com/2018/04/09/actualite/jean-luc-melenchon-t-il-vraiment-ete-contre-mai-68-comme-le-dit-romain-goupil-111069157/>

¹⁰⁷ Voir : http://www.lepoint.fr/histoire/cohn-bendit-et-alain-geismar-leur-68--13-03-2018-2201917_1615.php

ABREVIATIONS

CAL	Comités d'action lycéens
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGC	Confédération générale des cadres
CGPME	Confédération nationale des petites et moyennes entreprises
CGT	Confédération générale du travail
CLER	Comité de liaison des étudiants révolutionnaires
CNPF	Conseil national du patronat français
CNJA	Centre national des jeunes agriculteurs
CRS	Compagnies républicaines de sécurité
EDF-GDF	Électricité de France, Gaz de France
FA	Fédération Anarchiste
FEN	Fédération de l'éducation nationale
FER	Fédération des étudiants révolutionnaires
FGDS	Fédération de la gauche démocrate et socialiste
FLN	Front de libération nationale
FNEF	Fédération nationale des étudiants de France
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles
FNL	Front national de libération
FO	Force ouvrière
GLAT	Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs
JCR	Jeunesses communistes révolutionnaires
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
LO	Lutte ouvrière
MAU	Mouvement d'action universitaire
MNA	Mouvement national algérien
MNEF	Mutuelle nationale des étudiants de France
MODEF	Mouvement de défense des exploitants familiaux
NMPP	Nouvelles messageries de la presse parisienne
OCI	Organisation communiste internationaliste
ORTF	Office de radio et télévision française
PCF	Parti communiste français
PSU	Parti socialiste unifié
PTT	Postes, Télégraphes, Téléphones
RATP	Régie autonome des transports parisiens
RTL	Radio, Télévision Luxembourg
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SNCF	Société nationale des chemins de fer
SNESup	Syndicat national de l'enseignement supérieur
UCI	Union communiste internationaliste
UEC	Union des étudiants communistes
UIMM	Union des industries et métiers de la métallurgie
UNEF	Union nationale des étudiants de France
VO	Voix ouvrière

BIBLIOGRAPHIE

En français

Ouvrages utilisés

Alain Delale et Gilles Ragache *La France de 68*, Seuil, Paris, 1978.

Jacques Baynac *Mai retrouvé*, Robert Laffont, Paris, 1978.

Ni Patries, ni frontières *Les grèves en Mai 68* (voir le site <http://www.mondialisme.org/spip.php?article243>)

Jacques Wajnsztein *Mai-68 à Lyon* éditions À plus d'un titre, Lyon, 2018.

Cédric Leroy 1968-1979 *La décennie des grèves ouvrières Contribution à l'étude du mouvement social dans le Calvados* Université de Caen Basse-Normandie, 2001

Ouvrages consultés

Xavier Vigna *L'insubordination ouvrière dans les années 68* Presses universitaires de Rennes, Rennes 2007.

Claude Willard *La France ouvrière Tome 3 : De 1968 à nos jours* Éditions de l'Atelier Ivry-sur-Seine 1995.

François Le Madec *L'aubépine de mai Chronique d'une usine occupée Sud-Aviation Nantes 1968* CDMOT Nantes 1988

Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein *Mai 1968 et le Mai rampant Italien* L'Harmattan Paris 2008

Jean Raguénès *De Mai 68 à LIP Un dominicain au cœur des luttes* Karthala Paris 2008

Collectif *Un printemps sur l'estuaire Saint-Nazaire La CFDT au cœur des luttes 1945-1975* CHT Nantes 2005

Fanny Gallot *L'intervention de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire à Renault Cléon de 1968 à 1991* Université de Rouen, Rouen 2006

Vincent Porhel *L'autogestion à la CSF de Brest* in Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel *Les années 68 Le temps de la contestation*, Complexe, Bruxelles, 2000

Revue Dissidences *Mai 68 Aspects régionaux et internationaux* Le bord de l'eau, Lormont, 2008.

ICO/Noir et Rouge *La grève généralisée en France Mai-Juin 1968* Supplément à ICO N°72 Paris Juin-Juillet 1968

Noir et Rouge N° 41/42 Paris Novembre 1968

En anglais

Ouvrages utilisés

Michael Seidman *The imaginary revolution. Parisian Students and Workers in 1968*, Berghahn Books, New York, 2004.

Roger Gregoire & Freddy Perlman *Worker-Student Action Committees, France May '68*, Black & Red book, Kalamazoo, 1969.

En italien

Ouvrages utilisés

Sergio Bologna & Gairo Daghini *Maggio '68 in Francia*, Derive Approdi, Rome 2008 (publié originellement dans *Quaderni Piacentini* Année VII, n°35 juillet 1968).

ANNEXES

On trouvera en annexes, deux reproductions :

Du tract « *À bas les flics, bravo les étudiants !* » du 9 mai 1968 distribué aux portes de l'Alsthom Saint-Ouen,

Du numéro 1 d'*Action* du 7 mai 1968

A BAS LES FLICS BRAVO LES ÉTUDIANTS

Depuis jeudi dernier, le quartier des étudiants à Paris est en état de siège. Des milliers de gardes mobiles veulent imposer la loi du gouvernement à une partie de la population qui dans le cas présent se trouve être les étudiants.

Les événements se sont largement précipités depuis que les gardes mobiles ont fait irruption vendredi, dans la cour de la Sorbonne pour disperser un meeting. Depuis, chacun de nous a pu avoir des échos de la situation, soit par la télé, soit par la radio, soit par la presse d'information.

Mais quelle information!

Tous les journaux sans exception s'emploient à faire passer les étudiants pour une bande d'excités menés par quelques fanatiques de la bagarre et se laissant conduire par quelques groupuscules de provocateurs.

C'est toujours ainsi; quand les ouvriers de Renault au Mans ont manifesté, quand les ouvriers de Caen se sont fâchés, ceux de Redon plus près de nous, etc..les bons bourgeois et leurs apôtres disent toujours que c'est parce qu'il y a des provocateurs; et c'est faux.

Car s'il y a des provocateurs, ce sont bien les CRS et les gardes mobiles.

Pourquoi envoient-on tous ces gens contre tout ce qui bouge dans le pays? Pour vendre des sucettes ou pour cogner?

A quoi sert un fusil? A quoi sert d'avoir des cars blindés? A quoi servent les matraques? A maintenir l'ordre ou à provoquer des bagarres?

Les étudiants revendiquent entre autre, le départ immédiat de tous les flics du quartier latin; et ils ont raison. Est-ce que nous, ouvriers de l'Alsthom, nous accepterions de travailler si dans chaque coin de l'atelier, il y avait des CRS pour nous surveiller? Sûrement pas! et ce serait bien la moindre des choses que de les virer.

Les étudiants se battent à leur manière contre les flics du gouvernement; et en cela, qu'ils rencontrent notre soutien. Ils revendiquent des droits politiques et des meilleures conditions pour leurs études ainsi qu'une réforme de l'enseignement, parce que le régime fait aussi sentir ses effets néfastes dans ce domaine là. Et en se battant courageusement contre les flics, c'est au gouvernement qu'ils s'attaquent; cela aussi, c'est une bonne chose!

Les étudiants sont en lutte violente contre l'ordre bourgeois: ILS ONT RAISON
Ils ne cèdent pas devant les coups: ILS ONT RAISON.

Contre toute la presse et la radio, ils montrent qu'il y a dans le pays des gens qui sont prêts à lutter: ILS ONT RAISON.

Quand les CRS les chargent, ils ne reculent pas, ils se battent ils nous montrent la voie que nous devons suivre un jour ou l'autre pour en finir avec l'"ordre" politique du pays maintenu à coups de matraque et de mousqueton, à coup de chômage et de licenciements.

NOUS, jeunes ouvriers de l'Alsthom, qui nous sommes organisés pour confectionner ce tract, le financer et le distribuer, nous tenons à adresser à nos camarades étudiants un fraternel soutien que nous souhaitons rendre rapidement actif.

Contre toute la presse qui ment.
Contre Pierrefitte, sa télé et ses universités.
Contre Grimau et ses flics.

VIVE LES ETUDIANTS EN LUTTE.

Des jeunes ouvriers de L'ALSTHOM.

ACTION

7 MAI 1968

n°1

Prix minimum: 0,50 F

REPRESSION: FAIRE

FACE!

MERCI ET ADIEU MONSIEUR ROCHE

Le 3 mai, Jean Roche, recteur de l'Académie de Paris a fait donner les gardes mobiles contre les étudiants. Il a pris ses responsabilités. Page 2 le récit des six heures qui ont ébranlé la Sorbonne.

CHIENS DE GARDE

Le mouvement contre la répression a contraint tous les gardiens de l'ordre à se démasquer. Etudiants, vous êtes à la une des journaux. Voyez comment on parle de vous.

Plusieurs centaines de gardes mobiles ont bravé vendredi dernier une poignée d'étudiants qui se livraient à un de leur chahut traditionnel aux alentours de la Sorbonne. « Ces trublions oublient un peu trop qu'ils sont, tout de même, des privilégiés. Les manifestants de la Bastille le leur ont rappelé l'autre jour en les traitant de « fils à papa ». J'ignore s'il y a parmi eux beaucoup de « fils à papa » mais je n'en serais pas tellement étonné ». (Paris-Jour)

Une faculté fait beaucoup parler d'elle : Nanterre-la-Folie. (Suite page 3)



Photo: Elie Kagan

Pourquoi nous nous battons :

La presse et la radio vous ont dit : Quelques centaines de trublions interrompent le fonctionnement de l'Université. La presse et la radio vous ont dit : Ces gens sont des agitateurs. La presse et la radio vous ont dit que quelques centaines « d'enragés » font

régner la violence au quartier latin, et interdisent ainsi aux étudiants sérieux de travailler en paix.

LA PRESSE, LA RADIO VOUS MENTENT.

Peyrefitte, les ministères vous mentent.

(Suite page 4)

Alain Geismar : « Nous ne maintiendrons pas l'ordre »

Une déclaration du secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur.

« L'Université, temple de la culture, les professeurs, ses grands prêtres... il est plus que temps de désacraliser tout cet appareil, ce mythe et cette mystification. Au dernier congrès du S.N.E. Sup. nous disions : la pratique universitaire doit être fondamentalement modifiée. Un autre enseignement est à inventer. Nous nous y sommes employés avec un certain succès. (Suite page 3)

Ce journal a été réalisé avec le soutien de l'U.N.E.F. du Mouvement du 22 mars (Nanterre) et des Comités d'Action Lycéens (C.A.L.). Pour que l'action continue nous avons besoin d'argent. Effectuez vos versements à P. Brumberg. C.C.P. 23.898.73 Paris.



Un bruit court
avec persistance :
**ROCHE voudrait
démissionner.**
Soutenez votre recteur,
Téléphonez-lui
A Odéon 24-13





Monsieur Roche
Préfet de Police
Universitaire

Merci et Adieu Monsieur Roche !

JEUDI 2 MAI.

Le doyen Grappin annonce la fermeture sine die de la faculté de Nanterre ; Il déclare : « Il apparaît à l'évidence que les libertés d'expression et de travail traditionnel, en usage dans les Facultés sont ouvertement bafouées ».

VENDREDI 3 MAI.

L'Université a répondu par la matraque à l'action des étudiants de Nanterre. Dès 10 heures du matin, à la Sorbonne, les étudiants ripostent. Le groupe fasciste Occident, célèbre pour ses agressions, ses incendies et ses actions de commandos, prenant acte de la fermeture de Nanterre annonce qu'il va « nettoyer » le quartier latin, pour exterminer « la vermine bolchevique ». Pour protéger la Sorbonne, des groupes d'auto-défense sont constitués aux portes. Mais la riposte contre les mesures autoritaires du pouvoir est plus importante que la bataille contre les groupes fascistes, le pouvoir, d'ailleurs, espère une telle bataille qui permettrait de réduire les actions étudiantes à des « rivalités intestines entre extrémistes ».

COUR DE LA SORBONNE 10 HEURES-MIDI.

A l'appel de l'UNEF, de la J.C.R. du M.A.U. et de la F.E.R., les étudiants parisiens tiennent un meeting de solidarité avec les étudiants de Nanterre qui se joignent à eux (mouvement du 22 mars). La veille on avait appris que 7 étudiants du mouvement du 22 mars menacés d'exclusion pour leur activité politique étaient appelés à comparaître devant le conseil de discipline de l'Université de Paris. Le Pouvoir frappant de prétendus meneurs veut intimider les étudiants. La matinée se déroule dans le calme.

L'APRES-MIDI

Le meeting se poursuit, un millier d'étudiants sont là pour dénoncer la répression universitaire et policière. A 15 heures le groupe « Occident » descend le boulevard Saint-Michel : Cent manifestants seulement, encadrés par trois rangs de paras et de nostalgiques de l'Indochine et de l'Algérie, venus de province et de Belgique, casques et matraques au poing, qui scandent « Vietcong assassin », avec à leurs bras des emblèmes du mouvement fasciste. Ils remontent la rue des Ecoles en direction de la Sorbonne. Ce n'est qu'à ce moment que la police intervient : Là, pas d'arrestations, on refoule le « cortège » en le canalisant vers la place Maubert. Quelques résidus fascistes sillonnent le quartier latin jusque dans la soirée, essayant de provoquer les étudiants.

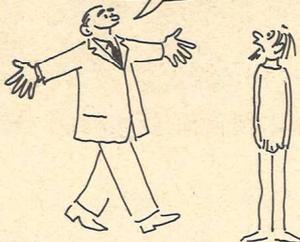
La police cerne alors la Sorbonne ; se rapprochant des issues : il est 15 H 30.

A l'intérieur les étudiants, demandant l'ouverture d'un amphî, et refusent, comme leur demande l'administration, d'évacuer les lieux. Le Recteur Roche fait appel à la police pour fermer l'entrée de la faculté : plus un étudiant ne pourra rentrer ; l'Union des étudiants communistes qui diffuse dans la Sorbonne un tract dénonçant les provocations des groupuscules d'extrême gauche, au moment où défile le commando Occident, se fait huer.

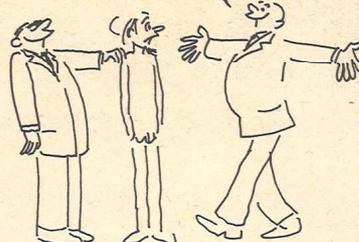
15 H30-16 HEURES.

Tout est calme. Pourtant à la radio le ton commence

AU NOM DU GOUVERNEMENT
J'ETE REMERCIÉ SALE
TRUBLION ENRAGÉ
MINORITAIRE.



AU NOM DU PARTI. JE TE
FÉLICITE SALE AVENTURIER
GAUCHISTE PSEUDO-RÉVOLUTIONNAIRE
GERMAND-BOURGÉDIS.



à monter ; on parle déjà de scènes d'émeutes. On annonce même que le service d'ordre étudiant descende les plaques de marbre dans la cour de la Sorbonne (on a tout simplement avancé chaises et tables pour protéger les portes, au moment où le commando Occident approchait de la Sorbonne).

16 HEURES.

Deuxième entrevue entre les étudiants et l'administration. Deuxième conclusion : la police n'empêche plus seulement l'accès de la Sorbonne : elle ne permet plus d'en sortir. Faute de pouvoir se réunir dans un amphithéâtre les étudiants organisent un sit-in : on discute des formes d'action et des perspectives du mouvement étudiant. Comment lier l'action entreprise aux luttes ouvrières ? Comment lutter contre la répression ? Assis sur les marches, on discute des derniers événements de Nanterre, de la Sorbonne.

16 H 45.

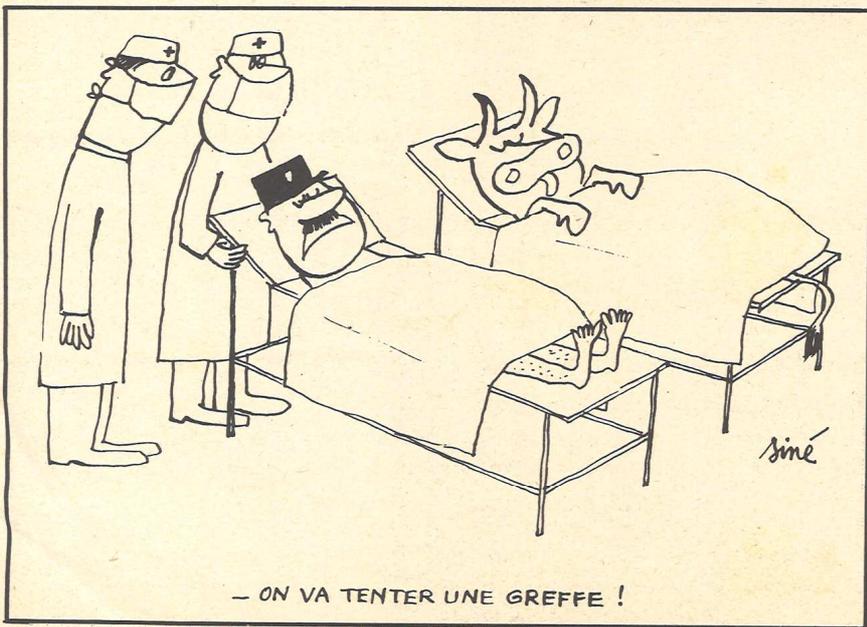
Les étudiants discutent mais pour le Recteur Roche, une discussion doit déjà être un début d'émeute. Il appelle la police. Le sit-in s'interrompt par la force des choses. La provocation délibérée du recteur réussit : D'un seul coup la police fait irruption, arme au poing, comme au sortir de la tranchée. Ils sont 300.

Un peu plus tard les suivront les brigades d'intervention en treillis (moniteurs de judo et de karaté ; forces spéciales anti-émeutes), et des gardes mobiles cossées en main. Certains étudiants réussissent à fuir. Face au coup de force, les étudiants refusent la provocation. Pour limiter les incidents, une délégation s'enquiert des intentions des « représentants de l'ordre » ; S'il n'y a pas de résistance, ils promettent une sortie sans histoire. Le service d'ordre étudiant forme un cordon entre leurs camarades et les forces de police pour éviter les accrochages. Malgré les promesses, les premiers étudiants sont « cueillis » à la sortie et em-

barqués dans les cars de police. Nouvelle provocation. Le but : trouver le prétexte pour briser le mouvement.

Un moment d'hésitation : on relâche les filles tout de suite, à l'extérieur. Des groupes de manifestants se forment. Des « fauteurs de troubles », des « enragés », des « extrémistes » ? Ce ne sont même pas forcément des étudiants politisés ; nombre d'entre eux viennent tout simplement en bibliothèque. Ils ripostent spontanément à la présence policière dans l'Université et se joignent aux rescapés pour protester contre l'arrestation de leurs camarades. « Halte à la répression », « C.F.S. = S.S. ». Les mots d'ordre sont trouvés, normalement, spontanément. Toute la soirée ces réactions en chaîne se multiplient. Ces manifestations sont nées spontanément, l'une provoquant l'autre. Elles expriment la solidarité des étudiants contre l'arbitraire policier. Elles mettent à jour les racines profondes du mouvement dans le milieu étudiant.

Tout se déclenche, place de la Sorbonne au moment où partent les premiers cars. Charge de la police pour dégager la place, bombes fumigènes ; les manifestants, peu nombreux, refluent vers le Boulevard Saint-Michel. Immédiatement, sans qu'aucune consigne soit donnée, tout les services d'ordre, tous les dirigeants politiques et syndicaux sont bouclés dans la Sorbonne jusqu'à 20 heures, puis embarqués peu à peu au commissariat où ils seront fichés. D'autres jeunes, d'autres étudiants se regroupent autour des premiers noyaux. Beaucoup sont venus après les annonces de la radio, conscients de l'importance de la situation. Les uns remontent jusqu'au Luxembourg, le plus brûlant des points chauds de la soirée (la manifestation se prolongera jusqu'à 23 heures) puis à Port-Royal. D'autres vont jusqu'au carrefour Saint-Germain. Dispersés, ils reforment la manifestation au carrefour Saint-Jacques où ils bloquent les voitures.



La force de la police c'est l'immobilité, la force des manifestants c'est la mobilité. Il n'y aura pas d'affrontement direct entre la police et les manifestants. Ces derniers parviennent à « tenir » en ripostant par des projectiles ; ils arrachent des pavés, des grilles d'arbres, rattrapent au sol des grenades et les relancent. Ils forment des barricades, reculent face aux charges, contre les nappes de gaz lacrimogènes, se dispersent puis se reforment. Par deux fois, même, ils chargent. Ils veulent rester là. Leurs mots d'ordre :

Libérez nos camarades.

Halte à la répression.

Gaullisme dictature.

Retour dans les cars, un policier furieux d'avoir reçu un projectile dans l'omoplate « casse du manifestant ».

De vingt et une heures à vingt-deux heures les brigades d'intervention écumant le quartier latin : tout civil est un suspect. La police matraque tout ce qui ressemble à un étudiant. Plus d'un passant, tout à fait étranger à la manifestation passe trois heures au poste.

40 étudiants s'échappent d'un car. Comment ? Il y a seulement quatre policiers dans le car ; dans une rue isolée, ils brisent les vitres et s'enfuient.

Depuis lors les « scènes d'émeutes » ont défrayé la chronique. Le trait dominant de la journée du 3 mai, c'est la spontanéité de la résistance à la répression policière. Elle prouve que l'on ne peut pas « casser » le mouvement par un coup de massue. Elle révèle la profondeur de la crise étudiante. Elle montre que l'agitation n'est pas le fait d'une « poignée d'enragés », mais qu'elle a rencontré un écho profond dans la masse étudiante. La journée du 3 mai c'est le premier moment d'une radicalisation de la lutte ; le mouvement commence à s'étendre en province, rencontre le soutien international.

Comme pour les manifestations de vendredi : A la dispersion succédera le regroupement du mouvement, chaque fois grossi de nouveaux militants actifs, les étudiants sont passés à un stade supérieur de l'action.

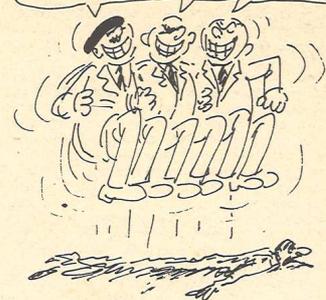
AU NOM DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE.
VIVE TOI ! SALE ÉTUDIANT BIDON,
SCIEUR DES PILIERS-MAÎTRES DE
NOTRE MONDE : L'UNIVERSITÉ, LA JUSTICE,
L'ÉGLISE, L'ARMÉE...



CAR ENFIN, GRÂCE À TOI
ET POUR LA PREMIÈRE FOIS.
NOUS SOMMES TOUS D'ACCORD
SUR CE QU'IL CONVIENT DE
FAIRE...



... AU SUJET DE TON AVENIR.



WOLINSKI

Alain Geismar

“nous ne maintiendrons
pas l'ordre”

Mais l'Université dans son ensemble continue d'apparaître aux étudiants les plus conscients comme une institution périmée. Ceux qu'elle forme seront, pour une part importante, des chômeurs s'ils obtiennent un diplôme ou des ratés s'ils n'en obtiennent pas. L'Université reste une institution intégrée à l'ordre social établi; de surcroît, son fonctionnement a lieu dans les plus mauvaises conditions, étant donné les restrictions budgétaires prévues par la dernière loi de finances.

Institution qui diffuse une idéologie liée à la classe dominante et dont les produits, dans leur grande majorité, s'intègrent naturellement à l'ordre bourgeois, l'Université apparaît donc dans une large mesure comme un élément de répression. Quand elle ne parvient plus à jouer ce rôle, le pouvoir lui substitue les gardes mobiles et les mousquetons. Si les universitaires ne peuvent partager les modes d'action des étudiants — en particulier des éléments les plus avancés — ils deviennent pourtant conscients de la crise générale de l'institution. Quand la police entre à l'Université, leur solidarité apparaît nettement: face à la répression, la solidarité ne se divise pas. La place des professeurs se trouve à côté des étudiants. Assurément ils ne partagent pas toujours toutes leurs analyses et, en majorité, s'inquiètent des formes parfois prises par leur action. Mais il leur semble indécent et inimaginable de renvoyer dos à dos étudiants et policiers ou d'émettre à ce moment-là des réserves sur la solidarité. Les problèmes posés sont des problèmes de fond. La police ne les résoudra pas. La répression élargira le mouvement.

Les étudiants mettent en cause l'Université et, à travers elle, l'ordre social. Qu'une large partie de la presse tente de les discréditer, cela est banal. Que le ministre de l'Éducation Nationale du régime reprenne les arguments de Springer, cela est dans la logique du système. Qu'il fasse venir la police à l'Université, cela est de sa part une faute politique.

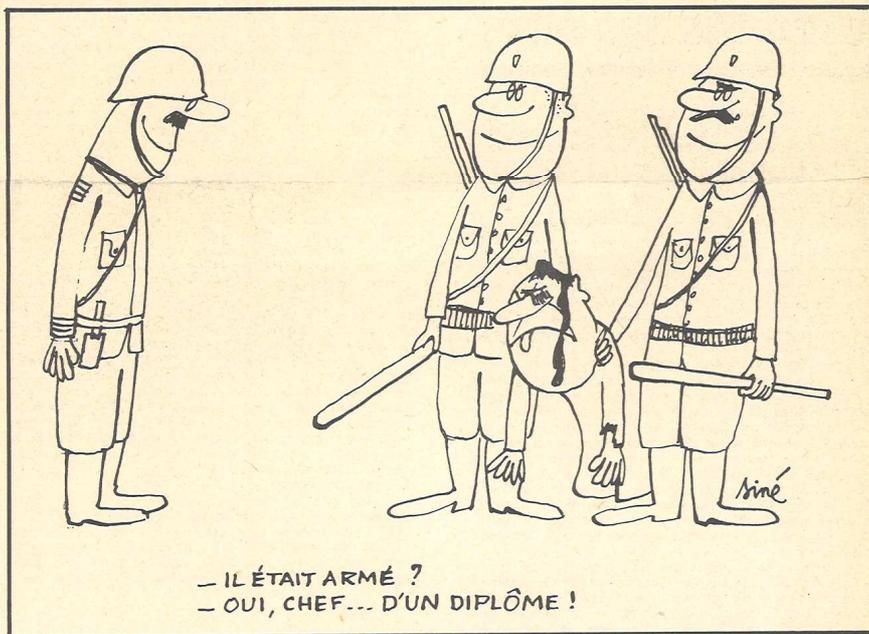
En ce qui concerne l'attitude du recteur Roche, nous rappellerons seulement qu'après avoir recouru à la police, le vice-recteur de l'Université de Madrid a démissionné sous la pression des enseignants au mois de février dernier. De son côté, le professeur Tejero, doyen de la faculté de droit, démissionnait pour protester contre la présence des forces de l'ordre dans sa faculté.

Le syndicat appelle à la Grève. Sa direction a pris ses responsabilités. Il n'était pas concevable pour des syndicalistes que l'Université accepte la situation faite aux étudiants. »



Chiens de garde

Savez-vous comment y vivent les étudiants ? au milieu de bidonvilles ou croupit un sous-prolétariat, la bourgeoisie a installé toutes les commodités dus à ces fils. - Lorsqu'ils sont fatigués, les résidents de Nanterre vont se reposer dans leurs chambres. Bien modestes à leur avis. Vous savez le genre de chambre qui coûte trois mille cinq cent anciens francs la nuit dans un hôtel : grandes baies vitrées, panneaux de liège pour afficher ce qu'on veut, cabinet de toilette séparé par une cloison, eau chaude, eau froide, prise pour le rasoir



- IL ÉTAIT ARMÉ ?
- OUI, CHEF... D'UN DIPLÔME !

électrique. Sur le palier salle de douche. Téléphone et petite cuisine avec réfrigérateur et cuisinière, et ascenseur bien sûr. Comme se sont des intellectuels, des femmes de charge s'occupent de nettoyer chaque jour chaque chambre... Le confort cinq étoiles. (Paris-Jour) Mais aux dires du doyen Grappin, cette expérience reste un échec.

- Le mariage d'une résidence et d'une faculté s'est révélé malheureux à l'expérience. Le campus est devenu, je n'ose pas dire un chaudron de sorcière, mais un espace clos replié sur lui-même où toutes les rumeurs se sont développées. (L'Aurore).

Les - fils à papa - méconnaissent le problème, ils insultent à la mémoire de leurs aînés qui ont tant fait de sacrifices pour leur assurer ces conditions devie paradisiaques.

- J'ai été étudiant, moi aussi, il me semble qu'aujourd'

d'hui les étudiants ont la vie facile. Nous n'avions pas nous — sauf quelques privilégiés de résidence universitaires — nous vivions le plus souvent dans des chambres sans feu. Nous n'avions pas de ces restaurants corporatifs où l'on peut aujourd'hui faire un repas convenable pour 1,50 F. Vos cités, pour nous, ç'aurait été le paradis. Alors travaillez et tenez-vous tranquilles. (Camille Leduc - Paris-Jour)

Mais parfois les chahuts peuvent dégénérer en drames. Les trublions s'en moquent. Ce ne sont pas eux qui payent les vitrines cassées. Le peuple est profondément désorienté, mais les bons Français veillent : ils dénoncent avec force les provocateurs qui prennent leurs directives à l'étranger.

- Certains groupuscules (anarchistes, trotskystes, maoïstes) composés en général de fils de grand bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit, pren-

(Suite page 4)

Un autre bruit :
ROCHE avant
de démissionner
ferait appel aux C.R.S.
pour corriger
les examens.

nent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycott des examens, etc...) » (L'Humanité).

Ces fleurs de rhétorique n'ont pas simplement pour effet de ridiculiser leurs auteurs, elles sont venimeuses et visent systématiquement à isoler les étudiants et à dévaloriser leur lutte. Dans ce but, la presse fait appel à des recettes éprouvées. Les stéréotypes les plus écoulés : l'étudiant-fils-à-papa, l'étudiant-qui-ne-fait-rien, les meurs-qui-ne-représentent-pas-la-majorité, s'allient à l'appel aux sentiments les plus douteux : l'anti-intellectualisme et la xénophobie. Il faut voir avec quelle délectation on glisse la formule l'« anarchiste allemand » Cohn Bendit. Le but de cette campagne est clair. Les appels à la répression ponctuent cette littérature.

Du Président du conseil municipal de Paris, Monsieur Caldaques... « Au moment où Paris, choisi pour lieu de rencontre à l'occasion des négociations sur le Vietnam, voit ainsi sa vocation de capital de la paix consacrée, il est inadmissible qu'une poignée d'agitateurs parmi lesquels certains abusent scandaleusement de la traditionnelle hospitalité française, se livrent à des actes de violences n'épargnant pas les passants ».

...Du député d'extrême droite M. Frédéric Dupont, qui demande dans une question orale adressée au ministre de l'Éducation nationale « les mesures qu'il compte prendre pour que les étudiants de Nanterre puissent normalement suivre leurs cours et passer leurs examens sans être menacés et parfois blessés par une minorité d'agitateurs... »

...Au député communiste M. Baillot qui demande à Peyrefitte dans une question orale « quelles mesures il compte prendre : 1) pour permettre aux étudiants de pouvoir étudier normalement et préparer leurs examens dans des bonnes conditions ; 2) pour apporter de véritables solutions aux légitimes revendications estudiantines (logements, restaurants universitaires, bourses, etc...) ; 3) pour mettre en œuvre un plan d'urgence de construction de faculté et d'I.U.T. dans la région parisienne »...

La sainte alliance des bien-pensants se noue.

« Étudiants, ces jeunes ? ils relèvent de la Correctionnelle plutôt que de l'Université ». (Jean Papillon - Le Figaro).

Pourquoi nous nous battons

Les raisons de la révolte

Ce n'est pas par plaisir que les étudiants affrontent les gardes mobiles casqués et armés jusqu'aux dents. Ce n'est pas par plaisir, qu'à l'heure des examens les étudiants répondent à la violence policière.

Ce n'est jamais, par plaisir que l'on se bat contre plus fort que soi.

Pendant des années les étudiants ont protesté contre les mesures autoritaires que le gouvernement voulait leur imposer. Dans le calme, ils ont protesté contre la réforme Fouchet, contre les mesures Peyrefitte. Dans le calme, mais aussi dans l'indifférence générale ; pendant des années le pouvoir a ignoré leurs protestations comme il a ignoré celles des travailleurs. Pendant des années cette protestation est restée vaine et sans écho.

Aujourd'hui les étudiants résistent. Leur seul crime c'est de refuser une université dont le seul but est de former les patrons de demain et les instruments dociles de l'économie. Leur seul crime, c'est de refuser un système social autoritaire et hiérarchique qui refuse toute opposition radicale ; c'est de refuser d'être les serviteurs de ce système.

Si leur seul crime leur vaut la matraque et la prison. Si les étudiants et les lycéens se sont mobilisés, s'ils ont affrontés la répression, c'est qu'ils veulent se défendre contre la répression policière et le pouvoir bourgeois, les étudiants sont en état de légitime défense.

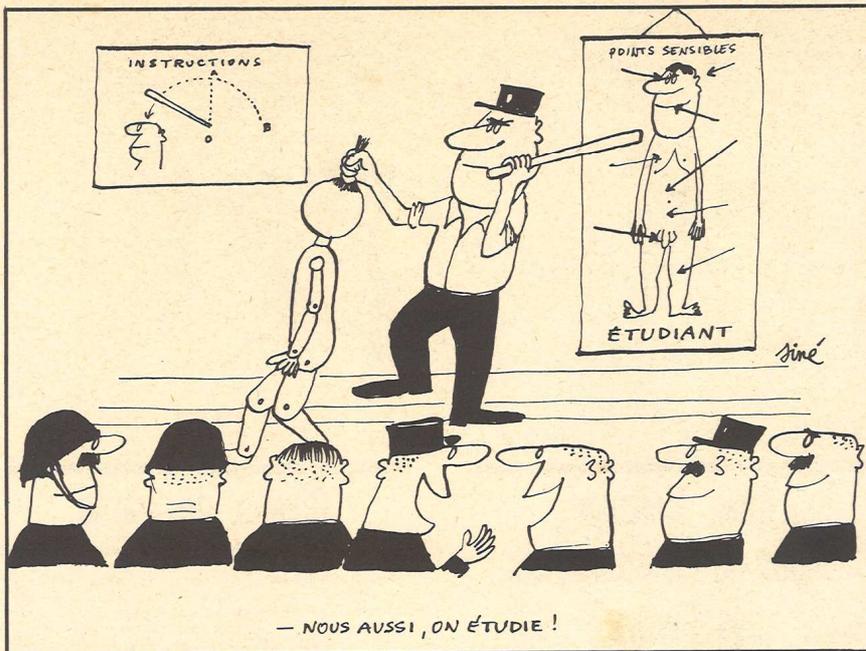
Ce qu'on veut aussi vous faire croire, c'est qu'il n'y a là qu'un défilement d'une poignée d'agitateurs isolés, qui, bien sûr, viennent de Nanterre : C'est de Nanterre que viennent tous les maux. Le recours au nanterroisme n'explique rien. Le pouvoir se rassure à bon compte : les « tribuns » de Nanterre ne sont pas, n'ont jamais été isolés. Sinon comment expliquer que dans toute l'Europe les étudiants manifestent. A un malaise général correspondent des causes générales.

Partout en Europe

Pour arrêter la révolte étudiante, décapiter Nanterre ne saurait suffire : celle qui naît aujourd'hui à Paris ne connaît pas de frontière ; à Berlin des milliers d'étudiants ont mis en échec un pouvoir d'Etat fort et réactionnaire. Le S.D.S. lui aussi ce n'était qu'une petite poignée d'agitateurs : aujourd'hui il représente le seul grand mouvement d'opposition à la fascisation de l'Allemagne occidentale. En Italie des milliers d'étudiants ont imposé leur droit à contester le système social. A une répression violente ils ont répondu par des manifestations encore plus violentes que celles de vendredi dernier. En Espagne, en Angleterre, au Brésil, à Louvain, partout en Europe et dans le monde les étudiants ont affronté dans la rue les forces de l'ordre bourgeois. Partout y compris à Paris, la violence de la répression a montré que les gouvernements, ont peur de ces mouvements, si faible en apparence et qui ont pourtant commencé d'ébranler l'ordre existant. Les campagnes de presse ont pourtant tenté d'isoler, de discréditer les mouvements : si les révoltes étudiantes occupent la Une des journaux, ce n'est pas dû à la tendresse particulière des journalistes. Au contraire, on ne cherche qu'à proportionner la campagne de haine au danger potentiel que court l'ordre social.

Un même combat

A Paris et à Nanterre ils ne se battent pas seuls ; ils se battent pas pour eux seuls. En Allemagne, le 1er mai, des dizaines de milliers d'étudiants et



d'ouvriers se sont retrouvés ensemble à l'initiative du S.D.S. dans la première manifestation anticapitaliste que Berlin ait connu depuis le nazisme. La « poignée d'agitateurs » est devenue mouvement de masses. Ceux qui luttent contre l'université capitaliste se sont retrouvés aux côtés de ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste.

En France, nous savons aussi que notre combat ne fait que commencer ; nous savons que la jeunesse est sensible à la crise capitaliste, à la crise de l'impérialisme qui opprime au Vietnam, en Amérique latine, partout dans le « tiers monde ». A Redon, à Caen, les jeunes ouvriers se sont révoltés violemment, plus violemment que nous. Cela, la presse qui nous attaque aujourd'hui, l'a passé sous silence. Malgré l'Etat, malgré le silence et les manipulations d'une presse à son service, nos luttes convergeront avec les leurs.

Aujourd'hui, les étudiants prennent conscience de ce qu'on veut faire d'eux : les cadres du système économique existant, payés pour le faire fonctionner au mieux. Leur combat concerne tous les travailleurs car il est leur : ils refusent de devenir des professeurs au service d'un enseignement qui sélectionne les fils de la bourgeoisie et qui élimine les autres ; des sociologues fabricants de slogans pour les campagnes électorales du gouvernement, des psychologues, chargés de faire « fonctionner » les « équipes de travailleurs » selon les meilleurs intérêts du patron ; des cadres chargés d'appliquer contre les travailleurs un système auquel ils sont eux-mêmes soumis.

La jeunesse, lycéenne, étudiante, ouvrière, refuse l'avenir que lui offre la société actuelle ; elle refuse un chômage, sans cesse plus menaçant ; elle refuse l'Université d'aujourd'hui qui ne lui donne qu'une formation ultraspecialisée, sans valeur, qui, sous prétexte de « sélection », réserve le savoir aux fils de la bourgeoisie ; qui n'est qu'un instrument de répression contre toutes les idées non conformes aux intérêts de la classe dominante.

Quand elle se révolte avec violence, elle a conscience qu'elle rend plus évident et plus net ce refus ; elle a conscience que son combat ne peut aboutir que si les travailleurs en comprennent le sens et le font leur. C'est pourquoi aujourd'hui, nous continuons ; c'est pourquoi nous nous adressons à vous.



Il paraît qu'il aurait démissionné, dégoûté, et qu'il serait promu à de nouvelles fonctions dans la police.

LES INTELLECTUELS

Les soussignés s'élèvent avec vigueur contre la violation du territoire universitaire dont la Sorbonne a été, pour la première fois, le théâtre, le 4 mai 1968. Ils rappellent que, dans une récente situation de même espèce, un recteur d'université espagnole a dû donner sa démission. Ils apportent leur appui à l'action entreprise par le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et considèrent que les décisions prises par ce Syndicat sont à la mesure des circonstances. Ils tiennent à informer l'opinion publique qu'à leur connaissance, et après enquête, aucun des groupes estudiantins considérés comme de gauche et d'extrême-gauche ne visent à organiser une grève des examens. Ils demandent aux intellectuels français de joindre leur signature à la présente déclaration.

Daniel Guérin, Michel Leiris, Jean-Pierre Vigier

LE S.D.S. SOLIDAIRE

Aujourd'hui, lundi, manifestation à Hambourg, Francfort Berlin, Munich, Cologne...

Le S.D.S. affirme sa complète solidarité avec les étudiants français qui organisent lundi une grève nationale et dont les manifestations contre les mesures disciplinaires sont interdites. Le comportement sadique de la police, la collaboration des bureaucraties de l'Etat et de l'Université, comme la diffamation « d'une minorité d'agitateurs » (M. Peyrefitte) montrent des similitudes profondes avec la situation en Allemagne.

Dans les différentes villes le S.D.S. organisera des actions de solidarité avec les camarades étudiants français.

Bureau national du S.D.S. - Francfort. Des messages de solidarité du S.V.B. (Hollande), des étudiants de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles. (Dans ces dernières villes, des meetings sont organisés dès lundi) de l'Assemblée des étudiants de Turin, de Genève, Zurich, Londres...

Dans toutes ces universités des actions sont en préparation, pour les jours prochains.

LE MOUVEMENT EN PROVINCE

Les mouvements se généralisent en province : grèves étudiantes à Dijon, Poitiers, Tours, Montpellier, Toulouse, Caen, Lyon, Orléans, Metz, Grenoble, Pau, Aix et Nantes. Manifestations à Poitiers, Tours, Nancy, Clermont, Bordeaux, Caen, Grenoble, Pau, Nantes. A Dijon ces manifestations s'accompagnent d'une occupation de la Faculté des Lettres. A Metz, elles reçoivent l'appui des jeunes ouvriers. Meetings à Montpellier, à Grenoble. Les professeurs, à l'appel du SNESup se mettent en grève dans l'ensemble des facultés, à Clermont, à Nice, à Lyon, à Caen, dans les facultés des lettres et des Sciences à Poitiers, dans les facultés des lettres à Besançon et Dijon, dans les facultés des sciences à Paris, à Marseille, à Orléans. A Montpellier, les professeurs de sciences et de lettres tiennent un meeting.

MESSAGE DE BERLIN

Au mouvement du 22 mars. A l'union nationale des étudiants de France. Camarades, C'est par une grève que nous exprimons notre solidarité avec vous dans le combat contre le terrorisme international des bureaucraties universitaires et gouvernementales qui ne savent répondre à la protestation des forces démocratiques que par la brutalité policière et par l'abus de la juridiction.

Les blessés de Nanterre et de Paris prouvent la nécessité de la lutte active contre les structures réactionnaires de la société.

ASTA de l'université libre de Berlin.
ASTA de l'université technique de Berlin.
ASTA de l'université théologique de Berlin.
ASTA de l'école des Arts et Métiers de Berlin.
ASTA de la maison Pestalozzi-Frögel.
Section de l'institut Otto Suhr.
Séminaire des langues romanes.
Union des étudiants socialistes (S.D.S.).
Union des étudiants démocrates (D.H.B.).
Union des étudiants sociaux démocrates (S.H.B.).
Union des étudiants humanistes (H.S.U.).
Section des étudiants des écoles sociales.
Comité d'action des écoles sociales de la sécurité sociale ouvrière.



Ce n'est qu'un début

Avant la rentrée officielle, cette année, l'agitation était déjà vive au sein de l'université française, deux éléments peuvent expliquer cette agitation :

— L'application systématique de la réforme de l'enseignement supérieur et ses séquelles (problèmes d'équivalence de diplôme d'un système à l'autre, de débouchés, d'encadrement, etc.).

— Le contexte dans lequel s'insérait cette application : les ordonnances « antisociales » d'août 67, les pleins pouvoirs, etc.

Les quatre semaines de novembre furent l'époque du plus grand désordre, de l'affolement le plus total. Ce même mois fut aussi marqué par un événement dont nous sommes aujourd'hui à même de mesurer l'importance : la remontée après bien des années de crise de luttes étudiantes de masse. Le 9 novembre, 5000 étudiants et lycéens descendaient dans la rue à l'appel de l'U.N.E.F., manifestaient sans ambiguïté leur opposition à la politique sociale et universitaire du gouvernement. Les mots d'ordre sont clairs et témoignent d'un degré de politisation qui surprend parfois : « A bas les ordonnances », « non à la sélection »...

Quelques jours après (20 novembre) éclate à Nanterre la plus importante grève universitaire du pays : 10 000 étudiants sont touchés une semaine durant. Parti de la section de sociologie, le mouvement, partiellement préparé par de nombreux contacts entre S.N.E.S.U.P. et U.N.E.F., dépasse vite l'audience habituelle des organisations syndicales ; il est dirigé par un « comité de grève » regroupant syndiqués (U.N.E.F.), et non-syndiqués. Ce comité traite en tant que tel avec le corps enseignant et l'administration, il organise colloques et débrayages d'amphis et de T.P.

L'administration de son côté joua sur deux tableaux : — Le refuge successif de chaque « autorité » derrière son supérieur hiérarchique immédiat ; exemple : la direction de telle section accorde telle équivalence qui huit jours plus tard est refusée par le ministère.

— La volonté apparente du dialogue avec les étu-

dants en grève au sein de comités « paritaires » (qui en réalité ne sont pas paritaires et n'ont aucun pouvoir de décision). En bref, la volonté d'intégrer le mouvement en lui retirant ses bases d'existence sans lui offrir de réelles satisfactions.

Lorsqu'une inévitable démobilitation se produit après l'intense activité de fin novembre, chacun, à Nanterre, sent que l'on n'a pas été aussi loin que possible ; il reste bien des choses à faire et de l'énergie pour mener à bien, avec de nouvelles formes d'intervention peut-être, un nouveau combat. Le trimestre se termine, après une grève-participation réussie à la Sorbonne, par une journée nationale le 13 décembre.

Pendant le deuxième trimestre, les lycéens entrent en scène de manière spectaculaire, partout la lutte contre la barbarie américaine au Vietnam se développe, à Nanterre le mouvement démarre.

LES LYCEENS.

Depuis un an environ, un malaise se faisait sentir dans les lycées : grèves et occupations de locaux, à Mantes, Nîmes, Condorcet, Cognac... Le 13 décembre l'idée d'une grève circule spontanément : six lycées se mettent en grève (en moyenne 75% de participants) et manifestent leur solidarité avec les travailleurs. Prenant pour prétexte la grève du 11 janvier, l'administration exclut un élève de Condorcet pour « activité politique et syndicale ». Cette mesure accélère les actions lycéennes. Le lendemain 500 lycéens manifestent pour réclamer la réintégration de leur camarade. Le samedi suivant, 1 500 lycéens se heurtent aux forces de l'ordre (8 policiers seront blessés), derrière les banderoles : « Liberté d'expression », « Droit de revendication », « Des profs, pas de flics ».

Le même jour un meeting réunit 500 personnes qui débattent des perspectives des C.A.L. Un militant du S.D.S. allemand explique le combat des lycéens dans son pays. Le 13 mars, 200 lycéens occupent l'Ecole Nationale de Chimie pour protester contre le renvoi d'une militante. Le 14 mars, ils manifestent avec l'U.N.E.F. et le S.N.E.S.U.P. devant le ministère de l'Éducation nationale où ils reviendront pour déposer leurs pétitions avec le mouvement de la jeunesse communiste. Vendredi dernier, 3 dirigeants des C.A.L. sont arrêtés. Des dizaines de lycéens sortant de cours se joindront spontanément aux étudiants protestant contre la répression.

Aujourd'hui, contre l'arrestation et la condamnation de militants, les lycéens organisent des actions d'agitation : grèves locales sur le tas, meetings dans les cours, ma-

nifestations autour des lycées, actions contre les cars de police stationnant aux alentours... D'autre part, les C.A.L. appellent à manifester le lundi avec les étudiants.

Les lycéens sont sortis de la passivité dans laquelle les confinait l'université autoritaire et répressive ; une large frange a pris conscience de la nature de l'enseignement et de l'université, et qui ont compris la nécessité d'une contestation radicale de la société.

LE 21 FEVRIER.

A l'appel du C.V.N. et de l'U.N.E.F., 8 000 étudiants font du quartier latin le quartier du Vietnam héroïque. Ils remontent le boulevard Saint-Michel nouvellement rebaptisé, brûlent des effigies de Johnson, plantent des drapeaux sur la Sorbonne, défilent 2 heures durant sur les mots d'ordre : F.N.L. à Saigon ! F.N.L. vaincra ! Refusant les défilés et processions rituelles qui ne correspondent pas aux nécessités de la riposte contre l'agression américaine, les étudiants ont fait une manifestation combative et résolue.

A Nanterre, le mouvement renaît au mois de février, à la suite de trois conflits : — Manifestation de solidarité avec un étudiant menacé d'exclusion de la Faculté et d'expulsion du territoire français. Bagarres avec la police. Agitation à l'intérieur de la Fac.

— L'U.N.E.F. et la F.R.U.F. (Fédération des Résidences Universitaires de France) appellent pour le 14 février à abroger un règlement intérieur qui veut confiner les étudiants dans un statut passif, dans un monde clos et aliéné. Engagée nationalement, préparée massivement, l'action réussit pleinement.

— Le 22 mars, à la suite de l'arrestation de 6 militants du C.V.N., un meeting de protestation est organisé au terme duquel on décide l'occupation du bâtiment administratif pour le soir même. 150 étudiants réunis dans la salle du conseil des professeurs débattent jusqu'à deux heures du matin de nombreux problèmes politiques. Une journée de débats politiques est fixée au 29 mars.

Une intense préparation de la journée (tracts, prise de parole, campagne d'affiches à l'intérieur des locaux universitaires inquiète l'administration, qui cherche à dresser le personnel de la faculté contre les étudiants. Le doyen Grappin répondant à la discussion par l'autorité ordonne la suspension des cours et des T.P. jusqu'au 1er avril. Le 29, tandis qu'un important dispositif policier ceinture le campus, 600 étudiants participent au meeting d'ouverture dans un foyer de la cité, puis se répartissent dans des commissions pour discuter sur les thèmes prévus : Luttes étudiantes et luttes ouvrières ; luttes anti-impérialistes ; luttes étudiantes dans les démocraties populaires ; université critique, critique de l'université. Le 1er avril les lycéens en sociologie de deuxième année de premier cycle, décident majoritairement de boycotter leurs examens. Ils publient un texte dénonçant l'enseignement de la sociologie. Des dissensions apparaissent au sein du corps enseignant : « Libéraux » contre « conservateurs » qui exigent l'arrestation des « meneurs ».

2 avril, succès complet : 1 500 personnes se réunissent dans un amphi de la faculté puis se répartissent en commission dans des salles de cours. L'assemblée plénière finale décide la continuation du mouvement, la publication d'un bulletin largement diffusé à Nanterre et à Paris.

Nanterre n'a pas été un cas à part comme on tente de le faire croire. Les mouvements qui ont lieu dans les campus : Besançon, Nice... annonçaient par certains aspects celui de Nanterre. A la Sorbonne le mouvement d'action universitaire organise un meeting international sur les luttes étudiantes en Europe. La réunion est interdite, les étudiants occupent un amphithéâtre et pour la première fois refusent par, les actes, l'interdiction obscurantiste des manifestations politiques à la Sorbonne.

A Nantes les résidentes envahissent le pavillon des garçons, 2 000 étudiants qui entendent imposer le droit à l'information politique manifestent. Ils dénoncent également le rôle répressif d'une certaine psychosociologie. La réaction est brutale. Les forces de police mobilisées sont nombreuses et parfaitement armées. Les condamnations portées au terme d'actions juridiques exceptionnelles sont sévères, les amendes sont très lourdes.

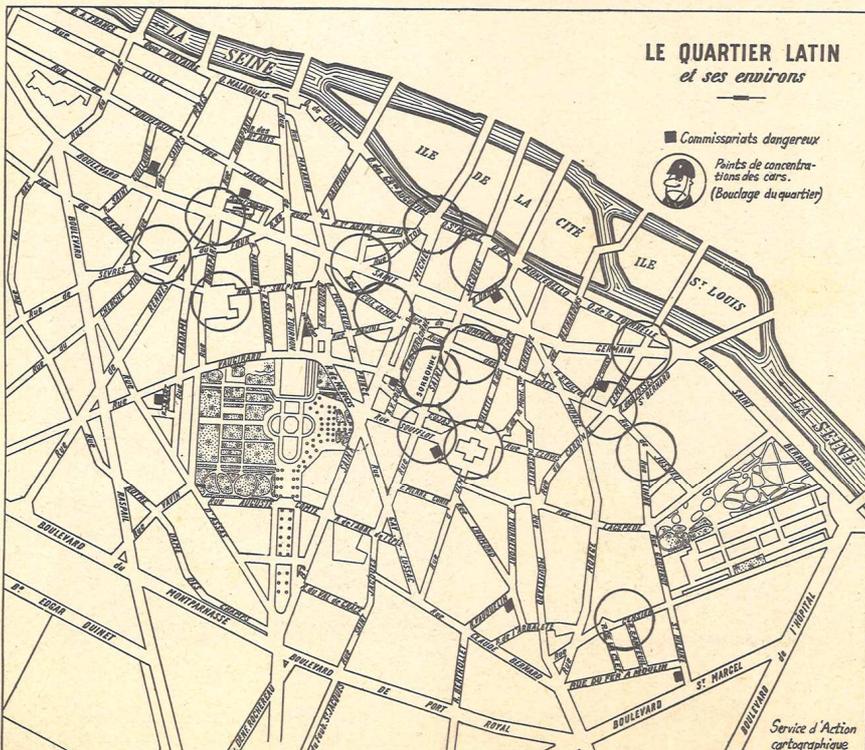
Nantes est restée isolée... La leçon a porté.

LE MOUVEMENT DU 22 MARS.

Mouvement de contestation radicale et anti-impérialiste (débat et actions sur le Vietnam motions de solidarité avec les étudiants polonais et le peuple guadeloupéen, etc.), voilà ce qu'a voulu être le mouvement du 22 mars. Animé par 2 à 300 étudiants, il est capable d'en mobiliser quasiment en permanence 1 000 à 1 200. Dans le cadre d'une faculté neuve sans traditions politiques et syndicales, c'est sans doute l'originalité de l'intervention du mouvement, qui lui a permis d'acquiescer si rapidement une audience que les organisations traditionnelles n'avaient jamais connu à Nanterre. Sur le thème central du droit d'expression politique à l'intérieur de la Faculté, il a obligé chacun à se prononcer par rapport à lui et a donc accéléré la prise de conscience politique de nombreux étudiants non organisés, tout en leur offrant la possibilité de participer activement à la préparation des actions engagées. Bref la dénonciation et le refus de l'université de classe, l'approfondissement du problème de la jonction des luttes étudiantes avec celles des travailleurs, thème privilégié des travaux du mouvement exclut (fallait-il le préciser ?) le moindre crédit accordé au mythe des quelques « enrégés » qui mèneraient de pauvres moutons à l'abîme.

Le succès des activités entreprises après Pâques a contribué à la décision de l'administration de fermer à nouveau la Faculté après une prise de position fort peu claire sur un meeting prévu par « occident » à l'intérieur des locaux universitaires. Les étudiants de Nanterre étaient prêts à défendre chèrement les journées anti-impérialistes prévues pour le 2 et le 3 mai. Le 2, les fascistes ne vinrent pas. Le 3 la Faculté était fermée ; l'action se porte sur Paris. On sait la suite.

Désormais Nanterre n'est plus isolée. Le mouvement doit s'étendre « DE LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITE DE CLASSE A LA CONTESTATION DE LA SOCIETE CAPITALISTE ».



UNE DIZAINE D'ENRAGES



8 h, des groupes d'étudiants commencent à sillonner le Quartier Latin distribuant des tracts pour la manifestation, s'accumulent jusqu'à 9 h-9 h 30, heure à laquelle les sept étudiants entrent à la Sorbonne pour se présenter au Conseil de discipline. Dès 7 h-7 h 30 un très important déploiement de forces de police avait été mis en place, créant des verrous à chaque intersection de rues. Une manifestation est lancée lors de l'entrée des sept camarades dans la Sorbonne, qui chantaient l'Internationale poings levés. Cette manifestation va parcourir Paris en passant successivement dans le Quartier Latin, s'arrêtant à la Faculté des Sciences où un meeting se tint. Evaluée à 5000 manifestants, elle repartait, passait à l'Opéra et rejoignait le bd Saint-Germain, scandant : Libérez nos camarades ! Roche démission !

Alors que la manifestation remontait la rue Saint-Jacques, elle connut son premier heurt sérieux avec les CRS, qui allait décider de la tournure définitive de la manifestation. Principaux points chauds : Maubert, Denfert-Rochereau, et enfin les barricades de Saint-Germain-des-Prés. L'ouragan s'abattait sur le Quartier Latin.

— La première charge de CRS s'est produite rue Saint-Jacques par pure provocation.

— A la hauteur de la pharmacie située face à la rue A. Thénard, sur le bd Saint-Germain, 3 CRS ont matraqué pendant plusieurs minutes un jeune homme qui sortait de chez lui. Un officier CRS s'est rendu compte que des journalistes étaient en train de filmer la scène. Il a donné l'ordre d'arrêter.

— Durant les batailles de la place Maubert, la police a utilisé des grenades asphyxiantes, lancées à la main, ou par abusier portable, ou bien encore du haut des hélicoptères.

— Rue Maître-Albert plusieurs centaines de manifestants tiennent autant de CRS en respect à coups de tout (pierres, etc...). Puis charge des flics, des manifestants se réfugient dans la rue Maître-Albert. Avec un fusil lance-bombes, un CRS envoie une charge de gaz dans la chambre d'un hôtel (Hôtel de France) en brisant les vitres de la fenêtre. Un vieil homme fut tiré de la chambre dans un état lamentable. Nombre de Nord-Africains habitant là ripostèrent avec des volées de pierres sur les flics qui reculèrent, bientôt enfumés par un incendie sur la place Maubert.

— Chez Maspéro : charges de CRS dans le tas du bd Saint-Michel. Les étudiants se réfugient dans la librairie La Joie de Lire. Des CRS entourent la librairie, proposant

avec le sourire la matraque ou les bombes asphyxiantes, que finalement ils enverront dans la librairie. J.-L. Godard qui filmait les scènes de matraquage de passants isolés fut assailli par les flics et sa caméra brisée. Il sera relâché quelques instants après.

— Ordinairement les CRS chargent sans avertissement. Ceci est contraire à la loi. La sommation réglementaire consiste en trois coups de clairon. Hier il y a eu des charges à la trompette.

A côté des grenades lacrymogènes qui font seulement pleurer, la police a utilisé des bombes asphyxiantes aux gaz incapacitants CW et CB mortels à forte dose. La Croix Rouge française a été gênée dans son action par les gardes mobiles. Il a fallu 30 mn pour faire évacuer les blessés d'une pharmacie du bd St-Germain. Les manifestants arrêtés étaient tabassés dans les cars. Les flics tabassaient également des gens évanouis sous l'effet des gaz incapacitants. Longtemps après la dispersion de la manifestation les CRS ont bloqué les issues de la rue Monsieur-le-Prince pour mettre en état de siège le local du SNESup ;

— Pendant toute la soirée les gardes mobiles ont systématiquement attaqué les étudiants isolés qui avaient l'audace de s'attarder dans les rues. Jusqu'à 1 h, du matin des corps spéciaux de la police attaquent matraque en main les passants dans les petites rues du Quartier Latin, les poursuivant dans les couloirs et les escaliers des immeubles.

La journée d'hier fut la réponse pratique à la campagne de calomnies de la presse.

Venant de Denfert Rochereau 20 000 manifestants arrivaient à St-Germain-des-Prés scandant : " NOUS SOMMES UN GROUPOUSCULE ? UNE DIZAINE D'ENRAGES... C'est en masse que les étudiants ont répondu à la répression, résisté à la brutalité policière. La presse bourgeoise aujourd'hui ne comprend pas que des jeunes (étudiants, lycéens ou travailleurs) puissent répondre à la répression, contre attaquer devant des policiers casqués, armés de matraques, de fusils, de lance-grenades, de bombes asphyxiantes...

Défenseurs d'un système où une minorité exploite et manipule une majorité ; ils ne peuvent raisonner que dans ces termes : pour eux les jeunes "doivent" être dirigés de l'extérieur pour pouvoir affronter violemment les forces de police. La bourgeoisie doit élaborer un nouveau mythe : celui de "commandos étudiants entraînés à la guérilla urbaine" !

CE QU'IL FAUT :

LA REOUVERTURE DES FACULTES

L'ANNULATION

DE TOUTES LES POURSUITES

LE QUARTIER LATIN

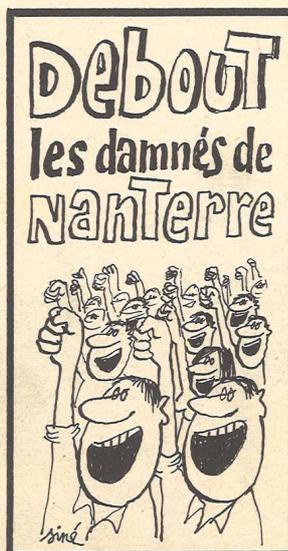
AUX ETUDIANTS

— Hier de 18 h 30 à 20 h 20 000 manifestants parmi eux, des professeurs se regroupent et défilent dans le calme le plus complet de Denfert Rochereau à St-Germain. C'est l'intervention des forces de police qui engendra la violence. L'origine de la provocation est évidente. La détermination de la riposte le sera tout autant. La police fut contrainte de reculer.

C'est maintenant dans l'organisation à tous les niveaux que se poursuivra la lutte.

Lundi 6 en Province

Grenoble : 1500 manifestants, une dizaine de blessés, un meeting sur le campus, une manifestation à 18 h, agitation de groupes fascistes. Toulouse : Intervention de la police à la demande du recteur, occupation massive de la Fac, heurts violents avec les flics, grève 100 % en Lettres, une manifestation prévue mardi, des missions de trois membres sur six du bureau d'AGE (UEC), qui condamnent le mouvement national réclamant une préparation à l'examen dans de meilleures conditions, une majorité d'étudiants favorables au mouvement de Nanterre, une AG prévue pour décider de la grève limitée. STRASBOURG Mille manifestants ; grève totale, piquet d'explication, prochaine AG décidera suite action. RENNES 2000 manifestants, grève générale mercredi. LYON 3000 participants à un meeting Sciences appliquées, manifestations prévues mardi avec participation Rhodiaca. CLERMONT FERRAND grève totale. DIJON grève générale 95 % Lettres Droit, 80 % Sciences, risques de heurt avec les fascistes. BORDEAUX grève mardi. ORLEANS 400 manifestants. NANCY un meeting d'explication lundi, pas de grève. BESANCON pas de cours, explications dans les amphis, meeting lundi. METZ grève mardi. MARSEILLE heurts violents. AIX grève en Droit. PARIS 95 % grève dans les grandes écoles, 7 lycées. Le proviseur de Michelet manifeste en tête de ses élèves. POITIERS grève 90 %, meeting. LILLE un meeting, une motion sur la grève sera votée ultérieurement.



LISTE DES PUBLICATIONS

SÉRIE COURANTE

N°1	L'autonomie ouvrière frappe en Chine	Février 2011	2 €
N°2	Tunisie : restructuration à chaud de l'Etat après une tentative d'insurrection démocratique incomplète	Juin 2011	2 €
N°3	Egypte : compromis historique sur une tentative de changement démocratique	Octobre 2011	2 €
N°4	Belgique : Crise institutionnelle sur fond de crise fiscale : un avenir tchécoslovaque ou yougoslave ?	Novembre 2011	2 €
N°5	L'autonomie ouvrière frappe en Inde : la grève de Maruti Suzuki à Manesar (juin, septembre, octobre 2011)	Mai 2012	3 €

HORS SÉRIE

N°1	Daniel Bénard (1942-2010)	Juin 2011	4 €
N°2	Tchécoslovaquie Novembre 1989 : le prolétariat enchaîné au velours tricolore	Juin 2011	2 €
N°3	Mai-Juin 1968 : une occasion manquée pour l'autonomie ouvrière	Mai 2018	5 €

« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »

Karl MARX,
Salaire prix et profit, 1865